

PARTIE MATIÈRES

A

ABEILLES. — Voir DOUANES, 108.

ABORDAGE DANS LA NAVIGATION INTERIEURE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 33.

ABSOLUTION PENALE. — Proposition de loi tendant à conférer aux tribunaux, dans des cas exceptionnellement favorables, et quand il s'agit de délinquants qui n'ont jamais été condamnés, le droit d'absolution pénale (n° 26, année 1931). — Vote de la question préalable [16 février], p. 159.

ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ DES VICTIMES DE LA GUERRE ET ANCIENS COMBATTANTS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 31 mai 1938 organisant la collaboration de l'office des mutilés et de la caisse nationale de crédit agricole en vue de faciliter l'accession à la propriété des victimes de la guerre et anciens combattants. Renvoi à la commission de l'agriculture, n° 274 [28 mars], p. 331. — M. des Rotours dépose le rapport, n° 446 [15 juin], p. 551.

ACCESSOIRES

— **de bureau.** — Voir DOUANES, 69.

— **du vêtement.** — Voir DOUANES, 73.

ACCIDENTS DU TRAVAIL

1 — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'abroger l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, modifié par la loi du 1^{er} juillet 1938. Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 202 [9 mars], p. 260.

2 — Projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. — Voir Table de 1933, p. 39. — Vote de la question préalable [6 juin], p. 497.

3 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier

certaines taux maxima des rentes allouées aux victimes d'accidents du travail (n° 548, année 1931). — Vote de la question préalable [6 juin], p. 496.

4 — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'ajustement des rentes des victimes ou ayants droit des victimes d'accidents du travail sur la base d'un salaire annuel de 12.000 fr. Renvoi à la commission de l'hygiène et, pour avis, à la commission des finances, n° 463 [20 juin], p. 571.

Voir CODE DU TRAVAIL, 2. — CONVENTIONS ET TRAITÉS, 44.

ACCORDS

— **d'Alexandrette.** — Voir INTERPELLATIONS, 6.

— **franco-monégasques.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 20.

— **franco-tchécoslovaque.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 28.

— **franco-yougoslave.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 36.

— **international sur le sucre.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 19.

Voir aussi ARRANGEMENTS. — AVENANTS COMMERCIAUX. — ÉCHANGE DE LETTRES.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — Voir COLONIES, 5. — DIVORCE. — REGISTRE DU COMMERCE. — VICTIMES D'OPÉRATIONS DE GUERRE.

ACTES DE VENTE D'AÉRONEFS. — Voir AÉRONEFS.

ACTES SOUS SEINGS PRIVÉS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à exonérer du droit d'enregistrement les actes de dépôt d'actes sous seings privés portant mutation immobilière pour un prix inférieur à 5.000 fr. Renvoi à la commission des finances, n° 147 [28 février], p. 208. — M. Abel Gardey dépose le rapport n° 284 [30 mars], p. 343. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 383. — Promulgation: Loi du 10 avril 1939 (J. O. du 13 avril, p. 4766).

ACTIONS EN NULLITE DE VENTES D'IMMEUBLES MAL LOTIS. — Voir IMMEUBLES.

ACTIONS JUDICIAIRES CONTRE LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS. — Voir ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

ADMISSION TEMPORAIRE. — Voir DOUANES, 64, 70, 77, 78, 84, 85, 96.

ADOPTION. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 344 du code civil sur les conditions exigées pour l'adoption. Renvoi à la commission de législation, n° 437 [13 juin], p. 545.

AÉRONEFS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à créer un droit fixe pour l'enregistrement des actes de vente ou mutations à titre onéreux de propriété ou d'usufruit d'aéronefs. Renvoi à la commission des finances, n° 271 [28 mars], p. 331. — M. Abel Gardey dépose le rapport n° 363 [1^{er} juin], p. 466. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 juin], p. 551. — Promulgation: Loi du 16 juin 1939 (J. O. du 23 juin, p. 7886).

AFFICHAGE DES PRIX DANS LES HOTELS. — Voir ALGÉRIE, 2.

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE. — Voir COLONIES, 1. — DOUANES, 45.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. — Voir COLONIES, 1. — DOUANES, 46 à 49.

AGE D'ADMISSION DES ENFANTS AUX TRAVAUX INDUSTRIELS ET NON INDUSTRIELS. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 1, 2.

AGENTS COMMUNAUX ET DÉPARTEMENTAUX. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'habiliter les agents communaux et départementaux à constater par procès-verbal les infractions en matière d'extractions de matériaux dans le lit des cours d'eau du domaine public. Renvoi à la commission des travaux publics, n° 91 [14 février], p. 149. — M. Bringer dépose le rapport n° 344 [23 mai], p. 426.

AGENTS GENERAUX DES SOCIETES D'ASSURANCES. — Voir CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL.

AGRICULTURE. — Voir ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ DES VICTIMES DE LA GUERRE. — BALANCE IMPÉRIALE DES PAYEMENTS. — BAUX A COMPLANT. — BLÉ. — CALAMITÉS AGRICOLES. — COMMISSION PLÉNIÈRE DE LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE. — CONVENTIONS ET TRAITÉS, 12, 14, 19, 24, 30, 44. — DOUANES, 12, 25, 32, 45, 52, 55, 57, 58, 78, 79, 83, 86, 88, 108. — ENGRAIS COMPOSÉS. — INTERPELLATIONS, 17 à 19. — LOGEMENT DES TRAVAILLEURS AGRICOLES. — LOYERS ET FERMAGES, 2. — MÉTAYAGE. — PRODUITS DESTINÉS A L'ALIMENTATION DES ANIMAUX. — RÉSOLUTIONS, 2, 3, 7, 9, 13, 22.

AIDE AUX AGRICULTEURS. — Voir CALAMITÉS AGRICOLES. — RÉSOLUTIONS, 3.

AIDE AUX POPULATIONS TURQUES. — Voir TURQUIE.

ALEXANDRETTE (Accord d'). — Voir INTERPELLATIONS, 6.

ALGERIE.

1 — **Budget de 1940.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1940. Renvoi à la commission des finances, n° 569. — Demande de discussion immédiate. — M. Jean Taurines dépose et lit le rapport n° 571. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 décembre], p. 837, 838. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1939 (*J. O.* du 1^{er} janvier 1940, p. 49).

2 — **Affichage des prix dans les hôtels.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 25 août 1937 relatif à l'application, en Algérie, de la loi du 7 juin 1937 pour l'affichage et l'homologation des prix dans les hôtels. — Voir Table de 1938, p. 29. — M. Henry Bourdeaux dépose, au nom de la commission de l'Algérie, le rapport, n° 103 [16 février], p. 159. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 février], p. 189. — Promulgation: Loi du 19 mars 1939 (*J. O.* du 24 mars, p. 3848).

3 — **Voies ferrées.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Roux-Freissineng tendant à modifier le décret-loi du 25 août 1937 qui supprime certaines lignes ou services de voyageurs sur les voies ferrées d'Algérie. Renvoi à la commission de l'Algérie, n° 108 [21 février], p. 174. — M. le général Stuhl dépose le rapport, n° 294 [30 mars], p. 343. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Observation de M. Albert Sarraut, *ministre de l'intérieur*. Renvoi de la délibération à la prochaine séance [11 mai], p. 397. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. le général Stuhl, *rapporteur*; Roux-Freissineng, *président de la commission de l'Algérie*; Joseph Cailiaux, *président de la commission des finances*. Renvoi de la proposition de loi, pour avis, à la commission des finances [16 mai], p. 415. — Ajournement de la suite de la discussion [1^{er} juin], p. 488. — Suite de la discussion. Avis de la commission des finances, par M. Jean Taurines. Suite de la discussion générale: MM. le général Stuhl, *rapporteur*; Albert Sarraut, *ministre de l'intérieur*; Roux-Freissineng; Joseph Cail-

iaux, *président de la commission des finances*. Rejet, au scrutin, du passage à la discussion des articles [8 juin], p. 511.

4 — **Emplois réservés.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier la proportion des emplois réservés aux mutilés et anciens militaires bénéficiaires des lois des 30 janvier 1923 et 18 juillet 1924, en ce qui concerne les fonctions de contrôleur et de commis des contributions diverses du gouvernement général de l'Algérie. — Voir Table de 1938, p. 29. — M. Dormann dépose, au nom de la commission de l'hygiène, le rapport n° 244 [16 mars], p. 295. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [8 juin], p. 520. — Promulgation: Loi du 20 juin 1939 (*J. O.* du 21 juin, p. 7806).

VOIR: ATTEINTES A L'INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE NATIONAL. — COMES FRANÇAIS. — DOUANES, 45. — RÉSOLUTIONS, 16.

ALIENES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant révision de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés. Renvoi à la commission de l'hygiène et, pour avis, à la commission de législation, n° 523 [27 juin], p. 630. — M. Gadand dépose le rapport n° 560 [26 décembre], p. 716.

ALIMENTATION DES ANIMAUX. — Voir PRODUITS POUR L'ALIMENTATION DES ANIMAUX.

ALLAUCH (Bouches-du-Rhône). — Voir PLAN-DE-CUQUES.

ALLEMAGNE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 4.

ALLOCATIONS DE SOLIDARITÉ. — Voir RETRAITE DES VIEUX TRAVAILLEURS.

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Voir FAMILLES NOMBREUSES. — INTERPELLATIONS, 21. — RÉSOLUTIONS, 7.

ALLOCUTIONS. — De: M. Damescœur, *président d'âge*, en prenant place au fauteuil, n° 1 [10 janvier], p. 1. — M. Damescœur [12 janvier], p. 18. — M. Jules Jeanneney, *président du Sénat*, en prenant place au fauteuil. — Eloge funèbre de M. Camille Reoul, *sénateur de l'Hérault* [17 janvier], p. 24, 25. — M. le président et M. Georges Bonnet, *ministre des affaires étrangères*: hommage à Sa Sainteté Pie XI [10 février], p. 127. — M. le président: éloge funèbre de M. Chapsal, *sénateur de la Charente-Inférieure* [10 février], p. 128. — M. le président: éloges funèbres de M. Georges Decroze, *sénateur de l'Oise*, et de M. Charles Dumont, *sénateur du Jura* [11 mai], p. 394. — M. le président: éloge funèbre de M. Henry Dauthy, *sénateur de l'Indre* [13 juin], p. 526. — M. Henri Roy, *vice-président du Sénat*, et M. Edouard Daladier, *président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre*: hommage aux victimes de la catastrophe du sous-marin « Phénix » [20 juin], p. 570, 571. — M. le président: allocution et éloges funèbres de MM. Le Pelletier, *sénateur de la Mayenne*, Tournan, *sénateur de Gers*, Auguste Potié, *sénateur du Nord* [30 novembre], p. 664. — M. Edouard Daladier, *président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères*, et M. le président: hommage à la nation turque; manifestation de solidarité franco-britannique (séisme d'Anatolie) [29 décembre], p. 826; [30 décembre], p. 836, 837. — M. le président: allo-

cution après le vote définitif du budget des services civils de 1940 [30 décembre], p. 860.

ALSACE ET LORRAINE.

1 — **Taxes d'usage sur les canaux.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la suppression des taxes d'usage actuellement perçues sur les canaux améliorés d'Alsace et de Lorraine en vertu de la loi locale du 26 mai 1892. — Voir Table de 1938, p. 66. — M. Gardéy dépose, au nom de la commission des finances, le rapport n° 64 [7 février], p. 100. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 mars], p. 252. — Promulgation: Loi du 7 mars 1939 (*J. O.* des 27 et 28 mars, p. 4007).

2 — **Sociétés de crédit foncier et immobilier.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative au privilège des sociétés de crédit foncier et de crédit immobilier dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 77 [14 février], p. 138. — M. Urban dépose le rapport n° 242 [16 mars], p. 295. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 382. — Promulgation: Loi du 5 avril 1939 (*J. O.* du 6 avril, p. 4510).

3 — **Code des assurances sociales.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de certaines dispositions du code des assurances sociales du 19 juillet 1911, en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, relatives à l'assurance-accidents. — Voir Table de 1935, p. 44. — Retrait du projet de loi n° 259 [18 mars], p. 314.

4 — **Code du travail (art. 23 du livre 1^{er}).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à rendre applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de l'article 23 du livre 1^{er} du code du travail. — Voir Table de 1938, p. 38 (*Code du travail*). — M. Eugène Müller dépose, au nom de la commission du commerce, le rapport n° 176 [2 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [16 mars], p. 296. — Promulgation: Loi du 6 mai 1939 (*J. O.* des 8 et 9 mai, p. 5855). — *Rectificatif*: *J. O.* des 15 et 16 mai, p. 6222.

5 — **Frais de justice en matière prud'homale.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de la législation des frais de justice en matière prud'homale en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Renvoi à la commission de législation et, pour avis, à la commission des finances, n° 277 [28 mars], p. 331.

6 — **Assistance médicale gratuite.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant l'introduction, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de certaines dispositions concernant l'assistance médicale gratuite et, notamment, de celles visant les tuberculeux. — Voir Table de 1933 (*session extraordinaire*), p. 20. — Vote de la question préalable [6 juin], p. 497.

7 — **Contrat d'assurance.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'extension de la loi du 13 juillet

let 1930, relative au contrat d'assurance, aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 103, année 1932). — M. Edouard Néron déposé, au nom de la commission de l'hygiène; le rapport n° 479 [22 juin], p. 599.

Voir CODES FRANÇAIS. — PENSIONS, 1.

AMANDES. — Voir DOUANES, 85.

AMBASSADE DE ROUMANIE. — Voir CRÉDITS, 8.

AMENDES ET CONFISCATIONS. — Voir DOUANES, 116.

AMNISTIE.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, accordant l'amnistie à une catégorie d'appelés militaires. — Voir Table de 1938, p. 29. — M. Pierre Chaumié dépose, au nom de la commission de législation, le rapport n° 196 [3 mars], p. 242. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Ajournement de la délibération demandé par M. Desjardins. MM. Desjardins, de Courtois, président de la commission de législation, Paul Marchandeu, garde des sceaux, ministre de la justice. Rejet, au scrutin. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Pierre Chaumié, rapporteur de la commission de législation; Desjardins, Paul Marchandeu, garde des sceaux, ministre de la justice; Manuel Fourcade, François-Saint-Maur, de Courtois, président de la commission de législation. Demande de renvoi à la commission. — Rejet, au scrutin, après pointage. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [16 mars], p. 297. — Promulgation: Loi du 20 mars 1939 (J. O. du 23 mars, p. 3790).

2 — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, portant grâce amnistiant pour les délits et contraventions en matière de réunion, de conflit collectif du travail et de manifestation sur la voie publique et pour les infractions connexes commis antérieurement au 28 décembre 1938. Renvoi à la commission de législation, n° 78 [14 février], p. 138. — M. Pierre Chaumié dépose le rapport n° 234 [14 mars], p. 287. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Pierre Chaumié, rapporteur. Art. 1^{er}. — Adoption. Art. 2: MM. Josse, Paul Marchandeu, garde des sceaux, ministre de la justice. — Adoption. Art. 3 et dernier. — Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [31 mars], p. 386. — Promulgation: Loi du 8 avril 1939 (J. O. du 12 avril, p. 4735).

3 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant amnistie. Renvoi à la commission de législation, n° 452 [20 juin], p. 571. — M. Pierre Chaumié dépose le rapport n° 525 [27 juin], p. 631.

ANIMAUX. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 24. — DOUANES, 63. — INTERPELLATIONS, 5. — PRODUITS POUR L'ALIMENTATION DES ANIMAUX.

APPAREILS PHOTOGRAPHIQUES. — Voir DOUANES, 26, 65.

ARGENTINE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 35.

ARMATEUR. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 22.

ARMÉE

1 — Recrutement.

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de l'article 7 de la loi du 4 juillet 1931. Renvoi à la commission de l'armée, n° 32 [23 janvier], p. 41. — M. de La Grandière dépose le rapport, n° 197 [3 mars], p. 242. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mars], p. 296. — Promulgation: Loi du 20 mars 1939 (J. O. du 23 mars, p. 3790).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification à la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée. Renvoi à la commission de l'armée et, pour avis, à la commission des finances, n° 48 [2 février], p. 70. — M. J.-P. Rambaud dépose le rapport n° 132 [23 février], p. 189. — M. Laudier dépose l'avis n° 171 [2 mars], p. 229. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. J.-P. Rambaud, rapporteur. — Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [9 mars], p. 263. — Promulgation: Loi du 14 mars 1939 (J. O. du 16 mars, p. 3438).

3^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de l'article 64 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. Renvoi à la commission de l'armée, n° 109 [21 février], p. 175. — M. Després dépose le rapport n° 206 [9 mars], p. 261. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mars], p. 296. — Promulgation: Loi du 20 mars 1939 (J. O. du 23 mars, p. 3790).

4^o Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de l'article 59 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. — Voir Table de 1938, p. 30. — M. J.-P. Rambaud dépose, au nom de la commission de l'armée, le rapport, n° 134 [23 février], p. 189. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 mars], p. 296. — Promulgation: Loi du 14 mars 1939 (J. O. du 16 mars, p. 3438).

5^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de l'article 80 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée et de l'article 14 de la loi du 30 mars 1928 sur le statut des sous-officiers de carrière de l'armée. Renvoi à la commission de l'armée et, pour avis, à la commission des finances, n° 342 [23 mai], p. 426.

6^o Dépôt d'une proposition de loi de MM. Camboulives, Maroselli et Neyret, tendant à modifier et compléter les dispositions de l'article 58, paragraphe 7, de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée. Renvoi à la commission de l'armée, n° 550 [14 décembre], p. 706.

2 — Cadres et effectifs. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger les dispositions de la loi du 17 mars 1936. Renvoi à la commission de l'armée, n° 49 [2 février], p. 70. — M. Jean Fabry dépose le rapport n° 131 [23 février], p. 189. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Jean Fabry, rapporteur. Adoption des cinq articles. Sur l'ensemble: M. Edouard Daladier,

président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [9 mars], p. 267. — Promulgation: Loi du 14 mars 1939 (J. O. du 16 mars, p. 3439).

3 — Utilisation rationnelle et équitable des mobilisés. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Mourier et plusieurs de ses collègues, assurant une utilisation rationnelle et équitable de tous les mobilisés et fixant l'affectation aux unités combattantes de tous les officiers, sous-officiers et soldats de l'active et de la première réserve. — Renvoi à la commission de l'armée n° 539 [1^{er} décembre], p. 684.

4 — Cadres des réserves.

1^o Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de l'article 42 de la loi du 8 janvier 1925 sur l'organisation des cadres des réserves de l'armée de terre. Renvoi à la commission de l'armée, n° 50 [2 février], p. 70. — M. J.-P. Rambaud dépose, au nom de la commission de l'armée, le rapport, n° 133 [23 février], p. 189. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [9 mars], p. 269. — Promulgation: Loi du 14 mars 1939 (J. O. du 16 mars, p. 3439).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'abroger les dispositions de l'article 44 de la loi du 8 janvier 1925 sur l'organisation des cadres des réserves de l'armée de terre. Renvoi à la commission de l'armée n° 246 [16 mars], p. 303. — M. de La Grandière dépose le rapport n° 370 [1^{er} juin], p. 467. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 juin], p. 529. — Promulgation: Loi du 19 juin 1939 (J. O. du 21 juin, p. 7807).

5 — Avancement. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 3 de la loi du 14 avril 1832 sur l'avancement dans l'armée. Renvoi à la commission de l'armée, n° 247 [16 mars], p. 303. — M. de La Grandière dépose le rapport n° 369 [1^{er} juin], p. 467. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 juin], p. 529. — Promulgation: Loi du 19 juin 1939 (J. O. du 21 juin, p. 7806).

6 — Service de santé. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Mourier ayant pour objet de modifier la loi du 46 mars 1882 sur l'administration de l'armée (organisation du service de santé). Renvoi à la commission de l'armée, n° 493 [22 juin], p. 609.

Voir DOUANES, 11.

7 — Service militaire des étrangers travaillant en France. — Proposition de loi de M. Charles Reibel, ayant pour objet la soumission au service militaire et l'incorporation dans des unités spéciales des étrangers autorisés à travailler en France. — Voir Table de 1938, p. 30. — Renvoi, pour avis, à la commission des affaires étrangères [23 février], p. 224. — Renvoi, pour avis, à la commission de législation [2 mars], p. 229.

8 — Musiques militaires. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la loi du 1^{er} avril 1930 relative à l'organisation des musiques militaires. Renvoi à la commission de l'armée et, pour avis, à la commission des finances, n° 110 [21 février], p. 175. —

M. le comte d'Harcourt dépose le rapport n° 240 [16 mars], p. 295. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Avis de la commission des finances, par M. Henri Laudier. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 384. — Promulgation: Loi du 4 avril 1939 (*J. O.* du 7 avril, p. 4544).

Voir AMNISTIE. — CODE DE JUSTICE MILITAIRE. — CROIX-ROUGE. — LOYERS ET FERMAGES, 6. — PENSIONS, 4. — PÉTROLE. — RÉCOMPENSES NATIONALES, 1, 8. — SOLDATS LIBÉRÉS. — VEUVES DES OUVRIERS POUSSIERS. — VICTIMES D'OPÉRATIONS DE GUERRE.

ARMÉE DE L'AIR. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à compléter la loi du 11 avril 1935 sur le recrutement de l'armée de l'air. — Voir Table de 1938, p. 30. — Promulgation: Loi du 1^{er} janvier 1939 (*J. O.* du 17 janvier, p. 867).

Voir INTERPELLATIONS, 8. — PENSIONS, 2. — RÉCOMPENSES NATIONALES, 2.

ARMOIRIES SUISSES. — Voir CROIX-ROUGE.

ARRANGEMENTS.

— avec la Grande-Bretagne. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 16.

— avec la Lituanie. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 10.

— avec l'Union des républiques soviétiques socialistes. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 38.

Voir aussi ACCORDS. — AVENANTS COMMERCIAUX. — ECHANGE DE LETTRES.

ARTICLES DE MENAGE. — Voir DOUANES, 29.

ARTISANAT. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 16 juillet 1925 et à l'abrogation des arrêtés ministériels pris en application de la loi du 17 mars 1934 ayant modifié l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1925 (définitions des maîtres artisans). Voir Table de 1938, p. 90. — Vote de la question préalable [8 juin], p. 511.

ASSAINISSEMENT DES IMMEUBLES. — Voir IMMEUBLES.

ASSEMBLEE NATIONALE. — Communication relative à la réunion de l'Assemblée nationale à Versailles, le 5 avril 1939, pour l'élection d'un Président de la République [28 mars], p. 331. — Séance du 5 avril 1939. — Réélection de M. Albert Lebrun, Président de la République.

Voir le compte rendu in extenso de cette séance à la fin de la session ordinaire.

ASSISTANCE JUDICIAIRE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 17.

ASSISTANCE MEDICALE GRATUITE. — Voir ALSACE ET LORRAINE, 6.

ASSURANCE-AUTOMOBILE OBLIGATOIRE. — Proposition de loi de MM. Marcel Régnier et Mollard, relative à l'assurance obligatoire des propriétaires d'automobiles contre les accidents causés aux tiers. — Voir Table de 1936, p. 55. — M. Robert Belmont dépose, au nom de la commission de législation, le rapport supplémentaire n° 225 [9 mars], p. 261. — Renvoi, pour avis, à la commission des finances [1^{er} juin], p. 467.

ASSURANCE-INCENDIE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Linyer, ayant pour objet de mettre à la charge de celui qui aggrave les risques d'incendie courus par ses voisins les surcharges d'assurance qui leur sont imposées par son fait. Renvoi à la commission de législation, n° 375 [1^{er} juin], p. 479.

ASSURANCE-INVALIDITE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 12, 13.

ASSURANCE-VIEILLESSE. — Proposition de loi tendant à modifier le régime de l'assurance-vieillesse prévu par la loi du 30 avril 1930. Voir Table de 1934, p. 46. — Vote de la question préalable [6 juin], p. 497.

Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 14, 15. — RETRAITE DES VIEUX TRAVAILLEURS.

ASSURANCES SOCIALES.

1. — Projet de loi modifiant l'article 26 de la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales (n° 581, année 1931). — Vote de la question préalable [6 juin], p. 496.

2. — Proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par les lois du 5 août 1929 et du 30 avril 1930, sur les assurances sociales (n° 7, année 1932). Vote de la question préalable [6 juin], p. 496.

3. — Proposition de loi tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois du 5 août 1929 et du 30 avril 1930 (n° 180, année 1932). Vote de la question préalable [6 juin], p. 497.

4. — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois du 5 août 1929, du 30 avril 1930 et du 28 juillet 1931 (n° 875, année 1932). Vote de la question préalable [6 juin], p. 497.

5. — Proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales. — Voir Table de 1933, p. 42. — Vote de la question préalable [6 juin], p. 497.

6. — Proposition de loi tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois du 5 août 1929, du 30 avril 1930 et du 28 juillet 1931. — Voir Table de 1933, p. 42. — Vote de la question préalable [6 juin], p. 497.

7. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier les articles 29, paragraphe 5, et 68, paragraphe 6, de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par la loi du 30 avril 1930. — Voir Table de 1935, p. 36. — Vote de la question préalable [6 juin], p. 497.

8. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois subséquentes. — Voir Table de 1935, p. 36. — Vote de la question préalable [6 juin], p. 497.

9. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier et à compléter l'article 64 de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par des lois subséquentes. — Voir Table de 1935, p. 36. — Vote de la question préalable [6 juin], p. 497.

Voir ALSACE ET LORRAINE, 3. — ASSURÉS SOCIAUX MUTUALISTES. — RÉOLUTIONS, 17. — RETRAITE DES VIEUX TRAVAILLEURS.

ASSURÉS SOCIAUX MUTUALISTES. — Proposition de loi de M. Guérin et d'un certain nombre de ses collègues, tendant

à étendre à tous les assurés sociaux mutualistes, quels que soient les praticiens choisis par eux, les avantages concédés par les sociétés de secours mutuels et autres organismes mutualistes. — Voir Table de 1938, p. 50. — M. Raymond Martin dépose, au nom de la commission de l'hygiène, le rapport n° 390 [6 juin], p. 495.

ATTEINTES A L'INTEGRITE DU TERRITOIRE NATIONAL. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 24 mai 1938 ayant pour but de réprimer les atteintes à l'intégrité du territoire national ou à l'autorité de la France sur le territoire où cette autorité s'exerce. Renvoi à la commission de législation, n° 332 [16 mai], p. 414.

AUTOMOBILE. — Voir ASSURANCE. — CONVENTIONS ET TRAITÉS, 42. — DOUANES, 49.

AUTRICHE. — Voir CRÉANCES SUR LES LIQUIDATIONS DE BIENS AUTRICHIENS.

AUXILIAIRES TEMPORAIRES DES ADMINISTRATIONS. — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS, 8.

AVANCE DE L'HEURE. — Voir RÉOLUTIONS, 32.

AVANCEMENT

— dans l'armée. — Voir ARMÉE, 5.

— des fonctionnaires. — Voir FONCTIONNAIRES, 1.

AVENANTS COMMERCIAUX. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 5, 9, 27.

AVIATION

— civile. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 8.

— militaire. — Voir ARMÉE DE L'AIR. — INTERPELLATIONS, 8. — RÉCOMPENSES NATIONALES, 2.

B

BALANCE IMPERIALE DES PAYEMENTS. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Victor Boret tendant à équilibrer la balance impériale des paiements. Renvoi à la commission de l'agriculture, n° 504 [27 juin], p. 623.

BASSIN CONVENTIONNEL DU CONGO. — Voir DOUANES, 45, 51.

BATEAUX (Immatriculation des). — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 34.

BAUX A COMPLANT. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 17 juin 1938 tendant à l'abrogation du régime exceptionnel de propriété appelé « complant ». Renvoi à la commission de législation, n° 515 [27 juin], p. 628.

BAUX A FERME. — Voir LOYERS ET FERMAGES, 2.

BAUX COMMERCIAUX. — Voir LOYERS ET FERMAGES, 3, 4.

BIEN DE FAMILLE INSAISSISSABLE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 14 juin 1938 relatif au bien

de famille insaisissable. Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 412 [6 juin], p. 496.

BIENS AUTRICHIENS. — Voir CRÉANCES SUR LES LIQUIDATIONS DE BIENS AUTRICHIENS.

BIENS HONGROIS. — Voir CRÉANCES SUR LES LIQUIDATIONS DE BIENS HONGROIS.

BIERE. — Voir BOISSONS.

BLE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. des Rotours, tendant à compléter les dispositions de l'article 14 du texte annexé au décret de codification du 23 novembre 1937, modifié et complété par le décret-loi du 17 juin 1938 et le décret-loi du 12 novembre 1938. Renvoi à la commission de l'agriculture, n° 281 [28 mars], p. 333. — M. Borgeot dépose le rapport n° 388 [6 juin], p. 495. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: « Proposition de loi tendant à faire bénéficier les blés de semences d'une exonération sur le montant de la cotisation exceptionnelle de résorption. » [22 juin], p. 608.

Voir CALAMITÉS AGRICOLES, 2. — RÉOLUTIONS, 9.

BOBINES POUR FILMS PHOTOGRAPHIQUES. — Voir DOUANES, 28.

BOIS DE NOYER. — Voir DOUANES, 9.

BOISSONS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à régler les conventions de fournitures intervenant entre producteurs ou distributeurs de bières et propriétaires de débits de boissons. — Voir Table de 1938, p. 31. — Renvoi, pour avis, à la commission de législation. M. Jean Amat dépose, au nom de la commission du commerce, le rapport n° 343 [23 mai], p. 426. — M. Maulion dépose l'avis n° 458 [20 juin], p. 571.

BOITIERS DE LAMPES ELECTRIQUES. — Voir DOUANES, 33.

BOMBARDEMENTS AERIENS. — Voir PÉTROLE.

BOUGIES D'ALLUMAGE. — Voir DOUANES, 54, 93.

BOULANGERIES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à réglementer l'ouverture des boulangeries. — Voir Table de 1938, p. 31. — Suite de la discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Art. 1^{er}: MM. Armand Calmel, *vice-président de la commission de législation*; Justin Godart, *rapporteur de la commission du commerce*; Darnecour. Renvoi du projet de loi, pour avis, à la commission de législation [14 mars], p. 284.

« **BOULE DE NEIGE** ». — Voir VENTE.

BOUTEILLES ISOLANTES. — Voir RÉOLUTIONS, 27.

BRAI STEARIQUE. — Voir DOUANES, 36.

BRIQUES. — Voir DOUANES, 23.

BUDGET DEFINITIF DE 1926. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1926. — Voir Table de 1938, p. 31. — Promulgation: Loi du 13 janvier 1939 (*J. O.* du 15 janvier, p. 786).

BUDGET DEFINITIF DE 1927. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1927. — Voir Table de 1938, p. 31. — Promulgation: Loi du 13 janvier 1939 (*J. O.* du 15 janvier, p. 791).

BUDGET DEFINITIF DE 1928. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1928. — Voir Table de 1938, p. 31. — Promulgation: Loi du 13 janvier 1939 (*J. O.* du 15 janvier, p. 794).

BUDGET DEFINITIF DE 1929. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1929. — Voir table de 1938, p. 31. — Promulgation: Loi du 13 janvier 1939 (*J. O.* du 15 janvier, p. 798).

BUDGET DEFINITIF DE 1931-1932. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1931-1932. — Voir Table de 1938, p. 31. — Promulgation: Loi du 13 janvier 1939 (*J. O.* du 15 janvier, p. 802).

BUDGET DEFINITIF DE 1932. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1932. — Voir Table de 1938, p. 32. — Promulgation: Loi du 13 janvier 1939 (*J. O.* du 15 janvier, p. 804).

BUDGET DEFINITIF DE 1933. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1933. — Voir Table de 1938, p. 32. — Promulgation: Loi du 13 janvier 1939 (*J. O.* du 15 janvier, p. 807).

BUDGET DEFINITIF DE 1934. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1934. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 414 [6 juin], p. 496.

BUDGET DES FONDS D'EMPRUNT. — Voir MAROC, 1 à 20 — TUNISIE, 2.

BUDGET DES SERVICES CIVILS DÉ L'EXERCICE 1940.

1 — **Procédure de vote rapide du budget.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à simplifier pendant les hostilités la procédure de vote du projet de budget. Renvoi à la commission des finances, n° 541. Demande, par le Gouvernement, de la discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n° 544. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Desjardins et Paul Reynaud, *ministre des finances*. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} décembre], p. 684, 688. — Promulgation: Loi du 1^{er} décembre 1939 (*J. O.* du 2 décembre, p. 13570).

2 — **Projet de loi portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1940.** — (1^{er} vote). Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1940. Renvoi à la commission des finances, n° 552. M. Abel Gardey dépose le rapport général, n° 553. Observation de M. Joseph Caillaux, *président de la commission des finances*. Fixation de la discussion du budget des services civils au 26 décembre [15 décembre], p. 711, 712. Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Observation de M. Abel Gardey, *rapporteur géné-*

ral de la commission des finances. Renvoi de la discussion générale au début de la discussion des articles de la loi de finances. Discussion des articles: Art. 1^{er}. — Adoption des deux premiers alinéas. **Anciens combattants et pensionnés**: Discussion: MM. Louis Linyer, *rapporteur*; Jean Valadier, Rogé et René Besse, *ministre des anciens combattants et pensionnés*. Adoption du budget des anciens combattants et pensionnés. **Justice**: Discussion: MM. André Lebert, *rapporteur*; le comte Louis de Blois, Georges Bonnet, *garde des sceaux*. *ministre de la justice*; Louis Linyer, Jean Valadier, le général Stuhl, François de Wendel, René Converset et Manuel Fourcade. Adoption du budget de la justice. **Finances**: Disjonction de l'article 17 *quater* de la loi de finances. Adoption du budget des finances réservé. **Blocus**: Adoption du budget du blocus. **Affaires étrangères**: Discussion: M. Mario Roustan, *rapporteur*. Adoption du budget des affaires étrangères. **Intérieur**: Adoption de l'article 32 de la loi de finances. Discussion du budget de l'intérieur: MM. Babaud-Lacroze, *rapporteur*; Le Gorgeu, le général Stuhl, Clamamus et Albert Sarraut, *ministre de l'intérieur*. Chapitre 53 bis et chapitre 54 (Subvention exceptionnelle à la ville de Paris et subvention exceptionnelle au département de la Seine). Amendement sur les deux chapitres de MM. Henri Laudier et Le Gorgeu. MM. Henri Laudier et Paul Reynaud, *ministre des finances*. — Retrait. Chapitre 68 bis (de la Chambre des députés): M. Josse. Adoption du budget de l'intérieur. **Education nationale**. Discussion: MM. Jean Philip, *rapporteur*; André-J.-L. Breton, Yvon Delbos, *ministre de l'éducation nationale*; Cassez, Jacques Bardoux, Alexandre Bachelet, Auguste Mounié, Fiancette, le général Stuhl, Lefas, Clamamus, le général Hirschauer, Charles Reibel, James Hennessy, Paul Fleurot et Mario Roustan. Chap. 116 (Centre national de la recherche scientifique). Amendement de M. Charles Reibel et Yvon Delbos, *ministre de l'éducation nationale*. — Retrait. Adoption du budget de l'éducation nationale. **Enseignement technique**. Discussion: MM. Pézières, *rapporteur*; Henri Sellier, Yvon Delbos, *ministre de l'éducation nationale*; Escande et Josse. Chap. 5 (Ecoles nationales professionnelles). Amendement de M. Alexandre Bachelet: MM. Alexandre Bachelet; Pézières, *rapporteur*, et Yvon Delbos, *ministre de l'éducation nationale*. Adoption. Adoption du budget de l'enseignement technique. **Beaux-arts**. Discussion: MM. Manuel Fourcade, *rapporteur*; Lefas, Chambonnet, André Morizet, Sigrist, Jean Boivin-Champeaux et Yvon Delbos, *ministre de l'éducation nationale*. Adoption du budget des beaux-arts. **Agriculture**. Discussion: MM. Maurice Palmade, *rapporteur*; Maurice Dormann, Edouard Néron, James Hennessy, Mario Roustan, Veyssière, Jean Jacquy, Beaumont, Babaud-Lacroze, Guilhem, Chassaing, Provost-Dumarchais, Cournauld, de La Grandière, Séné, Harent, Edmond Hannotin, Jacques Bardoux et Henri Queuille, *ministre de l'agriculture*. Chap. 65 (Remonte des haras) et Chap. 114 (Encouragements à l'industrie chevaline et mulassière). Amendements de MM. Jean Boivin-Champeaux, le comte d'Harcourt et Cautru sur les deux chapitres: MM. Jean Boivin-Champeaux, Palmade, *rapporteur*, et Joseph Caillaux, *président de la commission des finances*. Adoption. Adoption du budget de l'agriculture. Renvoi de la suite de la discussion [26 décembre], p. 716, 733. — Suite de la discussion. Décrets désignant des commissaires du Gouvernement. **Santé publique**. Discussion: MM. Delthil, *rapporteur*; Lefas, Gaillemain, Henri Laudier, Henri Sellier, Auguste Mounié, Chassaing, Louis Linyer, Henri Tasso, Louis Louis-Dreyfus,

Queinnec. Demande de clôture de la discussion: MM. Joseph Caillaux, *président de la commission des finances*, et Coucoureux. — Rejet de la demande. Reprise de la discussion du budget de la santé publique: MM. Paul Fleurot, Coucoureux, Pierre Chaumié et Marc Rucart, *ministre de la santé publique*. Adoption du budget de la santé publique. **Travail**. Discussion: MM. Jean Valadier, *rapporteur*; James Hennessy, A. de La Grange, Henri Sellier, Cassez, Brasseur, Charles Pomaret, *ministre du travail*; Patizel et Josse. Adoption du budget du travail. Intervention dans l'ordre de discussion des budgets. **Colonies**. Discussion: M. Lancien, *rapporteur*. Adoption du budget des colonies. Suspension et reprise de la séance. **Commerce**. Discussion: MM. Georges Portmann, *rapporteur*; Ulysse Fabre, Toy-Riont et Fernand Gentin, *ministre du commerce*. Adoption du budget du commerce. **Travaux publics**. Discussion: MM. François Milan, *rapporteur*; Henri Tasso, Gautherot, Anatole de Monzie, *ministre des travaux publics*; Antoine Borrel. Chap. 79 (Routes et ponts. — Entretien et améliorations. — Réparations ordinaires et de dommages de guerre). Amendement de MM. André Morizet et Antoine Borrel: MM. André Morizet, Antoine Borrel, Paul Reynaud, *ministre des finances*; François Milan, *rapporteur*; Linyer et Abel Gardey, *rapporteur général de la commission des finances*. — Rejet. Adoption du budget des travaux publics. **Marine marchande**. Discussion: MM. René Hachette, *rapporteur*; le comte Louis de Blois, Camille Rolland, François du Frey, Rio, *ministre de la marine marchande*, et Joseph Caillaux, *président de la commission des finances*. Chap. 1^{er}, chap. 2 et chap. 3 (Personnels). Amendement de M. Le Gorgeu sur chacun des trois chapitres: MM. Le Gorgeu, René Hachette, *rapporteur*; Paul Reynaud, *ministre des finances* et Rio, *ministre de la marine marchande*. — Retrait des trois amendements. Chap. 35 (Encouragements à l'industrie des grandes pêches maritimes). Amendement de MM. Le Gorgeu et Gasnier-Duparc: MM. Le Gorgeu, Gasnier-Duparc, René Hachette, *rapporteur*, et Paul Reynaud, *ministre des finances*. — Adoption. Chap. 37 (Allocations d'intérêts fixées par la loi du 1^{er} août 1928 sur le crédit maritime). Amendement de M. Le Gorgeu: MM. Le Gorgeu, René Hachette, *rapporteur*, et Paul Reynaud, *ministre des finances*. — Retrait. Chap. 38 (Aide à l'armement libre). Amendement de M. Le Gorgeu: MM. Le Gorgeu, René Hachette, *rapporteur*, et Paul Reynaud, *ministre des finances*. — Retrait. Chap. 42 (Exploitation des services maritimes postaux et d'intérêt général entre la France, le Brésil et la Plata). Amendement de M. Le Gorgeu: M. Le Gorgeu. — Retrait. Adoption du budget de la marine marchande. **Présidence du conseil, services d'Alsace et de Lorraine, économie nationale, commissariat général à l'information**. Discussion: MM. Schrameck, *rapporteur du budget de la présidence du conseil*; Joseph Brom, le comte H. d'Andlau, Babaud-Lacroze, le général Stuhl, Eugène Muller, Camille Chautemps, *vice-président du conseil*; René Hachette, *rapporteur du budget du commissariat général à l'information*; le comte Louis de Blois, Desjardins, Camille Rolland, Josse, Manuel Fourcade et Auguste Mounié. Adoption du budget de la présidence du conseil, des services d'Alsace et de Lorraine, de l'économie nationale et du commissariat général à l'information. Fin de l'examen des crédits de l'état A. Vote de l'ensemble de l'article 1^{er} réservé. **Budgets annexes**. Art. 11 de la loi de finances. Demande de renvoi de la suite de la

discussion de la commission des finances. — Rejet de la demande. **Légion d'honneur**. Adoption du budget de la Légion d'honneur. **Imprimerie nationale**. Adoption du budget de l'Imprimerie nationale. **Monnaies et médailles**. Adoption du budget des monnaies et médailles. **Ecole centrale des arts et manufactures**. Adoption du budget de l'école centrale des arts et manufactures. **Postes, télégraphes et téléphones**. Discussion: MM. de Monti de Rezé et Jules Julien, *ministre des transmissions*. Adoption du budget des postes, télégraphes et téléphones. **Caisse nationale d'épargne**. Adoption du budget de la caisse nationale d'épargne. Art. 13 bis de la loi de finances. — Adoption. **Radiodiffusion**. Adoption du budget de la radiodiffusion. Adoption du budget du ministère des finances précédemment réservé. Vote de l'ensemble de l'article 1^{er} de la loi de finances réservé. Vote de l'ensemble de l'article 11 de la loi de finances réservé. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [27 décembre], p. 764 et suiv. — Suite de la discussion. **Loi de finances**. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *rapporteur général de la commission des finances*, et Paul Reynaud, *ministre des finances*. Art. 1^{er}: réservé. Art. 2: adoption. Art. 2 bis: amendement de MM. Auguste Mounié, Victor Constant, René Coty, Anatole Manceau et Paul Fleurot: M. Auguste Mounié. — Adoption de l'amendement et de l'article 2 bis. Art. 3 ter: adoption. Art. 2 ter bis: amendement de M. René Hachette sur les deux premiers alinéas de l'article: M. René Hachette. — Adoption de l'amendement. Adoption du 3^e alinéa de l'article. Amendement de MM. Pierre Chaumié, Maurice Baufle, Pierre Masse et Fernand Monsacré sur le dernier alinéa: MM. Pierre Chaumié, Paul Reynaud, *ministre des finances*. — Rejet. Adoption de l'article 2 ter bis modifié. Art. 2 ter A: adoption. Art. 2 ter B: disjonction. Art. 2 quater: MM. Louis Linyer et Paul Reynaud, *ministre des finances*. — Adoption. Art. 2 series: amendement de M. Milliès-Lacroix: M. Eugène Milliès-Lacroix. Amendement additionnel de M. Clamamus: MM. Clamamus et Paul Reynaud, *ministre des finances*. — Retrait. Adoption de l'amendement de M. Milliès-Lacroix, devant l'article 2 series. Art. 2 septies: disjonction. Art. 2 octies: rejet. Art. 2 octies A: disjonction. Art. 2 undecies, 2 undecies A et 2 undecies B: adoption. Art. 2 duodecies et 2 duodecies A: disjonction. Art. 2 tredecies, 2 quatuordecies, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9: adoption. Art. 10 et 11: réservés. Art. 12 et 13: adoption. Art. 13 bis: précédemment adopté. Art. 14, 15, 16, 17, 17 A et 17 bis: adoption. Art. 17 quater: précédemment disjoint. Art. 18, 19, 20, 20 bis, 20 bis A et 21: adoption. Art. 22: MM. André Lebert et Paul Reynaud, *ministre des finances*. — Adoption. Art. 22 bis: disjonction. Art. 23, 24, 25, 26 et 26 A: adoption. Amendement de MM. Milliès-Lacroix, Daignez, Victor Lourties et Léon Pérard; MM. Eugène Milliès-Lacroix et Abel Gardey, *rapporteur général de la commission des finances*. — Retrait. Art. 27, 28, 29, 30 et 31: adoption. Art. 32: précédemment adopté. Art. 33, 33 bis, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45 et 46: adoption. Art. 1^{er} (précédemment réservé): adoption. Art. 10 (précédemment réservé): adoption. Art. 11 (précédemment réservé): adoption. Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [28 décembre], p. 808 et suiv. — (2^e vote). Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant fixation du budget des services civils pour l'exercice

1940. Renvoi à la commission des finances, n° 567. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n° 581. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. — **Budget des dépenses**. Art. 1^{er}: adoption des deux premiers alinéas. Adoption des budgets de la présidence du conseil, des finances, de la justice, des affaires étrangères, du blocus, de l'intérieur, de l'éducation nationale, de l'enseignement technique et des beaux-arts. **Commerce**. Chap. 1^{er} (traitements), 1 bis, 2 (administration centrale), 2 bis, 12 (allocations pour charges de famille), 13 (indemnités de résidence), 16 (administration centrale) et 27 (frais de déplacement et de missions). Amendements de MM. Rogé et Maroger: MM. Jean Maroger, Georges Portmann, *rapporteur*; Fernand Gentin, *ministre du commerce*; Joseph Caillaux, *président de la commission des finances*; Josse et Anatole Manceau. — Retrait. Adoption du budget du ministère du commerce. Adoption des budgets du travail, de la santé publique, des colonies et de l'agriculture. **Travaux publics**. MM. Antoine Borrel et Joseph Caillaux, *président de la commission des finances*. Adoption du budget des travaux publics. **Marine marchande**. MM. Abel Gardey, *rapporteur général de la commission des finances*; Joseph Caillaux, *président de la commission des finances* et Giacobbi. Adoption du budget de la marine marchande. Adoption du budget des anciens combattants et pensionnés. — **Budgets annexes**. Art. 11 (de la loi de finances). — Adoption. **Loi de finances**. Discussion: M. Abel Gardey, *rapporteur général de la commission des finances*. Art. 2 ter B, précédemment disjoint. — Adoption. Art. 2 octies A, 2 octies B, et 2 octies C (nouvelle rédaction). — Adoption. Art. 2 duodecies, 2 duodecies A et 2 duodecies B. — Disjonction maintenue. Art. 2 tredecies. — Adoption. Art. 10. — Réservé. Art. 17 quinquies (nouveau). — Adoption. Art. 17 series (nouveau). — Adoption. Art. 18 bis (nouveau). — Adoption. Art. 20 ter (nouveau). — Disjonction. Art. 21 bis. — Adoption. Art. 22 bis (précédemment disjoint). — Adoption. Art. 22 ter (nouveau). — Adoption. Art. 25 bis (nouveau). — Adoption. Art. 25 ter (nouveau). — Adoption. Art. 26 bis (nouveau). — Adoption. Art. 26 ter (nouveau). — Adoption. Art. 26 A (nouvelle rédaction). — Adoption. — Art. 39 bis, 39 ter, 39 quater (nouveaux). — Adoption. Art. 42 bis, 42 ter, 42 quater (nouveaux). — Adoption. Art. 1^{er}. — Adoption de l'ensemble. Art. 10. — Adoption. — Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [30 décembre], p. 837, 844. — (3^e vote.) Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1940. Renvoi à la commission des finances, n° 582. — M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n° 583. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles. Adoption des deux premiers alinéas de l'article 1^{er}. — **Budget des dépenses**. Adoption des budgets des affaires étrangères, de l'éducation nationale et de l'enseignement technique. Art. 21 ter (de la loi de finances). — Adoption. Art. 21 quater (de la loi de finances). M. Fernand Gentin, *ministre du commerce*. — Disjonction. Adoption du budget du ministère du commerce. Adoption des budgets du travail, des colonies. Art. 11. MM. Paul Reynaud, *ministre des finances*, et Abel Gardey, *rapporteur général de la commission des finances*. — Adoption. **Loi de finances**.

Art. 2 *oclies* A. — Adoption. Art. 2 *duodecimes* B. — Adoption. Art. 10. — Réservé. Art. 20 *ter*. — Adoption. Art. 26 A. M. René Besse, *ministre des anciens combattants et pensionnés*. — Disjonction. Art. 1^{er}. — Adoption. Art. 10. — Adoption. M. Paul Reynaud, *ministre des finances*, et M. le président. Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi [30 décembre], p. 857. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1939 (*J. O.* du 1^{er} janvier 1940, p. 2). — *Rectificatif*: *J. O.* du 11 janvier 1940, p. 298.

BUREAU DU SENAT. — Bureau provisoire: *président d'âge*: M. Damecour; *secrétaires d'âge*: MM. René Gounin, André J.-L. Breton, Paul Giacobbi, Parayre, Maroselli, Robert Belmont [10 janvier, p. 1]. — Bureau définitif, *président*: M. Jules Jeanneney; *vice-présidents*: MM. Farjon, Henry Merlin, Albert Mahieu, Henri Roy; *secrétaires*: MM. Dentu, Achille Naudin, Decroze, Bertrand Carrère, Hachette, A. de La Grange, Garrigon, Louis Gros; *questeurs*: MM. Anatole Manceau, Henri Hamelin, Auguste Mounié [12 janvier], p. 18. — M. Tony Révillon est élu *secrétaire* en remplacement de M. Decroze, décédé [23 mai], p. 441.

BUREAUX. — Tirage au sort des bureaux [10 janvier], p. 2. — Organisation des bureaux [*J. O.* du 12 janvier], p. 675. — Tirage au sort des bureaux [2 septembre], p. 638. — Tirage au sort des bureaux [30 novembre], p. 668. — Organisation des bureaux (*J. O.* du 2 décembre, p. 13592).

BUSCS DE CORSETS. — Voir DOUANES, 18.

C

CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT. — Lettre de M. le président de la caisse autonome de gestion des bons de la défense nationale demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la présidence du comité financier de la caisse d'amortissement. Fixation au 19 janvier de cette élection [17 janvier], p. 26. — Résultat du scrutin: M. Jean Valadier, élu [19 janvier], p. 36.

CAISSE AUTONOME DE LA DEFENSE NATIONALE. — Dépôt du rapport du conseil d'administration pour le deuxième semestre de 1938 [11 mai], p. 396. — Dépôt du rapport du conseil d'administration pour le premier semestre de 1939 [26 décembre], p. 716.

CAISSE AUTONOME DE RETRAITE DES OUVRIERS MINEURS. — Dépôt de l'état détaillé présentant les opérations de recettes et de dépenses de la caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs et des opérations de placement effectuées au cours de l'année 1938, n° 531 [2 septembre], p. 640.

CAISSE DE CREDIT AUX DEPARTEMENTS ET AUX COMMUNES. — Proposition de loi tendant à doter de ressources permanentes la caisse de crédit aux départements et aux communes. — Voir Table de 1937, p. 45. — Vote de la question préalable [19 janvier], p. 34.

CAISSE DE RETRAITES POUR LES EXECUTANTS DU SPECTACLE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de créer une caisse de retraites pour les exécutants du spectacle

(n° 905, année 1931). — M. Alexandre Bachelet dépose, au nom de la commission de l'enseignement, le rapport n° 299 [30 mars], p. 343.

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (Commission de surveillance). — Lettre de M. le président de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres à ladite commission. Fixation ultérieure de la date du scrutin [16 mai], p. 414. — Résultat du scrutin: MM. Damecour et Bienvenu-Martin, élus [6 juin], p. 505. — M. Bienvenu-Martin, *sénateur, président de la commission*, dépose le rapport sur les opérations de l'année 1938 de la caisse des dépôts et consignations, n° 487 [22 juin], p. 600.

CAISSE DE SECOURS AUX SINISTRES FRANÇAIS DE RUSSIE. Voir SINISTRÉS FRANÇAIS DE RUSSIE.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE. — Voir ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ. — COMMISSION PLÉNIÈRE.

CAISSE NATIONALE DES ARTS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la création d'une caisse nationale des arts (n° 88, année 1931). — Vote de la question préalable [2 mars], p. 230.

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de l'article 22 de la loi du 20 juillet 1886 relatif à l'emploi des fonds de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse (n° 673, année 1931). — Vote de la question préalable [6 juin], p. 496.

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à élever le taux des bonifications de pensions susceptibles d'être accordées aux déposants de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse atteints d'une incapacité absolue de travailler. — Voir Table de 1937, p. 45. — Vote de la question préalable [6 juin], p. 497.

CAISSES D'EPARGNE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Lebret et d'un grand nombre de ses collègues tendant à modifier les articles 4 et 6 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne. Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 192 [3 mars], p. 242. — Renvoi, pour avis, à la commission des finances [16 mars], p. 308. — M. Join-Lambert dépose le rapport n° 428 [13 juin], p. 528.

CAISSES DEPARTEMENTALES D'AMENAGEMENT DES LOTISSEMENTS DEFECTUEUX.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Brasseur tendant à la création d'un privilège pour garantir les sommes dues aux caisses départementales d'aménagement des lotissements défectueux constituées en application de la loi du 15 mars 1928. Renvoi à la commission de législation et, pour avis, à la commission de l'administration, n° 46 [31 janvier], p. 66.

CAISSES DE RETRAITES DE L'OPERA ET DE L'OPERA-COMIQUE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux caisses de retraites de l'Opéra et de l'Opéra-Comique. Renvoi à la commission des finances, n° 568. Demande de discussion immédiate. Dépôt et

lecture par M. Manuel Fourcade du rapport n° 579. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 décembre], p. 837, 843.

CALAMITES AGRICOLES.

1 — **Plantes fourragères gelées.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à venir en aide aux agriculteurs dont les plantes fourragères d'automne ou d'hiver ont été détruites par les gelées de décembre 1938. Renvoi à la commission des finances et, pour avis, à la commission de l'agriculture, n° 106 [21 février], p. 175. — Demande de discussion immédiate. Discussion. M. Chauveau dépose et lit le rapport n° 498. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Article 1^{er}: MM. Albert Ouvré, Henri Queuille, *ministre de l'agriculture*; J.-L. Dumesnil. — Adoption. Art. 1^{er} *bis*. — Adoption. Art. 2: MM. Henri Laudier, Henri Queuille, *ministre de l'agriculture*. — Adoption. — Art. 3: MM. Henri Laudier, Louis Linÿer, Marcel Donon, *président de la commission de l'agriculture*; Henri Queuille, *ministre de l'agriculture*. — Adoption de l'article modifié. Art. 4, 4 *bis*, 4 *ter* et dernier. — Adoption. Sur l'ensemble: M. Marcel Donon, *président de la commission de l'agriculture*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [3 mars], p. 243. — Promulgation: Loi du 6 mars 1939 (*J. O.* du 7 mars, p. 3022).

2 — **Blés gelés.** — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des députés, tendant à venir en aide aux agriculteurs dont les blés ont été gelés en décembre 1938. Renvoi à la commission de l'agriculture et, pour avis, à la commission des finances, n° 107 [21 février], p. 175. — M. Borgeot dépose le rapport n° 121 [21 février], p. 175. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Marcel Donon, *président de la commission de l'agriculture*; Chauveau, *rapporteur*, pour avis, de la commission des finances; de La Grandière, Patizel. Art. 1^{er}. — Adoption. Art. 2: MM. Guérin, Henri Queuille, *ministre de l'agriculture*. — Adoption. Art. 3 et dernier. — Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [3 mars], p. 246. — Promulgation: Loi du 6 mars 1939 (*J. O.* du 7 mars, p. 3022).

CAMEROUN. — Voir COLONIES, 7. — DOUANES, 50.

CANAUX. — Voir ALSACE ET LORRAINE, 1.

CANOTS DEMONTABLES. — Voir DOUANES, 35.

CAPACITE DE LA FEMME MARIEE. — Voir COLONIES, 4.

CAPACITE PROFESSIONNELLE DES CAPITAINES ET OFFICIERS DE LA MARINE MARCHANDE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 23.

CAPITULATIONS EN EGYPTE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 3.

CAROUBES. — Voir DOUANES, 32.

CAUTION « JUDICATUM SOLVI ». — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 17.

CENTENAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 4.

CERAMIQUE. — Voir DOUANES, 20.

CHALLES (Ain). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à rattacher la commune de Challes (canton d'Uzerne), au canton de Bourcin (département de l'Ain). Renvoi à la commission de l'administration, n° 349 [31 mars], p. 363. — M. Henry Merlin dépose le rapport n° 346 [23 mai], p. 425. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [6 juin], p. 497. — Promulgation: Loi du 22 juin 1939 (J. O. du 23 juin, p. 7886).

CHAMBRE DES DÉPUTÉS (Dépenses administratives). — Voir CRÉDITS, 3.

CHARBON. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 24 mai 1938 modifiant le taux de la redevance communale sur le charbon. Renvoi à la commission des mines, n° 465 [20 juin], p. 571.

— Voir COMITÉ CONSULTATIF DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES. — CONVENTIONS ET TRAITÉS, 40. — DOUANES, 39.

CHARENTE-INFÉRIEURE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à donner au département de la Charente-Inférieure le nom de Charente-Maritime. Renvoi à la commission de l'administration, n° 501 [27 juin], p. 623.

CHAUMONT (Cher). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à rattacher au canton de Sancoins (département du Cher), la commune de Chaumont qui appartient actuellement au canton de Charenton. — Voir Table de 1938, p. 37. — M. Firmin Leguet dépose, au nom de la commission de l'administration, le rapport n° 297 [30 mars], p. 343. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [23 mai], p. 440. — Promulgation: Loi du 11 juin 1939 (J. O. des 12 et 13 juin, p. 7463).

CHAUSSURE.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger à nouveau les effets de la loi du 22 mars 1936 tendant à protéger l'industrie et le commerce de la chaussure. Renvoi à la commission du commerce, n° 232 [14 mars], p. 281. — Demande de discussion immédiate. M. Caillier dépose et lit le rapport n° 257. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Article unique: Amendement de M. Jean Philip. Non soutenu. Observation de M. Fernand Gentin, *ministre du commerce*. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mars], p. 304. — Promulgation: Loi du 18 mars 1939 (J. O. du 19 mars, p. 3582).

2 — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger à nouveau les effets de la loi du 22 mars 1936 tendant à protéger l'industrie et le commerce en détail de la chaussure. Renvoi à la commission du commerce, n° 503. Demande de discussion immédiate. M. Paul Laffont dépose et lit le rapport n° 524. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Paul Laffont, *rapporteur*. Adop-

tion de l'article unique de la proposition de loi [27 juin], p. 623, 625, 630. — Promulgation: Loi du 27 juin 1939 (J. O. du 28 juin, p. 8142).

— Voir DOUANES, 56.

CHAUX. — Voir DOUANES, 38.

CHEMINS DE FER.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 30 juillet 1937 relatif au déclassement, partiel ou total, d'une voie ferrée d'intérêt local. Renvoi à la commission des travaux publics, n° 205 [9 mars], p. 260.

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger certaines dispositions financières relatives aux voies ferrées d'intérêt local. Renvoi à la commission des travaux publics et, pour avis, à la commission des finances, n° 349 [23 mai], p. 441.

— Voir: ALGÈRE, 3. — INTERPELLATIONS, 14.

CHEVAUX (Achats par le dépôt de remonte de Guingamp). — Voir INTERPELLATIONS, 4.

CHIFFRE D'AFFAIRES. — Proposition de loi ayant pour objet de fixer l'interprétation de l'article 1^{er} du décret du 28 décembre 1926 codifiant la taxe sur le chiffre d'affaires. — Voir Table de 1934, p. 61. — Vote de la question préalable [19 janvier], p. 34.

CHIRURGIENS-DENTISTES. — Voir MÉDECINE.

CHLORURE DE SODIUM. — Voir DOUANES, 75.

CHOMEURS. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 28.

CINQUANTENAIRE DE L'INSTITUT PASTEUR. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 9.

CITOYENNETÉ AUX MUSULMANS D'ALGÈRE. — Voir RÉOLUTIONS, 16.

CODE CIVIL.

1 — **Articles 375 à 379. — Droit de correction paternelle.** — Proposition de loi tendant à modifier les articles 375, 376, 377, 378, paragraphe 2, et 379 du code civil, relatifs au droit de correction paternelle. — Voir Table de 1935, p. 44. — Vote de la question préalable [16 février], p. 159.

2 — **Articles 817 et 822. — Demande en partage par voie de requête collective.** — Proposition de loi de MM. Dauthy et Brunel tendant à généraliser l'application des dispositions de l'article 822 du code civil et à modifier celles de l'article 817 du même code sur la forme de la demande en partage par voie de requête collective. — Voir Table de 1933, p. 58. — Promulgation: Loi du 19 juin 1939 (J. O. du 21 juin, p. 7806).

3 — **Article 832. — Successions.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. François-Saint-Maur tendant à compléter l'article 832 du code civil. Renvoi à la commission de législation, n° 383 [6 juin], p. 497. — M. Coucoureux dépose le rapport n° 449 [15 juin], p. 551. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article unique: Amendement de M. Henri Alhérière:

MM. Henri Alhérière, François-Saint-Maur. Renvoi de la proposition de loi à la commission [22 juin], p. 602.

4 — **Article 1589 — Promesse de vente.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à compléter l'article 1589 du code civil relatif à la promesse de vente. — Voir Table de 1936, p. 65. — M. Hannolin dépose, au nom de la commission de législation, le rapport n° 195 [3 mars], p. 242.

— Voir ADOPTION. — DIVORCE. — LOYERS ET FERMAGES, 2, 5. — NATIONALITÉ. — PROTECTION DE L'ENFANCE. — SERVITUDES DE VUES. — VICTIMES D'OPÉRATIONS DE GUERRE.

CODE DE JUSTICE MILITAIRE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la modification des tableaux annexés à la loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre. — Voir Table de 1938, p. 38. — M. Pierre Chaumié dépose, au nom de la commission de l'armée, le rapport n° 451 [15 juin], p. 557. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 juin], p. 602. — Promulgation: Loi du 29 juin 1939 (J. O. du 1^{er} juillet, p. 8343).

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. — Proposition de loi tendant à modifier et à interpréter l'article 10 du décret du 30 octobre 1935 modifiant divers articles du code de procédure civile. — Voir Table de 1938, p. 38. — Promulgation: Loi du 4 janvier 1939 (J. O. du 6 janvier, p. 362).

CODE DES ASSURANCES SOCIALES. — Voir ALSACE ET LORRAINE, 3.

CODE DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Justin Godart, Le Gorgeu et Chassaing tendant à compléter l'article 483 du code des contributions indirectes. Renvoi à la commission des finances, n° 203 [9 mars], p. 260. — M. Abel Gardey dépose le rapport n° 355 [25 mai], p. 462.

CODE DU TRAVAIL.

1 — **Livre II — Article 43 a — Fermeture hebdomadaire.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 43 a du livre II du code du travail, afin de soustraire certaines expositions, foires et salons, à l'obligation éventuelle de la fermeture hebdomadaire au public. Renvoi à la commission du commerce, n° 23 [26 janvier], p. 41. — M. Anatole Manceau dépose le rapport n° 422 [8 juin], p. 510. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Observation de M. François-Saint-Maur. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 juin], p. 552. — Promulgation: Loi du 3 juillet 1939 (J. O. du 6 juillet, p. 8567).

2 — **Livre II. — Protection contre les accidents du travail.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier le livre II du code du travail, en imposant aux vendeurs ou loueurs de machines l'obligation de munir celles-ci de dispositifs de protection contre les accidents du travail. — Voir Table de 1937, p. 48. — M. Ulysse Fabre dépose, au nom de la commission du commerce, le rapport n° 243 [16 mars], p. 295. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [6 juin], p. 505. — Promulgation: Loi du 24 juin 1939 (J. O. des 26 et 27 juin, p. 8062).

3 — **Livre II. — Travail des enfants de moins de quatorze ans.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à interdire l'admission au travail des enfants de moins de quatorze ans, portant modification des articles 2, 4, 56, 58 et 88 du livre II du code du travail et suppression de l'article 3 du même livre. — Voir Table de 1936, p. 65. — Vote de la question préalable [8 juin], p. 511.

4 — **Livre II. — Congés annuels payés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier le chapitre IV *ter* du livre II du code du travail sur les congés annuels payés. Renvoi à la commission du commerce, n° 537 [30 novembre], p. 668.

Voir ALSACE et LORRAINE, 4.

CODE PENAL.

1 — **Article 73. — Responsabilité civile des hôteliers.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 73 du code pénal relatif à la responsabilité civile des aubergistes et hôteliers en cas de crimes ou de délits commis par des individus qu'ils ont logés. Renvoi à la commission de législation, n° 98 [16 février], p. 158.

2 — **Articles 309, 310, 311, 319, 320. — Maladies vénériennes.** — Proposition de loi tendant à soumettre aux pénalités prévues par les articles 309, 310, 311, 319 et 320 du code pénal, selon les distinctions qui y sont contenues, la communication des maladies vénériennes. — Voir Table de 1935, p. 68. — Vote de la question préalable [16 février], p. 159.

3 — **Article 312. — Délits contre les enfants. — Circonstances atténuantes.** — Proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice des circonstances atténuantes pour certains délits commis contre les enfants et prévus par l'article 312 du code pénal. — Voir Table de 1935, p. 45. — Vote de la question préalable [16 février], p. 159.

4 — **Article 357. — Non représentation d'enfant.** — Proposition de loi de M. Louis Martin tendant à compléter le second paragraphe de l'article 357 du code pénal réprimant le délit de non représentation d'enfant. — Voir Table de 1935, p. 45. — M. Pernot dépose, au nom de la commission de législation, le rapport n° 73 [10 février], p. 130.

5 — **Articles 401, 405, 408.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter les articles 401, 405, 408 du code pénal. — Voir Table de 1929, p. 196. — Vote de la question préalable [16 février], p. 159.

Voir COLONIES, 6.

CODES FRANÇAIS. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à la suppression dans les différents codes français des expressions et dénominations qui ne sont plus en harmonie avec les principes du gouvernement établi par les lois constitutionnelles. Renvoi à la commission de législation, n° 500 [27 juin], p. 623.

COIFFURE. — Voir SALONS DE COIFFURE.

COLONIES.

1 — **Femmes indigènes de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ten-

dant au relèvement de la situation sociale de la femme indigène en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française. Renvoi à la commission des colonies, n° 466 [20 juin], p. 571.

2 — **Mise en valeur des territoires d'outre-mer.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Victor Boret tendant à permettre une mise en valeur plus complète des territoires d'outre-mer par l'apport français et étranger de capitaux et de main-d'œuvre. Renvoi à la commission des colonies et, pour avis, à la commission des finances, n° 505 [27 juin], p. 623.

3 — **Martinique, Guadeloupe, Réunion. — Organisation municipale.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à étendre à la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion la loi du 9 mars 1936 modifiant les articles 42 et 77 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale. Renvoi à la commission des colonies, n° 41 [31 janvier], p. 66. — M. Lancien dépose le rapport n° 135 [23 février], p. 189.

4 — **Martinique, Guadeloupe, Réunion. — Capacité de la femme mariée.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, rendant applicable à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion la loi du 18 février 1938 qui a modifié les textes du code civil relatifs à la capacité de la femme mariée. Renvoi à la commission des colonies, n° 291 [30 mars], p. 343.

5 — **Martinique, Guadeloupe, Réunion. — Prohibitions de mariage. — Actes de l'état civil à l'étranger.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, rendant applicables à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion deux lois du 10 mars 1938 relatives aux prohibitions de mariage et aux actes de l'état civil à l'étranger. Renvoi à la commission des colonies, n° 338 [16 mai], p. 421.

6 — **La Réunion. — Article 383 du code pénal.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, rendant applicable à la Réunion la loi du 27 octobre 1922 qui a modifié l'article 383 du code pénal. Renvoi à la commission des colonies, n° 337 [16 mai], p. 421.

7 — **Naturalisation des indigènes du Togo et du Cameroun.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à fixer les conditions dans lesquelles les indigènes originaires des territoires placés sous le mandat français du Togo et du Cameroun, qui résident en France, en Algérie, dans une colonie, dans un protectorat ou dans un territoire sous mandat français autre que leur pays d'origine, peuvent acquérir la qualité de citoyen français. — Voir Table de 1938, p. 39. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Observation de M. Caillier. Renvoi de la délibération à une séance ultérieure [23 février], p. 189. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Art. 1^{er}. Adoption. Art. 2: Amendement de M. Roux-Freissineng et plusieurs de ses collègues: MM. Roux-Freissineng, François-Saint-Maur, le général Hirschauer. Adoption. Adoption de l'article 2 modifié. Art. 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [16 mars], p. 305.

8 — **Réductions de 10 p. 100 sur les baux et locations.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à abroger dans les territoires d'outre-

mer relevant du ministère des colonies, les décrets-lois ayant institué des réductions de 10 p. 100 sur les prix des baux et locations et les intérêts de certaines créances hypothécaires et privilégiées. Renvoi à la commission de législation et, pour avis, à la commission des colonies, n° 578 [30 décembre], p. 843.

2 — Comptes définitifs (Exercices 1929 à 1931).

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des comptes définitifs (exercice 1929) des colonies dont des emprunts sont garantis par l'Etat et des colonies à gouvernements généraux. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 339 [16 mai], p. 421.

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des comptes définitifs (exercice 1930) des colonies dont des emprunts sont garantis par l'Etat et des colonies à gouvernements généraux. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 340 [16 mai], p. 421.

3^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des comptes définitifs pour l'exercice 1931 des colonies dont des emprunts sont garantis par l'Etat et des colonies à gouvernements généraux. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 341 [16 mai], p. 421.

Voir CODES FRANÇAIS. — Crédits, 6. — Douanes, 43 à 117. — Election des députés, 3. — Interpellations, 11. — Naturalisation. 2. — Pays de protectorat. — RÉCOMPENSES NATIONALES, 8.

COMBATTANTS. — Voir ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ. — Naturalisation, 3. — RÉCOMPENSES NATIONALES, 1.

COMBUSTIBLES IMPORTÉS EN OCEANIE. — Voir DOUANES, 111.

COMITE CONSULTATIF DE LA REPRESSION DES FRAUDES DANS LE COMMERCE CHARBONNIER. — Lettre de M. le ministre des travaux publics demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux membres au comité consultatif de la répression des fraudes dans le commerce charbonnier. Fixation ultérieure de la date de cette élection [26 janvier], p. 40. — Résultat du scrutin: MM. Coucoureux et Gaston Bazile, élus [16 mars], p. 307.

COMITE CONSULTATIF DES MINES. — Lettre de M. le ministre des travaux publics demandant au Sénat de procéder à la désignation de quatre membres du comité consultatif des mines. Fixation ultérieure de la date de cette élection [10 février], p. 129. — Résultat du scrutin: MM. le général Stuhl, Loubat, Léon Perrier, Neyret, élus [23 février], p. 198.

COMITE NATIONAL DE SURVEILLANCE DES PRIX. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier la composition du comité national de surveillance des prix prévu par la loi du 19 août 1936. — Voir Table de 1937, p. 49. — Vote de la question préalable [16 février], p. 159.

COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS. — Voir INTERPELLATIONS, 27. — LOYERS ET FERMAGES, 3, 4.

COMMERCE DE DETAIL. — Voir INTERPELLATIONS, 9.

COMMISSAIRES DES COMPTES. — Proposition de loi relative aux pouvoirs des commissaires des comptes et aux annexes de leurs rapports dans les affaires comportant de nombreuses participations ou filiales. — Voir Table de 1936, p. 111 (*Sociétés*). — Vote de la question préalable [16 février], p. 159.

COMMISSIONS ANNUELLES.

Commission de l'air (nommée le 27 janvier, p. 61). — MM. ROBERT BELLANGER, ROBERT BELMONT, BELUEL, PAUL BÉNAZET, DE BERNY, RENÉ BESNARD, BRASSEAU, CHASSAING, PIERRE DE COURTOIS, DANIEL-VINCENT, DELESALLE, DELTHIL, LE MARQUIS DE DION, LAURENT EYNAC, ROGER FARJON, LOUIS GROS, LE GÉNÉRAL HIRSCHAUER, DE KERGARIOU, A. DE LA GRANGE, LANCIEU, HENRI LAUDIER, LEFEBVRE DU PREY, LE MOIGNIC, LISSAR, ALBERT MAHIEU, MAROSELLI, FERNAND MONSACRÉ, MONSSERVIN, ALBERT OUVRE, J.-P. RAMBAUD, RIO, EDOUARD ROUSSEL, EMILE ROUSSEL, SCHRAMECK, SÉNÈS, VIILLARD. — La commission a nommé : *président* : M. PAUL BÉNAZET; *vice-présidents* : MM. A. DE LA GRANGE, J.-P. RAMBAUD; *secrétaire* : MM. BELLANGER, MAROSELLI (*J. O.* du 2 février, p. 1581).

Commission de l'Algérie (nommée le 27 janvier, p. 61). — MM. MARCEL ASTIER, MAURICE BAUFLE, BELS, DE BERNY, HENRI BOURDEAUX, RENÉ COTY, PIERRE DE COURTOIS, CUTTOLI, DECROZE, ULYSSE FABRE, HENRI HAYE, LEBLANC, J. LOUBET, ANDRÉ MORIZET, ROUX-FREISSINENG, T. STEEG, LE GÉNÉRAL STUHL, TONY RÉVILLON. — La commission a nommé : *président* : M. ROUX-FREISSINENG; *vice-présidents* : MM. LEBLANC, ULYSSE FABRE; *secrétaires* : MM. CUTTOLI, RENÉ COTY (*J. O.* du 3 février, p. 1621). — M. GARRIGOU est nommé membre en remplacement de M. DECROZE, décédé [23 mai], p. 426.

Commission des colonies, protectorats et possessions ressortissant au ministère des colonies (nommée le 19 janvier, *J. O.* du 20 janvier, p. 1037). — MM. JACQUES BARDOUX, LÉONUS BÉNAUD, AIMÉ BERTHOD, CAILLIER, DE CAMAS, ULYSSE FABRE, ROGER FARJON, GADAUD, GASNIER-DUPARC, RENÉ HACHETTE, HAMELIN, JOVELET, DE LA GRANDIÈRE, LANCIEU, LEBLANC, LE GORGEU, LOUIS LINYER, AUGUSTE MOUNIÉ, GEORGES PORTMANN, ROGÉ, MARIO ROUSTAN, ROUX-FREISSINENG, T. STEEG, LE GÉNÉRAL STUHL, TONY RÉVILLON, TOURNAN, GUY DE WENDEL. — La commission a nommé : *président* : M. MARIO ROUSTAN; *vice-présidents* : MM. TOURNAN, LANCIEU; *secrétaires* : MM. LÉONUS BÉNAUD, ROGÉ (*J. O.* du 27 janvier, p. 1345).

Commission de comptabilité (nommée le 19 janvier, *J. O.* du 20 janvier, p. 1037). — MM. BÉTOULLE, BROGLY, CAMBOULIVES, BERTRAND CARRÈRE, RENÉ COTY, DENTU, FÈVRE, PAUL-FLEUROT, RENÉ HÉRY, ERNEST LABBÉ, LISSAR, LOUBAT, J. LOUBET, HENRI MERLIN, MIROUËL, MONSSERVIN, PIERRE-ROBERT, J.-P. RAMBAUD. La commission a nommé : *président* : M. J. LOUBET; *vice-président* : M. DENTU; *secrétaire* : M. J.-P. RAMBAUD; *rapporteur* : M. RENÉ HÉRY (*J. O.* du 27 janvier, p. 1345).

Commission des comptes définitifs (nommée le 27 janvier, p. 61). — MM. BELS, ANDRÉ-J.-L. BRETON, CHASSAING, FÈVRE, FRANÇOIS DU FRETAY, HANNOTIN, DE LA GRANDIÈRE, PIERRE LAUTIER, LÉMAISTRE, J. LOUBET, PIERRE MICHEL, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, ACHILLE NAUDIN, PELLETIER, OSTERMANN, J.-P. RAMBAUD, EMILÉ VINCENT, WOLFF. — La commission a nommé : *président* : M. EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX; *vice-présidents* : MM. CHASSAING, ACHILLE NAUDIN; *secrétaires* : MM. DE LA GRANDIÈRE, FRANÇOIS DU FRETAY (*J. O.* du 3 février, p. 1621).

Commission des mines (nommée le 27 janvier, p. 61). — MM. PAUL BACHELET, GASTON BAZILE, BEAUMONT, PAUL BÉRSÉZ, BORGEOT, BROGLY, BROM, BRUGUIER, COUCOUREUX, DEMESMAY, LE MARQUIS DE DION, DRIVET, ELBY, JOSSE, LAFARGE, LEFEBVRE DU PREY, VICTOR LOURTIES, PIERRE MASSE, GEORGES MAURICE, NEYRET, PAVAN DE LAFARGE, PELETIER, PIERRE-ROBERT, JEAN TAURINES, GEORGES ULMO, FRANÇOIS DE WENDEL. — La commission a nommé : *président* : M. GASTON BAZILE; *vice-présidents* : MM. PIERRE-ROBERT, COUCOUREUX; *secrétaires* : MM. NEYRET, BORGEOT (*J. O.* du 2 février, p. 1581).

Commission des pétitions (nommée le 19 janvier, *J. O.* du 20 janvier, p. 1037). — MM. HENRI ALHÉRITIÈRE, EUGÈNE AZÉMAR, BEAUMONT, RENÉ CONVERSET, LOUIS COUROT, DÉPIERRE, CAMILLE FERRAND, JAMES HENNESSY, SERLIN. — La commission a nommé : *président* : M. BEAUMONT; *secrétaire* : M. CONVERSET (*J. O.* du 27 janvier, p. 1345).

COMMISSIONS GÉNÉRALES.

Commission de l'administration générale, départementale et communale (nommée le 27 janvier, p. 60). — MM. HENRI ALHÉRITIÈRE, JOSEPH ANTIÉ, BÉTOULLE, BLANC, BRASSEAU, CARRÉ-BONVALET, BERTRAND CARRÈRE, CAUTRU, ALPHONSE CHAUMONT, COUCOUREUX, DEMELLIER, ESCANDE, FIANGETTE, PAUL FLEUROT, ALBERT FOUILLOUX, GADAUD, GARRICOU, GUÉRIN, PIERRE LAUTIER, LEBŒUF, FIRMIN LIEGUET, LOUIS LINYER, MAULION, JEAN MÉDECIN, HENRI MERLIN, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, MIROUËL, MONSSERVIN, OSTERMANN, J.-P. RAMBAUD, DES ROTOURS, FÉLIX ROZIER, HENRI SELLIER, SERLIN, TURBIEU, VILLAUD-DUCHESNOIS. — La commission a nommé : *président* : M. HENRI MERLIN; *vice-présidents* : MM. MONSSERVIN, MAULION; *secrétaires* : MM. LOUIS LINYER, J.-P. RAMBAUD (*J. O.* du 2 février, p. 1581).

Commission des affaires étrangères et de politique générale des protectorats (nommée le 27 janvier, p. 60). — MM. ALEXANDRE BACHELET, JACQUES BARDOUX, HENRI BÉRENGER, AIMÉ BERTHOD, RENÉ BÉSSARD, JEAN BOUVIN-CHAMPEAUX, HENRI BOURDEAUX, ALBERT BUISSON, JOSEPH CAPUS, MARQUIS DE CHAMBRUN, DESJARDINS, CHARLES DUMONT, ANDRÉ FALLIÈRES, FOUCHER, GASNIER-DUPARC, HENRI HAYE, ANDRÉ HONNORAT, JOVELET, FRANÇOIS LABROUSSE, PAUL LAFFONT, PIERRE LAYAT, LEFEBVRE DU PREY, COMTE DE LEUSSE, DE LUMÈRE, ALEXANDRE MILLERAND, MIREAUX, MOLLARD, PARAYRE, PAUL-BONCOUR, ALBERT PEYRONNET, PICHÉRY, MARCEL PLAISANT, CHARLES REIBEL, RENÉ RENOULT, T. STEEG, ROBERT THOUMYRE. — La commission a nommé : *président* : M. HENRI BÉRENGER; *vice-présidents* : MM. MARCEL PLAISANT, LEFEBVRE DU PREY; *secrétaires* : MM. PAUL LAFFONT, AIMÉ BERTHOD (*J. O.* du 2 février, p. 1581). — M. CAMILLE FERRAND est nommé membre en remplacement de M. ANDRÉ FALLIÈRES, démissionnaire [14 mars], p. 278. — M. VICTOR BORET est nommé membre en remplacement de M. CHARLES DUMONT, décédé [23 mai], p. 426.

Commission de l'agriculture (nommée le 27 janvier, p. 60). — MM. MARCEL ASTIER, BARBIER, BEAUMONT, VICTOR BORET, BORGEOT, BOULLY, ARMAND CALMEL, CASSEZ, CORBEDAINE, COURNAULT, RENÉ COURTIER, DAMECOUR, DAUZIER, MARCEL DONON, MAURICE DORMANN, FONTANILLE, GORÉ, GUILHEM, HARENT, JEAN JACQUY, JAVOINNE, LÉCOURTIER, LÉCULIER, RAYMOND MARTIN, GEORGES MAURICE, MARCEL MICHEL, DE MONTI DE REZÉ, PATIZEL, AUGUSTE POTIÉ, LOUIS RAMBAUD, DES ROTOURS, SÉNÈS,

THUREAU-DANGIN, TURRAT, URBAN, VASSEUX. — La commission a nommé : *président* : M. MARCEL DONON; *vice-président* : MM. BEAUMONT, BORGEOT; *secrétaires* : MM. JEAN JACQUY, COURNAULT (*J. O.* du 2 février, p. 1581).

Commission de l'armée (nommée le 25 janvier, p. 60). — MM. BARBIER, ROBERT BELMONT, PAUL BÉNAZET, RENÉ BESNARD, COMTE DE BLOIS, MARCEL CACHIN, CAMBOULIVES, BERTRAND CARRÈRE, JACQUES DE CHAMPARD, PIERRE CHAUMÉ, DANIEL-VINCENT, DÉPIERRE, DESPRÈS, LAURENT EYNAC, JEAN FAPRY, GOIRAND, COMTE D'HARCOURT, GÉNÉRAL HIRSCHAUER, JEAN JACQUY, PAUL JOURDAIN, MARQUIS DE JIGNÉ, DE LA GRANDIÈRE, HENRY LÉMEURY, LE MOIGNIC, COMTE DE LEUSSE, LOUBAT, MAROSELLI, LOUIS MOURIER, ACHILLE NAUDIN, NEYRET, J.-P. RAMBAUD, CHARLES REIBEL, RILLART DE VERNEUIL, CAMILLE ROLLAND, HENRI TASSO, GUY DE WENDEL. — La commission a nommé : *président* : M. DANIEL-VINCENT; *vice-présidents* : MM. RENÉ BESNARD, le général HIRSCHAUER; *secrétaires* : MM. le comte D'HARCOURT, J.-P. RAMBAUD (*J. O.* du 2 février, p. 1581).

Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes (nommée le 27 janvier, p. 60). — MM. JEAN AMAT, EMILE BENDER, PAUL BÉRSÉZ, CAILLIER, VICTOR CONSTANT, RENÉ CONVERSET, RENÉ COTY, DECROZE, DEMESMAY, ESCANDE, ULYSSE FABRE, FÈVRE, FROGET, GAUTIER, JUSTIN GÉHART, GEORGES DE GRANDMAISON, JAMES HENNESSY, JOSSE, PAUL LAFFONT, MOISE LÉVY, LOUIS LOUIS-DREYFUS, VICTOR LOURTIES, ANATOLE MANCEAU, EUGÈNE MULLER, ACHILLE NAUDIN, ALBERT OUVRE, PERDRIX, PRESSEU, LÉOPOLD ROBERT, ROGÉ, MAURICE DE ROTHSCHILD, EDOUARD ROUSSEL, ROBERT THOUMYRE, TOY-RIONT, TURBIEU, GEORGES ULMO. — La commission a nommé : *président* : M. EMILE BENDER; *vice-présidents* : MM. VICTOR LOURTIES, RENÉ COTY; *secrétaires* : MM. DECROZE, ROBERT THOUMYRE (*J. O.* du 2 février, p. 1581). — M. MAUPOIL est nommé membre en remplacement de M. DECROZE, décédé [23 mai], p. 426.

Commission des douanes et des conventions commerciales (nommée le 27 janvier, p. 60). — MM. LE COMTE H. D'ANDLAU, ADRIEN ANDRÉ, PAUL BACHELET, BEAUMONT, LÉONUS BÉNAUD, DE BERNY, BETFERT, VICTOR BORET, CARRÉ-BONVALET, EUGÈNE CHANAL, CHAPSAL, MARQUIS DE DION, MARCEL DONON, ELBY, ULYSSE FABRE, ALBERT FOUILLOUX, GAUTRON, LABBÉ, LÉON LAUVRAY, JEAN LÉMAISTRE, MOISE LÉVY, VICTOR LOURTIES, JEAN MAROGER, EDOUARD NÉRON, OSTERMANN, PARAYRE, ADRIEN RICHARD, ROGÉ, SERLIN, SIGRIST, HENRI TASSO, TOY-RIONT, TURBIEU, GEORGES ULMO, VIILLARD. — La commission a nommé : *président* : M. CHAPSAL; *vice-présidents* : MM. Edouard Néron, Eugène Chanal; *secrétaires* : MM. Rogé, Toy-Riont (*J. O.* du 2 février, p. 1581). — M. EDOUARD NÉRON est nommé *président*, en remplacement de M. Chapsal, décédé. — M. ULYSSE FABRE est nommé *vice-président*. — M. PAUL BACHELET est nommé *secrétaire* (*J. O.* du 24 février, p. 2576). — M. LEDERLIN est nommé membre en remplacement de M. Chapsal, décédé [14 mars], p. 278. — MM. Marcel Astier et Jacques de Chamillard sont nommés membres en remplacement de MM. Victor Boret, démissionnaire, et Decroze, décédé [23 mai], p. 426.

Commission de l'enseignement (nommée le 27 janvier, p. 60). — MM. LE COMTE H. D'ANDLAU, ALEXANDRE BACHELET, JACQUES BARDOUX, GASTON BAZILE, ROBERT BELLANGER, LÉON BÉNAUD, AIMÉ BERTHOD, BLANC, BOURCURN, BOULLY, ANDRÉ-J.-L. BRETON, BROGLY, DE CAMAS, DARAIÇNEZ, DESPRÈS, FÈVRE, GARRIGOU, GAUTHEROT, GILBERT, RENÉ HÉRY,

ANDRÉ HONNORAT, JOIN-LAMBERT, JOSSOT, FRANÇOIS LABROUSSE, LAVERGNE, OLIVIER LE JEUNE, LE PELLETIER, GEORGES MAURICE, JEAN MÉDECIN, MARCEL MICHEL, MIREAUX, EUGÈNE MULLER, PELLETIER, QUEINNEC, EMILE VINCENT, JULES WOLFF. — La commission a nommé: *président*: M. JOSSOT; *vice-présidents*: MM. René Héry, Le Pelletier; *secrétaires*: MM. Gautherot, Georges Maurice (J. O. du 3 février, p. 1621).

Commission des finances (nommée le 16 décembre 1938 (Budget de 1939). — M. André Fallières est nommé membre en remplacement de M. Auguste Mounié, démissionnaire [7 février], p. 89. — Prorogation de la commission jusqu'à l'ouverture de la session ordinaire de 1940 [30 novembre], p. 667.

Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales (nommée le 27 janvier, p. 60). — MM. CHASSAING, CLAMAMUS, VICTOR CONSTANT, RENÉ CONVERSET, DARAINNEZ, DAUTHY, MAURICE DORMANN, EVEN, FRANÇOIS-SAINT-MAUR, GADAUD, GILBERT, JUSTIN GODART, LOUIS GROS, GUYONNET, JOIN-LAMBERT, LAVERGNE, LÉCULIER, LE GORGEU, FIRMIN LEGUET, LE PELLETIER, LISSAR, LOUBAT, ANATOLE MANCEAU, MARSELLI, RAYMOND MARTIN, HENRI MAUPOL, EUGÈNE MILLIÈS-LACROIX, MIROUËL, EDOUARD NÉRON, NEYRET, LÉOPOLD ROBERT, CAMILLE ROLLAND, HENRI SELLIER, SI-REYJOL, URBAN, EMILE VINCENT. — La commission a nommé: *président* M. Even; *vice-présidents*: MM. Camille Rolland, Dauthy; *secrétaires*: MM. Neyret, Maurice Dormann (J. O. du 2 février, p. 1581). — M. Gaillemin est nommé membre en remplacement de M. Anatole Manceau, démissionnaire [6 juin], p. 497. — M. GADAUD est nommé *vice-président*, en remplacement de M. DAUTHY, décédé (J. O. du 26 octobre, p. 12064).

Commission de législation civile et criminelle (nommée le 27 janvier, p. 60). — MM. HENRI ALHÉRIÈRE, JOSEPH ANTIER, MAURICE BAUFLE, ROBERT BELMONT, BETOULLE, JEAN BOVIN-CHAMPEAUX, ANDRÉ J.-L. BRETON, ALBERT BUISSON, CAILLIER, ARMAND CALMEL, CAUTRU, PIERRE CHAUMIÉ, ALPHONSE CHAUTEMPS, COUCOUREUX, PIERRE DE COURTOIS, DAUTHY, DESJARDINS, MARK DORMOY, FRANÇOIS EYNARD, ANDRÉ FALLIÈRES, FIANCETTE, MANUEL FOURCADE, FRANÇOIS-SAINT-MAUR, GIACOBBI, GOIRAND, EDMOND HANNOTIN, HENRY LÉMERY, PIERRE MASSE, MAULION, FERNAND MONSACRÉ, JEAN ODIN, GEORGES PERNOT, FRANÇOIS PITTI-FERRANDI, CLÉMENT RAYNAUD, RENÉ RENOULT, VEYSSIÈRE. — La commission a nommé: *président*: M. DE COURTOIS; *vice-présidents*: MM. ARMAND CALMEL, MANUEL FOURCADE; *secrétaires*: MM. BOVIN-CHAMPEAUX, ROBERT BELMONT (J. O. du 2 février, p. 1581). — M. EUGÈNE AZÉMAR est nommé membre en remplacement de M. ANDRÉ FALLIÈRES, démissionnaire [14 mars], p. 278.

Commission de la marine (nommée le 27 janvier, p. 60). — MM. LÉON BÉNARD, WILLIAM BERTRAND, COMTE DE BLOIS, LÉON BON, BOUGUEN, BRINGER, CABART-DANNEVILLE, DE CAMAS, RENÉ COTY, CUITOLI, VINCENT DELPUECH, ELBY, EVEN, LAURENT EYNAC, FRANÇOIS DU FRETAY, GASNIER-DUPARC, GIACOBBI, RENÉ GOUNIN, RENÉ HÉRY, LEBLANC, LE GORGEU, JEAN LEMAISTRE, LE MOIGNIC, LOUIS LOUIS-DREYFUS, PIERRE MICHEL, PINAY, MARCEL PLAISANT, QUEINNEC, TONY RÉVILLON, RIO, EMILE ROUSSEL, ROUX-FREISSINENG, STOURM, GÉNÉRAL STUHL, VEYSSIÈRE, VILLAUT-DUCHESNOIS. — La commission a nommé: *président*: M. RIO; *vice-présidents*: MM. VEYSSIÈRE, LE GORGEU; *secrétaires*: MM. CABART-DANNEVILLE, GIACOBBI (J. O. du 2 février, p. 1581). — M. LE GORGEU est nommé *président*, en remplacement de M. RIO, démis-

sionnaire (J. O. du 12 octobre, p. 12275). — M. LE COMTE DE BLOIS est nommé *vice-président*, en remplacement de M. LE GORGEU (J. O. du 26 octobre, p. 12649).

Commission des travaux publics (nommée le 27 janvier, p. 60). — MM. Eugène AZÉMAR, Paul BACHELET, Maurice BAUFLE, Gaston BAZILE, BELS, Paul BERSEZ, William BERTRAND, Antoine BORREL, BRAISE, BRASSEAU, BRINGER, BRUGUIER, CAMBOULIVES, de CASTELLANE, Auguste CHAMBONNET, Eugène CHANAL, Louis COUROT, Vincent DELPUECH, DRIVET, Camille FERRAND, Paul FLEUROT, de FONTAINES, GUYONNET, HARENT, JOSSE, Paul JOURDAIN, de KERGARION, J. LOUBET, Jean MAROGER, MOLLARD, MONSSEVIN, Eugène NICOLAS, Jean ODIN, PAVIN de LAFARGE, François PITTI-FERRANDI, THIBAUT. — La commission a nommé: *président*: M. MOLLARD; *vice-présidents*: MM. Antoine BORREL, Gaston BAZILE; *secrétaires*: MM. BRINGER, Jean MAROGER (J. O. du 2 février, p. 1581). — M. Guérin est nommé membre en remplacement de M. Maurice Baufle, démissionnaire [6 juin], p. 497.

COMMISSIONS DIVERSES.

Commission chargée de donner son avis sur les acquisitions et les commandes d'œuvres d'art pour l'Etat. — Article 40 A du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1938 (article disjoint et renvoyé à la commission de l'enseignement le 31 décembre 1937) (N° 704, année 1937). — Vote de la question préalable [2 mars], p. 230.

Commission d'enquête des postes, télégraphes et téléphones. — Jonction de la discussion des conclusions du rapport de M. Paul Laffont à celle de l'interpellation de MM. Philip et Babaud-Lacroze. — Voir INTERPELLATIONS, 3.

Commission de répartition des subventions. — Lettre de M. le ministre de l'intérieur demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un membre de la commission chargée de répartir les subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers, le matériel et l'entretien des effets d'habillement et d'équipement. Fixation ultérieure de la date de cette élection [26 janvier], p. 41. — Résultat du scrutin: M. DES ROTOURS, élu [16 février], p. 170.

Commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole. — Lettre de M. le ministre de l'agriculture demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux membres à la commission plénière de la caisse nationale agricole. Fixation ultérieure de la date de cette élection [26 janvier], p. 40. — Résultat du scrutin: MM. CASSEZ et GORÉ, élus [16 février], p. 170.

Commission supérieure du travail. — Lettre de M. le ministre du travail demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la commission supérieure du travail. Fixation ultérieure de la date de cette élection [19 janvier], p. 34. Résultat du scrutin: M. CLÉMENT RAYNAUD, élu [14 février], p. 148.

COMMUNES. — Voir AGENTS COMMUNAUX ET DÉPARTEMENTAUX. — CAISSE DE CRÉDIT AUX DÉPARTEMENTS. — COMMISSION DE RÉPARTITION DES SUBVENTIONS. — ÉTABLISSEMENTS PUBLICS. — TRÉSORERIE DES DÉPARTEMENTS.

Voir aussi CHALLES. — CHAUMONT. — SAINT-FÉLIX. — SAN GAVINO-DI-FIUMORBO.

COMMUNICATIONS. — Lettre de M. le président de la Chambre des députés faisant connaître la constitution du bureau de la Chambre des députés pour l'année 1939. — Lettre de M. le président de la caisse autonome de gestion des bons de la défense nationale demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres à la présidence du comité financier de la caisse d'amortissement. — Fixation au jeudi 19 janvier de cette élection [17 janvier], p. 26. — Communication relative à la nomination des commissions générales (art. 15 du règlement). — Fixation de leur nomination au vendredi 27 janvier. — Communication relative à la nomination des commissions de l'article 17 du règlement: Commission de comptabilité; Commission des pétitions; Commission des colonies. — Communication relative à la nomination des commissions de l'article 17 bis du règlement: Commission des mines; Commission de l'air; Commission de l'Algérie; Commission des comptes définitifs [17 janvier], p. 27, 28. — Lettres de M. le ministre du travail demandant au Sénat de procéder à la désignation: 1° de trois de ses membres au conseil supérieur du travail; 2° d'un de ses membres à la commission supérieure du travail. Fixation ultérieure de la date de ces élections [19 janvier], p. 34. — Communication de M. le procureur général près la cour de cassation relative au parquet de la cour de justice. — Lettre de M. le ministre des travaux publics demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux membres au comité consultatif de la répression des fraudes dans le commerce charbonnier. Fixation ultérieure de la date de cette élection. — Lettre de M. le ministre de l'agriculture demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux membres à la commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole. Fixation ultérieure de la date de cette élection. — Lettre de M. le ministre de l'intérieur demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un membre à la commission chargée de répartir les subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers, le matériel et l'entretien des effets d'habillement et d'équipement. Fixation ultérieure de la date de cette élection [26 janvier], p. 40, 41. — Lettre de M. le ministre des travaux publics demandant au Sénat de procéder à la désignation de quatre membres au comité consultatif des mines. — Fixation ultérieure de la date de cette élection [10 février], p. 129. — Communication relative à la réunion de l'Assemblée nationale à Versailles, le 5 avril 1939, pour l'élection d'un Président de la République [28 mars], p. 331. — Communication relative au rapport du conseil d'administration de la caisse autonome de la défense nationale pour le deuxième semestre de 1938. — Communication relative aux états sommaires des marchés de 150.000 fr. et au-dessus passés par le département de la guerre au cours de l'exercice 1938 [11 mai], p. 396. — Lettre de M. le président de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations demandant au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres à ladite commission. Fixation ultérieure de la date du scrutin [16 mai], p. 414. — Communication relative à la prorogation de la commission des finances [30 novembre], p. 667.

COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT.

— M. Camille Chautemps, *vice-président du conseil*, donne lecture d'une communication du Gouvernement, n° 329 [11 mai], p. 395. — M. Edouard Daladier, *président du conseil, ministre de la défense natio-*

nale et de la guerre, fait une communication au nom du Gouvernement et donne lecture du décret portant clôture de la session ordinaire, n° 526 [27 juin], p. 631, 632. — M. Camille Chautemps, *vice-président du conseil*, donne lecture d'une communication du Gouvernement, n° 529. — M. Pierre Laval et M. le président [2 septembre], p. 638. — M. Camille Chautemps, *vice-président du conseil*, donne lecture d'une communication du Gouvernement, n° 535 [30 novembre], p. 665.

COMPLANT. — Voir BAUX A COMPLANT.

COMPTE DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL. — Voir CRÉDITS, 5.

COMPTES DEFINITIFS. — Voir COLONIES, 9. — MAROC, 1 à 20. — OFFICE DES PÊCHES MARITIMES. — OFFICE NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — TUNISIE, 2.

CONCIERGES. — Projet de loi relatif à la situation, au regard de la législation du travail, des concierges d'immeubles à usage d'habitation. — Voir Table de 1938, p. 42. — Promulgation: Loi du 13 janvier 1939 (*J. O.* du 17 janvier, p. 866).

CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL. — Proposition de loi tendant à étendre les pouvoirs exceptionnels conférés au Gouvernement en matière de différends collectifs du travail par l'article 15, paragraphe 2, de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936. — Voir Table de 1936, p. 71. — Vote de la question préalable [8 juin], p. 511.

CONGES ANNUELS PAYES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet d'assurer à tous les travailleurs les congés auxquels ils ont droit, au moyen de caisses départementales. — Voir Table de 1937, p. 51. — Vote de la question préalable [8 juin], p. 511.

Voir CODE DU TRAVAIL, 4. — CONVENTIONS ET TRAITÉS, 21, 31. — RÉSOLUTIONS, 20.

CONGRES EUCHARISTIQUE DE NICE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser une émission privée de bons pour les dépenses du congrès eucharistique international de Nice. Renvoi à la commission des finances, n° 304 [30 mars], p. 353. — Demande de discussion immédiate. M. Baud-Lacroze dépose et lit le rapport n° 327. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [31 mars], p. 363, 381. — Promulgation: Loi du 14 avril 1939 (*J. O.* du 16 avril, p. 4910).

CONSEIL SUPERIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de compléter les articles 9 et 11 de la loi du 27 février 1880 relative au conseil supérieur de l'instruction publique et aux conseils académiques (n° 390, année 1935). — Vote de la question préalable [2 mars], p. 230.

CONSEIL SUPERIEUR D'HYGIENE PUBLIQUE DE FRANCE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier le paragraphe 4 de l'article 25 de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique, modifiée par les lois subséquentes (désignation des membres de droit du conseil su-

périeur d'hygiène publique de France). Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 559 [26 décembre], p. 716.

CONSEIL SUPERIEUR DU TRAVAIL. — Lettre de M. le ministre du travail demandant au Sénat de procéder à la désignation de trois de ses membres au conseil supérieur du travail. Fixation ultérieure de la date de cette élection [19 janvier], p. 34. — Résultat du scrutin: MM. Damecour, Justin Godart, Bender, élus [14 février], p. 149.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Voir ALSACE et LORRAINE, 5. — TUNISIE, 1.

CONSERVES.

- d'ananas. — Voir DOUANES, 59.
- de crevettes. — Voir DOUANES, 60.
- de poissons. — Voir DOUANES, 2, 41.
- de sardines. — Voir DOUANES, 40, 42.
- de viande. — Voir DOUANES, 57.

CONSTRUCTIONS NOUVELLES. — Voir IMMEUBLES.

CONTRAT D'ASSURANCE. — Voir ALSACE ET LORRAINE, 7.

CONTRATS COMMERCIAUX. — Voir MARCHÉS.

CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à rendre applicables aux agents généraux d'assurances, à l'égard des compagnies et sociétés qu'ils représentent, les dispositions des codes et des lois relatives à la convention collective de travail et aux procédures de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs du travail. — Voir Table de 1938, p. 44. — Renvoi, pour avis, à la commission de législation [14 février], p. 138.

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les conventions collectives de travail. — Voir Table de 1938, p. 44. — Vote de la question préalable [8 juin], p. 511.

CONVENTIONS ET TRAITÉS.

1 — **Age d'admission des enfants aux travaux non industriels.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'âge d'admission des enfants aux travaux non industriels, adopté par la conférence internationale du travail dans sa seizième session tenue à Genève du 12 au 30 avril 1932. — Voir Table de 1938, p. 44. — Promulgation: Loi du 4 janvier 1939 (*J. O.* du 6 janvier, p. 363).

2 — **Age d'admission des enfants aux travaux industriels.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels, adopté par la conférence internationale du travail dans sa première session tenue à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919. — Voir Table de 1938, p. 44. — Promulgation: Loi du 4 janvier 1939 (*J. O.* du 6 janvier, p. 363).

3 — **Abolition des capitulations en Egypte.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des actes concernant l'abolition des

capitulations en Egypte, signés à Montreux le 8 mai 1937. — Voir Table de 1938, p. 45. — Promulgation: Loi du 4 janvier 1939 (*J. O.* du 6 janvier, p. 362).

4 — **Allemagne. — Doubles impositions.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention franco-allemande signée à Paris, le 9 novembre 1934, et du protocole additionnel signé le 9 janvier 1937 au sujet des doubles impositions. — Voir Table de 1938, p. 46. — Promulgation: Loi du 22 janvier 1939 (*J. O.* du 24 janvier, p. 1194).

5 — **Accord commercial avec la Grèce.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation du protocole additionnel à l'avenant commercial franco-hellénique du 7 mars 1932, signé à Paris le 16 mars 1934. — Voir Table de 1938, p. 45. — Promulgation: Loi du 25 janvier 1939 (*J. O.* du 27 janvier, p. 1330).

6 — **Pays-Bas. — Soufre néerlandais.** — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation des lettres échangées le 10 juillet 1937 entre la France et les Pays-Bas, relatives au régime douanier du soufre des Indes néerlandaises à l'entrée en Nouvelle-Calédonie. — Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n° 40 [17 janvier], p. 28. — M. Léonus Bénard dépose le rapport n° 220 [9 mars], p. 261. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mai], p. 414. — Promulgation: Loi du 10 juin 1939 (*J. O.* du 11 juin, p. 7415).

7 — **Pays-Bas. — Réservoirs.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation des lettres échangées, le 10 janvier 1938, entre la France et les Pays-Bas, relativement au régime douanier des réservoirs, foudres et cuves en fer, acier ou fonte acièreuse (n° 568 B I du tarif des douanes) originaires des Indes néerlandaises. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n° 153 [28 février], p. 208.

8 — **Pays-Bas. — Traité de commerce.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le traité de commerce et de navigation du 28 mai 1935 entre la République française et le royaume des Pays-Bas. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n° 278 [28 mars], p. 331.

9 — **Convention commerciale avec la Lettonie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'avenant à la convention commerciale du 30 octobre 1924 entre la France et la Lettonie, signé à Riga le 14 décembre 1934. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n° 11 [17 janvier], p. 28.

10 — **Arrangement commercial avec la Lituanie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 26 novembre 1935 portant application, à titre provisoire, d'un arrangement commercial conclu entre la France et la Lituanie, par échange de lettres du 21 septembre 1935. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n° 12 [17 janvier], p. 28.

11 — **Finlande. — Machines à fabriquer le papier.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ten-

tant: 1° à l'approbation de l'échange de lettres signé entre la France et la Finlande le 24 juin 1937; 2° à ratifier le décret du 24 août 1937 qui a accordé le bénéfice des droits du tarif minimum à un contingent de 350 tonnes de machines à fabriquer le papier, originaires et en provenance de Finlande et le décret du 9 octobre 1937 qui a donné effet à dater du 20 mars 1937 aux dispositions du décret précédent. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n° 13 [17 janvier], p. 28.

12 — **Assurance-invalidité des salariés agricoles.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'assurance-invalidité obligatoire des salariés des entreprises agricoles. — Voir Table de 1938, p. 45. — Renvoi, pour avis, à la commission des finances [17 janvier], p. 28. — M. Jean Valadier dépose l'avis de la commission des finances, n° 125 [21 février], p. 176. — M. Albert Buisson dépose, au nom de la commission des affaires étrangères, l'avis n° 442 [15 juin], p. 551. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 juin], p. 572. — Promulgation: Loi du 10 juillet 1939 (J. O. du 12 juillet, p. 8854).

13 — **Assurance-invalidité des salariés de l'industrie et du commerce.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'assurance-invalidité obligatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales ainsi que des travailleurs à domicile et des gens de maison, adopté par la Conférence internationale du travail dans sa dix-septième session tenue à Genève du 8 au 30 juin 1933. — Voir Table de 1938, p. 45. — Renvoi, pour avis, à la commission des finances [17 janvier], p. 28. — M. Jean Valadier dépose l'avis de la commission des finances, n° 123 [21 février], p. 176. — M. Albert Buisson dépose, au nom de la commission des affaires étrangères, l'avis n° 444 [15 juin], p. 551. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 juin], p. 573. — Promulgation: Loi du 5 juillet 1939 (J. O. du 9 juillet, p. 8710).

14 — **Assurance-vieillesse des salariés agricoles.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'assurance-vieillesse obligatoire des salariés des entreprises agricoles. — Voir Table de 1938, p. 45. — Renvoi, pour avis, à la commission des finances [17 janvier], p. 28. — M. Jean Valadier dépose l'avis de la commission des finances n° 124 [21 février], p. 176. — M. Albert Buisson dépose, au nom de la commission des affaires étrangères, l'avis n° 443 [15 juin], p. 551. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 juin], p. 572. — Promulgation: Loi du 10 juillet 1939 (J. O. du 12 juillet, p. 8854).

15 — **Assurance-vieillesse des salariés de l'industrie et du commerce.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'assurance- vieillesse obligatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales ainsi que des travailleurs à domicile et des gens de maison, adopté par la Conférence internationale du travail dans sa dix-septième session tenue à Ge-

neve du 8 au 30 juin 1933. — Voir Table de 1938, p. 45. — Renvoi, pour avis, à la commission des finances [17 janvier], p. 28. — M. Jean Valadier dépose l'avis de la commission des finances, n° 122 [21 février], p. 176. — M. Albert Buisson dépose, au nom de la commission des affaires étrangères, l'avis n° 445 [15 juin], p. 551. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 juin], p. 573. — Promulgation: Loi du 5 juillet 1939 (J. O. du 9 juillet, p. 8711).

16 — **Grande-Bretagne. — Arrangement commercial.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'arrangement commercial entre la France et la Grande-Bretagne, intervenu par échange de lettres en date des 16 et 23 juillet 1937. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n° 40 [31 janvier], p. 64.

17 — **Grande-Bretagne. — Caution judicatum solvi et assistance judiciaire.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention entre la France et la Grande-Bretagne relative à la caution *judicatum solvi* et à l'assistance judiciaire, signée à Paris le 15 avril 1936. — Voir Table de 1938, p. 44. — M. Albert Buisson dépose, au nom de la commission de législation, le rapport n° 86 [14 février], p. 139. — M. Boivin-Champeaux dépose, au nom de la commission des affaires étrangères, l'avis n° 485 [22 juin], p. 600. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 juin], p. 627. — Promulgation: Loi du 12 juillet 1939 (J. O. du 14 juillet, p. 8958).

18 — **Grande-Bretagne. — Doubles impositions.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention conclue le 9 avril 1935 entre la France et la Grande-Bretagne pour éviter la double imposition des bénéfices résultant de l'industrie de la navigation aérienne. — Voir Table de 1938, p. 45. — M. Marcel Plaisant dépose, au nom de la commission des affaires étrangères, l'avis n° 200 [7 mars], p. 252. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mars], p. 295. — Promulgation: Loi du 17 avril 1939 (J. O. du 20 avril, p. 5030).

19 — **Sucre.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification de l'accord international pour la réglementation de la production et de l'écoulement du sucre sur le marché mondial, conclu à Londres le 6 mai 1937. Renvoi à la commission des finances, n° 74 [10 février], p. 130. — Renvoi à la commission des douanes pour examen au fond, la commission des finances restant saisie pour avis [16 mars], p. 295. — M. Maroger dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 253 [16 mars], p. 303. — M. Chauveau dépose l'avis n° 380 [6 juin], p. 495. — Discussion. Adoption de l'article 1^{er}. Art. 2: Demande de suppression de l'art. 2, proposée par M. Chauveau. Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 juin], p. 520.

20 — Accords franco-monégasques.

1° Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'avenant à la convention franco-monégasque du 10 avril 1912 et à l'avenant à cette convention en date du 9 juillet 1932, signé à Paris, le 4 février 1938. — Voir Table de 1938, p. 46. — Renvoi, pour

avis, à la commission des finances [17 janvier], p. 28. — M. Ulysse Fabre dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 87 [14 février], p. 139. — M. Marcel Plaisant dépose l'avis de la commission des affaires étrangères, n° 201 [7 mars], p. 252. — M. Mario Roustan dépose, au nom de la commission des finances, l'avis n° 293 [30 mars], p. 344. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 385. — Promulgation: Loi du 5 avril 1939 (J. O. du 6 avril, p. 4510).

2° Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'accord franco-monégasque portant règlement des problèmes résultant pour la principauté de Monaco de la dévaluation du franc français, signé à Paris le 4 février 1938. — Voir Table de 1938, p. 46. — Demande de discussion immédiate. M. Mario Roustan dépose et lit le rapport n° 496. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la commission des affaires étrangères, par M. Marcel Plaisant. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [22 juin], p. 599, 611.

21 — **Congé annuel payé des marins.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention adopté par la conférence internationale du travail dans sa 21^e session (6-24 octobre 1936) sur le congé annuel payé des marins. Renvoi à la commission de la marine et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n° 92 [14 février], p. 149. — M. Roux-Freissineng dépose le rapport n° 301 [30 mars], p. 343. — M. Gasnier-Duparc dépose l'avis n° 385 [6 juin], p. 495. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 juin], p. 562. — Promulgation: Loi du 10 août 1939 (J. O. du 11 août, p. 10190).

22 — **Obligations de l'armateur.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention adopté par la conférence internationale du travail dans sa 21^e session (6-24 octobre 1936) concernant les obligations de l'armateur en cas de maladie, d'accident ou de décès des gens de mer. Renvoi à la commission de la marine et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n° 93 [14 février], p. 149. — M. Roux-Freissineng dépose le rapport n° 302 [30 mars], p. 343. — M. Gasnier-Duparc dépose l'avis n° 387 [6 juin], p. 495. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 juin], p. 562. — Promulgation: Loi du 10 août 1939 (J. O. du 11 août, p. 10190).

23 — Capacité professionnelle des capitaines et officiers de la marine marchande.

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention adopté par la conférence internationale du travail dans sa 21^e session (6-24 octobre 1936) sur le minimum de capacité professionnelle des capitaines et officiers de la marine marchande. Renvoi à la commission de la marine et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n° 94 [14 février], p. 149. — M. Roux-Freissineng dépose le rapport n° 300 [30 mars], p. 343. — M. Gasnier-Duparc dépose l'avis n° 386 [6 juin], p. 495. — 1^{re} délibération. Désignation de

commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 juin], p. 562. — Promulgation : Loi du 10 août 1939 (*J. O.* du 11 août, p. 10190).

24 — **Police sanitaire des animaux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification des conventions internationales du 20 février 1935 sur la police sanitaire des animaux et la réglementation de l'importation des animaux et de divers produits d'origine animale. Renvoi à la commission des douanes, n° 111 [21 février], p. 175.

25 — **Convention commerciale avec le Japon.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'échange de lettres franco-japonais du 19 février 1938 complétant les dispositions de la convention de commerce et de navigation entre la France et le Japon du 19 août 1911. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n° 114 [21 février], p. 175.

26 — **Convention commerciale avec le Nicaragua.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de la convention commerciale franco-nicaraguayenne du 4 mai 1938. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n° 119 [21 février], p. 175. — M. Jean Maroger dépose le rapport n° 306 [30 mars], p. 353. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 363, 381. — Promulgation : Loi du 20 avril 1939 (*J. O.* du 21 avril, p. 5119).

27 — **Convention commerciale avec la Tchécoslovaquie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'avenant à la convention commerciale franco-tchécoslovaque du 2 juillet 1928 et à l'avenant à cette convention en date du 12 mai 1933, signé à Prague le 2 mars 1937. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n° 120 [21 février], p. 175.

28 — **Accord avec la Tchécoslovaquie. — Chômeurs.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de l'accord sur l'assistance réciproque aux chômeurs conclu entre la France et la Tchécoslovaquie. — Voir Table de 1937, p. 52. — Vote de la question préalable [6 juin], p. 497.

29 — **Propriété industrielle.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des actes signés à Londres, le 2 juin 1934, en vue de modifier : 1° la convention d'union de Paris du 20 mars 1883, relative à la protection internationale de la propriété industrielle; 2° l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891 concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises; 3° l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891 concernant l'enregistrement international des marques de fabrique et de commerce; 4° l'arrangement de la Haye du 6 novembre 1925 concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels. — Voir Table de 1938, p. 45. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 février], p. 189. — Promulgation : Loi du 6 avril 1939 (*J. O.* du 7 avril, p. 4544).

30 — Zone frontalière franco-luxembourgeoise. — Pommes de terre.

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'échange de lettres du 21 décembre 1936 relatif à l'entrée dans la zone frontalière franco-luxembourgeoise entre le 1^{er} août 1937 et le 28 février 1938 d'un contingent de pommes de terre à un droit de douane spécial. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n° 155 [28 février], p. 208. — M. Serlin dépose le rapport n° 311 [31 mars], p. 363. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 mai], p. 440. — Promulgation : Loi du 10 juin 1939 (*J. O.* du 11 juin, p. 7414).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'échange de lettres du 28 décembre 1937 relatif à l'entrée dans la zone frontalière franco-luxembourgeoise, entre le 1^{er} août 1938 et le 28 février 1939, d'un contingent de pommes de terre à un droit de douane spécial. Renvoi à la commission des douanes, n° 43 [31 janvier], p. 66. — M. Serlin dépose le rapport n° 89 [14 février], p. 139. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [3 mars], p. 243. — Promulgation : Loi du 1^{er} avril 1939 (*J. O.* du 4 avril, p. 4406).

31 — **Congés annuels payés.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant les congés annuels payés, adopté par la conférence internationale du travail dans sa vingtième session, tenue à Genève du 4 au 24 juin 1936. — Voir Table de 1938, p. 45. — M. Robert Thommyre dépose, au nom de la commission du commerce, le rapport n° 231 [14 mars], p. 278. — M. Albert Peyronnet dépose, au nom de la commission des affaires étrangères, l'avis n° 431 [13 juin], p. 528. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [20 juin], p. 572. — Promulgation : Loi du 5 juillet 1939 (*J. O.* du 9 juillet, p. 8710).

32 — **Pacte de la Société des nations.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification d'un protocole relatif aux amendements au préambule et aux articles 1^{er}, 4 et 5, ainsi qu'à l'annexe du pacte de la Société des nations, signé à Genève, le 30 septembre 1938. Renvoi à la commission des affaires étrangères, n° 238 [16 mars], p. 295.

33 — **Abordage dans la navigation intérieure.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention sur l'unification de certaines règles en matière d'abordage dans la navigation intérieure, en date à Genève du 9 décembre 1930 et signée par l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la ville libre de Dantzig, la France, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, la Suisse, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. — Voir Table de 1933 (session ordinaire), p. 64. — M. Plaisant dépose, au nom de la commission des affaires étrangères, le rapport n° 264 [28 mars], p. 333. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 mars], p. 345. — Promulgation : Loi du 29 avril 1939 (*J. O.* des 1^{er} et 2 mai, p. 5575).

34 — **Immatriculation des bateaux de circulation intérieure.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ten-

dant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention concernant l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure, les droits réels sur ces bateaux et autres matières connexes, en date à Genève du 9 décembre 1930, et signée par l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la ville libre de Dantzig, la France, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, la Suisse, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. — Voir Table de 1933 (session ordinaire) p. 64. — M. Plaisant dépose, au nom de la commission des affaires étrangères, le rapport n° 265 [28 mars], p. 333. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 mars], p. 345. — Promulgation : Loi du 29 avril 1939 (*J. O.* des 1^{er} et 2 mai, p. 5575).

35 — **Convention commerciale avec la République Argentine.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation du protocole additionnel à la convention commerciale franco-argentine du 19 août 1892, signé à Paris le 19 février 1938. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n° 273 [28 mars], p. 331.

36 — **Accord franco-yougoslave sur les paiements commerciaux.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'accord sur les paiements commerciaux et de l'avenant à la convention de commerce et de navigation franco-yougoslave du 30 janvier 1929, conclus entre la France et la Yougoslavie le 14 décembre 1937. Renvoi à la commission des douanes, n° 433 [13 juin], p. 527. — Renvoi, pour avis, à la commission des affaires étrangères [15 juin], p. 550.

37 — **Convention commerciale avec l'Equateur.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de la convention commerciale du 31 octobre 1938 entre la France et l'Equateur. Renvoi à la commission des douanes, n° 434 [13 juin], p. 527. — Renvoi, pour avis, à la commission des affaires étrangères [15 juin], p. 550.

38. — **Arrangements commerciaux avec l'Union des républiques soviétiques socialistes.**

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'arrangement du 31 décembre 1937 prorogeant l'accord commercial du 11 janvier 1934 entre la France et l'Union des républiques soviétiques socialistes. Renvoi à la commission des douanes, n° 435 [13 juin], p. 527. — Renvoi, pour avis, à la commission des affaires étrangères [15 juin], p. 550.

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'approbation de l'arrangement en date du 30 décembre 1938 prorogeant l'accord commercial signé le 11 janvier 1934 entre la France et l'Union des républiques soviétiques socialistes. Renvoi à la commission des douanes, n° 436 [13 juin], p. 527. — Renvoi, pour avis, à la commission des affaires étrangères [15 juin], p. 550.

39. — **Films éducatifs.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif, signée à Genève le 20 janvier 1934. — Voir Table de 1936, p. 73. — M. Jacques Bardoux dépose un 2^e rapport, au nom de la commis-

sion de l'enseignement, n° 491 [22 juin], p. 608. — Demande de discussion immédiate. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Jacques Bardoux, *rapporteur de la commission de l'enseignement*. Avis de la commission des affaires étrangères, par M. Mollard. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 juin], p. 625, 628. — Promulgation: Loi du 31 août 1939 (J. O. du 1^{er} septembre 1939), p. 10934).

40. — **Durée du travail dans les mines de charbon.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention limitant la durée du travail dans les mines de charbon, adopté par la conférence internationale du travail dans sa quinzième session tenue à Genève du 28 mai au 18 juin 1931. — Voir Table de 1934, p. 68. — M. Lefebvre du Prey dépose, au nom de la commission des affaires étrangères, le rapport n° 495 [22 juin], p. 610.

41. — **Immunités des navires d'Etat.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation: 1° de la convention internationale pour l'unification de certaines règles concernant les immunités des navires d'Etat, signée à Bruxelles le 10 avril 1926; 2° du protocole additionnel à cette convention, signé à Bruxelles le 24 mai 1934. — Voir Table de 1936, p. 72. — Demande de discussion immédiate. M. Marcel Plaisant dépose et lit le rapport n° 497. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 juin], p. 599, 613. — Promulgation: Loi du 21 août 1939 (J. O. des 21 et 22 août, p. 10518).

42. — **Véhicules automobiles étrangers.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant l'adhésion de la France à la convention internationale signée à Genève, le 30 mars 1931, sur le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers. Renvoi à la commission des finances, n° 512 [27 juin], p. 624.

43. — **Navigation aérienne.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne signée à la Haye le 12 avril 1933. Renvoi à la commission de l'air, n° 513 [27 juin], p. 624.

44. — **Accidents du travail.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant la réparation des accidents du travail, adopté par la conférence internationale du travail, dans sa septième session tenue à Genève du 19 mai au 10 juin 1925. — Voir Table de 1933 (*session ordinaire*), p. 39. — M. Join-Lambert dépose, au nom de la commission de l'hygiène, le rapport n° 478 [22 juin], p. 599. — M. Jovelet dépose, au nom de la commission des affaires étrangères, l'avis n° 514 [27 juin], p. 624.

Voir DOUANES, 38. — INTERPELLATIONS, 26.

COORDINATION DES MOYENS DE TRANSPORT. — Voir INTERPELLATIONS, 14.

CORPS GRAS. — Voir DOUANES, 62.

COTE D'IVOIRE. — Voir DOUANES, 47.

COTONS HYDROPHILES. — Voir DOUANES, 5.

COUR DE CASSATION. — Voir ORGANISATION JUDICIAIRE, 1.

COUR DE JUSTICE. — Communication de M. le procureur général près la cour de cassation relative au parquet de la cour de justice (procureur général: M. Caous; avocats généraux: MM. Lagarde et Gornien) [26 janvier], p. 40. — Résultat du scrutin pour la nomination du vice-président chargé de présider la cour de justice en cas d'empêchement du président: M. Henri Roy, élu [31 janvier], p. 66.

COUR DE JUSTICE (Commission d'Instruction). — Résultat du scrutin pour la nomination des neuf membres de la commission d'instruction de la cour de justice: MM. HENRY MERLIN, MAULION, DE COURTOIS, MONSSERVIN, ARMAND CALMEL, GAUTHEROT, MANUEL FOURCADE, RENÉ HÉRY, PÉZIÈRES, élus. — Résultat du scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la commission d'instruction de la cour de justice: MM. LOUBET, HENRY BOURDEAUX, LOUIS LINYER, BOIVIN-CHAMPEAUX, DELTHIL, élus [31 janvier], p. 66.

COURS D'APPEL DE COLMAR ET DE METZ. — Voir ORGANISATION JUDICIAIRE, 2.

COURS D'EAU. — Voir AGENTS COMMUNAUX ET DÉPARTEMENTAUX.

COURS ET TRIBUNAUX PENDANT LA GUERRE. — Voir ORGANISATION JUDICIAIRE, 3.

GRAVATES. — Voir DOUANES, 7.

CREANCES COMMERCIALES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 25 août 1937 instituant pour les petites créances commerciales une procédure de recouvrement simplifiée. Renvoi à la commission du commerce, n° 95 [16 février], p. 159.

CREANCES SUR LES LIQUIDATIONS DE BIENS AUTRICHIENS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à fixer un délai de prescription en matière de production de créances sur les liquidations de biens autrichiens effectuées par application de l'article 249 du traité de Saint-Germain. — Voir Table de 1938, p. 46. — M. René Renoult dépose, au nom de la commission de législation, le rapport n° 174 [2 mars], p. 229. — M. Plaisant dépose l'avis de la commission des affaires étrangères, n° 266 [28 mars], p. 333. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [30 mars], p. 345. — Promulgation: Loi du 19 avril 1939 (J. O. du 21 avril, p. 5418).

CREANCES SUR LES LIQUIDATIONS DE BIENS HONGROIS. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à fixer un délai de prescription en matière de production de créances sur les liquidations de biens hongrois effectuées par application de l'article 232 du traité de Trianon. Renvoi à la commission des affaires étrangères, n° 427 [13 juin], p. 527.

CREDIT DE L'ETAT. — Proposition de loi tendant à éviter l'inflation en vue de sauvegarder et de restaurer le crédit de l'Etat (n° 372, année 1933). — Vote de la question préalable [19 janvier], p. 34.

CREDITS.

1 — **Célébration du centenaire de Gambetta.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits pour la célébration du centenaire de

Gambetta. — Voir Table de 1938, p. 48. — Promulgation: Loi du 31 décembre 1938 (J. O. du 25 janvier 1939, p. 1226).

2 — Crédits supplémentaires (Exercice 1938). — Approbation de décrets.

1° **Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1938 au titre du budget général et des budgets annexes; 2° approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921.** — Voir Table de 1938, p. 47. — M. Abel Gardey dépose le rapport n° 19 [26 janvier], p. 41. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *rapporteur général de la commission des finances*; Even, Paul Reynaud, *ministre des finances*. Art. 1^{er}. **Etat A. Présidence du conseil:** Adoption des chapitres 2, 10, 11, 27, 28 et 29. **Finances:** Adoption des chapitres 1^{er}, 2, 7, 8, 23, 25, 35, 36, 46, 47, 48, 54, 55, 72, 76, 90, 93, 102, 104, 117, 122, 124, 139, 140, 142, 145, 147, 152, 155, 158 à 160, 163, 166, 170, 175, 186, 199 et 200 bis. **Justice:** Adoption des chapitres 2, 18, 25, 26, 28 à 30, 38, 41, 42, 44 et 51. **Affaires étrangères:** Adoption des chapitres 8, 10 à 13, 18, 22 et 23. **Intérieur:** Adoption des chapitres 30 et 66. Chapitre 71 quater (*Explosion à l'annexe du laboratoire municipal de Villejuif*): MM. Clamamus, Paul Reynaud, *ministre des finances*. Adoption. **Guerre:** Adoption des chapitres 14, 15, 28 à 32, 34, 35, 42, 45, 46 et 54. **Défense des territoires d'outre-mer:** Adoption des chapitres 9, 13, 15 à 21, 23, 28; 30, 36, 37 et 40. **Marine militaire:** Adoption des chapitres 2, 7, 8 à 12, 14, 16, 20, 24, 26, 32 à 37, 39, 40 à 42, 44, 46, 48 à 50. **Education nationale:** Adoption des chapitres 4, 50, 81, 89, 99, 113, 159 et 161. **Enseignement technique:** Adoption des chapitres 5, 7 et 35. **Beaux-arts:** adoption des chapitres 23, 25, 39, 45 ter, et 59. **Commerce et industrie:** Adoption des chapitres 23 et 30. **Air:** Adoption des chapitres 30, 38, 41 à 43 et 59. **Travail:** Adoption des chapitres 17 et 24. Chapitre 26 (*Fonds national de chômage*): MM. Brom, Paul Reynaud, *ministre des finances*. — Adoption. Adoption des chapitres 40 et 41. **Santé publique:** Adoption des chapitres 10, 20, 21 et 25. Chap. 27 (*Etablissement thermal d'Air-les-Bains*): MM. François-Saint-Maur, Paul Reynaud, *ministre des finances*. — Adoption. — Adoption du chapitre 76 bis. **Colonies:** Adoption des chapitres 6, 21, 23, 27, 45, 47, 54 bis, 64 à 66, 68, 76, 77, 79 et 81. **Agriculture:** Adoption des chapitres 28, 30, 51, 68, 86, 92, 99 et 116. **Travaux publics:** Adoption des chapitres 22, 30, 43, 44 à 47, 49, 63 bis, 68 bis, 69, 82, 84, 85, 97 et 100. **Marine marchande:** Adoption des chapitres 18, 22, 24 à 26, 35, 41 et 43. **Pensions:** Adoption des chapitres 10 et 18. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2 (Etat B) à 11 et dernier. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [2 février], p. 70. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, portant: 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1938 au titre du budget général et des budgets annexes; 2° approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la commission des finances, n° 65. — M. Gardey dépose et lit le rapport n° 72. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion des articles modifiés par la Chambre des députés: Art. 1^{er}. Etat A: Chapitres modifiés par la Chambre des dé-

putés. **Finances**: Adoption des chapitres 155, 158, 163, 166. **Affaires étrangères**: Adoption du chapitre 21. **Guerre**: MM. Paul Reynaud, *ministre des finances*; Desjardins, Clamamus. Adoption des chapitres 31, 32, 33. **Colonies**: Adoption du chapitre 49 bis. **Travaux publics**: Adoption du chapitre 28 bis. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 11. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 février], p. 129, 130. — Promulgation: Loi du 10 février 1939 (*J. O.* du 11 février, p. 1922).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant: 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1938 au titre du budget général et des budgets annexes; 2^o approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la commission des finances, n^o 47 [2 février], p. 70. — M. Gardey dépose le rapport n^o 54 [7 février], p. 100. Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *rapporteur général de la commission des finances*; Desjardins, le comte de Leusse, Paul Reynaud, *ministre des finances*; Henri Laudier, Rogé, Joseph Caillaux, *président de la commission des finances*; Eugène Milliès-Lacroix. Art. 1^{er}. Etat A. **Finances**: adoption des chapitres 1^{er}, 6 bis, 13 bis, 16, 16 bis, 17 bis, 19, 22, 24, 150, 159, 166, 185. **Justice**: adoption des chapitres 38, 51, 52. **Affaires étrangères**: adoption des chapitres 12, 16. **Intérieur**: adoption des chapitres 35 et 43. Chap. 55 (*Frais d'envoi de télégrammes officiels*): M. Babaud-Lacroze. Adoption. Adoption du chapitre 56. **Guerre**: adoption des chapitres 31 à 33, 39, 43 à 45, 50. **Défense des territoires d'outre-mer**: adoption des chapitres 16 à 20, 23, 26, 38. **Marine militaire**: adoption des chapitres 36, 37, 40, 42, 46. **Education nationale**: adoption des chapitres 81, 90, 113. **Beaux-Arts**: adoption des chapitres 39, 42. **Commerce et industrie**: adoption des chapitres 12, 34. **Air**: adoption des chapitres 31, 39, 48, 50, 54. **Travail**: adoption des chapitres 27, 29, 36, 40, 62. **Santé publique**: adoption du chapitre 41. **Agriculture**: adoption des chapitres 32, 55, 86, 106, 114. **Marine marchande**: adoption des chapitres 22, 34, 36. **Pensions**: adoption du chapitre 2. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2 (Etat B), 3, 4, 5, 6 et 6 bis. Adoption. Amendement de M. Le Gorgeu: MM. Le Gorgeu, Abel Gardey, *rapporteur général*; Paul Reynaud, *ministre des finances*; Joseph Caillaux, *président de la commission des finances*. Retrait. Art. 7 et dernier: MM. François Saint-Maur, Paul Reynaud, *ministre des finances*. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [8 février], p. 116. Promulgation: Loi du 10 février 1939 (*J. O.* du 11 février 1931).

3 — Crédits supplémentaires. — Dépenses administratives de la Chambre des députés (Exercices 1938 et 1939).

1^o Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des députés pour l'exercice 1938. Renvoi à la commission des finances, n^o 51 [2 février], p. 80. — Demande de discussion immédiate. Dépôt et lecture par M. Gardey, du rapport, n^o 63. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption, au scrutin, de l'article unique de la proposition de loi [7 février], p. 100. — Promulgation: Loi du 22 février 1939 (*J. O.* du 24 février, p. 2550). — *Rectificatif*: *J. O.* du 25 février 1939, p. 2598.

2^o Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des députés pour l'exercice 1939. Renvoi à la commission des finances, n^o 549 [14 décembre], p. 706. — Demande de discussion immédiate. M. Henri Laudier dépose et lit le rapport n^o 580. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [30 décembre], p. 837, 844.

4 — Défense nationale.

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant: 1^o ouverture de crédits pour l'exécution d'un programme exceptionnel de défense nationale; 2^o approbation d'autorisation d'engagement de dépenses pour les besoins de la défense nationale; 3^o ouverture de crédits sur l'exercice 1938 au titre du budget général; 4^o approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la commission des finances, n^o 66 [10 février], p. 130. — M. Abel Gardey dépose le rapport n^o 128 [21 février], p. 175. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Abel Gardey, *rapporteur général de la commission des finances*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 mars], p. 254. — Promulgation: Loi du 19 mars 1939 (*J. O.* du 24 mars, p. 3846).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits supplémentaires et autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget général et du compte des investissements en capital de l'exercice 1939. — Renvoi à la commission des finances, n^o 532. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n^o 533. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Adoption des trois articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. M. le président du Sénat, M. Edouard Daladier, *président du conseil - ministre de la défense nationale et de la guerre* [2 septembre], p. 640. — Promulgation: Loi du 2 septembre 1939 (*J. O.* du 3 septembre, p. 11022).

3^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant: 1^o autorisation d'engagement de dépenses; 2^o ouverture de crédits de paiement au titre du premier trimestre de l'année 1940 pour les besoins de la défense nationale. Renvoi à la commission des finances, n^o 557 [26 décembre], p. 716. Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n^o 566. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale: M. Edouard Daladier, *président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères*. Discussion des articles: Art. 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 12 bis, 12 ter, 13 et 14. Adoption. Adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi. — M. le président [29 décembre], p. 825 et suiv. — Promulgation: Loi du 29 décembre 1939 (*J. O.* du 30 décembre, p. 14278.)

5 — Régularisation de crédits (Exercice 1938). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant régularisation de crédits ouverts par décrets au titre de l'exercice 1938. Renvoi à la commission des finances, n^o 67 [10 février], p. 130. — M. Gardey dépose le rapport n^o 190 [2 mars], p. 238. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale:

M. Abel Gardey, *rapporteur général de la commission des finances*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [9 mars], p. 262. — Promulgation: Loi du 12 mars 1939 (*J. O.* du 14 mars, p. 3375.)

6 — Crédits supplémentaires. — Budget des colonies (Exercice 1938). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation de crédits au titre du budget des colonies pour l'exercice 1938. Renvoi à la commission des finances, n^o 68 [10 février], p. 130. — M. Gardey dépose le rapport n^o 189 [2 mars], p. 238. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget des colonies pour l'exercice 1939.* » [14 mars], p. 281. — Promulgation: Loi du 10 avril 1939 (*J. O.* du 13 avril, p. 4766.)

7 — Réfugiés espagnols.

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921. Renvoi à la commission des finances et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n^o 33 [26 janvier], p. 41. — M. Abel Gardey dépose le rapport n^o 127 [21 février], p. 175. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Abel Gardey, *rapporteur général de la commission des finances*; Paul Laffont, *rapporteur, pour avis, de la commission des affaires étrangères*; Henri Laudier. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [7 mars], p. 252. — Promulgation: Loi du 10 mars 1939 (*J. O.* du 11 mars, p. 3262).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant: 1^o ouverture de crédits supplémentaires pour l'assistance aux réfugiés espagnols et leur hébergement; 2^o approbation de décrets pris en application de l'article 6 du décret du 24 mai 1938. Renvoi à la commission des finances, n^o 260 [19 mars], p. 314. — Renvoi, pour avis, à la commission des affaires étrangères [28 mars], p. 330. — Demande de discussion immédiate. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n^o 312. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Paul Laffont, *rapporteur, pour avis, de la commission des affaires étrangères*; le comte Louis de Blois, Join-Lambert, René Courtier, Beaumont, Josse, Georges Bonnet, *ministre des affaires étrangères*; Albert Sarraut, *ministre de l'intérieur*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mars], p. 363, 374. — Promulgation: Loi du 7 avril 1939 (*J. O.* du 8 avril, p. 4614).

8 — Ambassade de Roumanie. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture et annulation de crédits en vue de la transformation en ambassade de la légation de France en Roumanie. Renvoi à la commission des finances et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, n^o 112 [21 février], p. 175. — M. Mario Roustan dépose le rapport n^o 222 [9 mars], p. 261. — M. Honorat dépose l'avis n^o 283 [28 mars], p. 333.

9 — Voyage du Président de la République à Londres. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés,

tendant à l'ouverture des crédits nécessités par le voyage du Président de la République à Londres. Renvoi à la commission des finances, n° 235. Demande de discussion immédiate. M. Mario Roustan dépose et lit le rapport n° 254. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [16 mars], p. 295, 303. — Promulgation: Loi du 16 mars 1939 (J. O. du 17 mars, p. 3470). — *Rectificatif*: J. O. du 23 mars, p. 3791.

Voir RÉVOLUTION FRANÇAISE (150^e anniversaire de la).

CREDITS ROUTIERS. — Voir RÉSOLUTIONS, 4.

CRIMES ET DELITS COMMIS DANS LES ECHELLES DU LEVANT ET DE BARBARIE.

— Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la poursuite et au jugement des contraventions, délits et crimes commis par des Français dans les Echelles du Levant et de Barbarie. — Voir Table de 1938, p. 48. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 janvier], p. 35. — Promulgation: Loi du 1^{er} février 1939 (J. O. du 3 février, p. 1594).

CROIX-ROUGE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier la loi du 24 juillet 1913 en vue d'assurer la protection de l'emblème de la Croix-Rouge et des armoiries de la Confédération suisse conformément aux dispositions de la convention de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne. — Voir Table de 1938, p. 48. — M. Jean Neyret dépose, au nom de la commission de l'armée, le rapport n° 373 [1^{er} juin], p. 467. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [20 juin], p. 573. — Promulgation: Loi du 4 juillet 1939 (J. O. du 6 juillet, p. 8566).

CRUSTACES. — Voir DOUANES, 42.

GUIVRE. — Voir DOUANES, 19.

CYLINDRES POUR L'IMPRESSION. — Voir DOUANES, 30.

D

DAHOMEY. — Voir DOUANES, 47.

DAME DACTYLOGRAPHE DES DOUANES. — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS, 6.

DATTES. — Voir DOUANES, 97.

DECRET DE CODIFICATION DU 23 NOVEMBRE 1937. — Voir BLÉ.

DECRETS-LOIS. — Voir INTERPELLATIONS, 7, 27.

DEFENSE NATIONALE. — Voir ARMÉE. — CAISSE AUTONOME DE GESTION. — Crédits, 4. — POUVOIRS EXCEPTIONNELS AU GOUVERNEMENT.

DEFENSE PASSIVE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Morizet tendant à appliquer l'article 59 du décret du 8 août 1935 aux travaux intéressant la défense

passive. Renvoi à la commission des travaux publics, n° 145 [23 février], p. 198. — M. Paul Fleuret dépose le rapport n° 223 [9 mars], p. 261.

DEFIBREUSES AUTOMATIQUES. — Voir DOUANES, 92.

DEMANDE EN PARTAGE PAR VOIE DE REQUETE COLLECTIVE. — Voir CODE CIVIL, 2.

DEMENTS. — Voir HYGIÈNE ET PROPHYLAXIE MENTALES.

DEPARTEMENTS. — Voir AGENTS COMMUNAUX ET DÉPARTEMENTAUX. — CAISSE DE CRÉDIT. — CAISSES DÉPARTEMENTALES D'AMÉNAGEMENT DES LOTISSEMENTS DÉFECTUEUX. — TRÉSORERIE DES DÉPARTEMENTS.

DEPENSES PUBLIQUES. — Voir RÉSOLUTIONS, 1.

DEVALUATION DU FRANC. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 20.

DISPOSITIFS DE PROTECTION CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Voir CODE DU TRAVAIL, 2.

DIVORCE (Mention à l'acte de naissance).

— Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 251 du code civil et à rendre obligatoire la mention du divorce en marge de l'acte de naissance. — Voir Table de 1935, p. 44. — M. Hannotin dépose, au nom de la commission de législation, le rapport n° 194 [3 mars], p. 242. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Edmond Hannotin, rapporteur; François-Saint-Maur, Josse, Auguste Mounié. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [16 mai], p. 420. — Promulgation: Loi du 20 mai 1939 (J. O. des 22 et 23 mai, p. 6502).

DOMAINE-RETRAITE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 24 mai 1938 tendant à assurer aux travailleurs le « domaine-retraite ». Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 384 [6 juin], p. 495.

DOUANES.

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS

1 — **Importation de divers produits.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 17 mai 1938 qui a réglementé à titre provisoire l'importation de divers produits. Renvoi à la commission des douanes, n° 118 [21 février], p. 175.

2 — **Importation de conserves de poisson.** — Projet de loi tendant à la ratification du décret du 19 janvier 1936 rapportant les dispositions du décret du 20 septembre 1932 en ce qui concerne les importations de certaines conserves de poissons. — Voir Table de 1937, p. 58. — M. Gaston Rogé dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 164 [28 février], p. 220. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 mars], p. 344. — Promulgation: Loi du 8 juin 1939 (J. O. du 10 juin, p. 7335).

3 — **Importation de marchandises étrangères.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 26 mars 1937 relatif à

l'importation de certaines marchandises étrangères. — Voir Table de 1938, p. 40. — M. Beaumont dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 175 [2 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 mars], p. 344.

4 — **Importation de tissus de rayonne.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 8 décembre 1937 réglementant l'importation de certaines catégories de tissus de rayonne. — Voir Table de 1938, p. 49. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [3 mars], p. 242. — Promulgation: Loi du 1^{er} avril 1939. (J. O. du 4 avril, p. 4406).

5 — **Importation des cotons hydrophiles.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 9 mars 1938 relatif à l'importation des cotons hydrophiles autres qu'imprégnés ou pharmaceutiques. Renvoi à la commission des douanes, n° 275 [28 mars], p. 331.

6 — **Importation de la miroiterie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 9 décembre 1938 qui a réglementé, à titre provisoire, l'importation de la miroiterie de moins d'un demi-mètre carré de superficie. Renvoi à la commission des douanes, n° 334 [16 mai], p. 414.

7 — **Importation des cravates.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 28 juillet 1936 qui a réglementé l'importation des cravates et de certaines catégories de tissus de soie et de rayonne. Renvoi à la commission des douanes, n° 335 [16 mai], p. 421.

8 — **Exportation des ferrailles.**

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 15 décembre 1936, portant suppression de la prohibition d'exportation des ferrailles et l'établissement d'un droit de sortie sur les ferrailles, et les décrets des 17 décembre 1936 et 26 janvier 1937 fixant le taux du droit de sortie. Renvoi à la commission des douanes, n° 126 [21 février], p. 175.

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier les décrets des 31 août 1937 et 30 septembre 1937 relatifs au régime douanier applicable à l'exportation des ferrailles. Renvoi à la commission des douanes, n° 4 [17 janvier], p. 28. — M. Georges Ulmo dépose le rapport collectif n° 352 [25 mai], p. 448. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Chassaing et Georges Ulmo, rapporteur de la commission des douanes. Adoption de l'article unique des deux projets de lois [14 décembre], p. 706.

9 — **Bois de noyer.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 14 décembre 1937 qui a modifié, en ce qui concerne les bois de noyer, les énonciations du décret du 27 mars 1935 qui a prohibé l'exportation de divers produits. Renvoi à la commission des douanes, n° 5 [17 janvier], p. 28. — M. Viellard dépose le rapport n° 325 [31 mars], p. 374. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 juin], p. 625. — Promulgation: Loi du 26 juillet 1939 (J. O. du 27 juillet, p. 0470).

10 — **Exportation des métiers à tulle.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 18 septembre 1936 qui a prohibé l'exportation des métiers à tulle, dentelle, guipure, usagés. Renvoi à la commission des douanes, n° 58 [7 février], p. 88.

11 — **Exportation de certaines marchandises (Service de santé).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 24 septembre 1938 qui a prohibé l'exportation de certaines marchandises (service de santé). Renvoi à la commission des douanes, n° 391 [6 juin], p. 496.

12 — **Os bruts de bétail.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 24 octobre 1937 qui a modifié le taux des droits de sortie afférents à certaines catégories d'os bruts de bétail. — Voir Table de 1938, p. 49. — M. Beaumont dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 486 [22 juin], p. 600.

TARIF

13 — **Tarif douanier. — Ratification du décret du 16 janvier 1937.** — Projet de loi tendant à la ratification du décret du 16 janvier 1937 qui a fixé le tarif des douanes en conformité des articles 8 et 13 de la loi du 31 décembre 1936 sur la réforme fiscale. — Voir Table de 1938, p. 50. — Promulgation: Loi du 13 janvier 1939 (J. O. du 14 janvier, p. 738.)

14 — **Tuyaux en amiante-ciment.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 11 décembre 1937 modifiant la tarification douanière des tuyaux en amiante-ciment. Renvoi à la commission des douanes, n° 6 [17 janvier], p. 28. — M. Ulysse Fabre dépose le rapport n° 362 [26 mai], p. 462. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 décembre], p. 825.

15 — **Segments de piston.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 26 novembre 1937 qui a modifié le régime douanier des segments de piston. Renvoi à la commission des douanes, n° 7 [17 janvier], p. 21. — M. Georges Ulmo dépose le rapport n° 474 [22 juin], p. 599. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 décembre], p. 707.

16 — Tarification de divers produits.

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 9 août 1937 qui a modifié la tarification douanière de certains produits. Renvoi à la commission des douanes, n° 61 [7 février], p. 88. — M. Maroger dépose le rapport n° 481 [22 juin], p. 599. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 décembre], p. 707.

2^o Dépôt d'un projet, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 27 septembre 1937 qui a modifié la tarification douanière de certains produits. — Renvoi à la commission des douanes, n° 8 [17 janvier], p. 28. — M. Elby dépose le rapport n° 314 [31 mars], p. 374. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 juin], p. 528. — Promulgation: Loi du 30 juin 1939 (J. O. du 1^{er} juillet, p. 8342).

3^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 27 septembre 1937 qui a modifié la tarification douanière de certains produits. Renvoi à la commission des douanes, n° 279 [28 mars], p. 331.

4^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 25 décembre 1937, portant modification de la tarification douanière de divers produits. Renvoi à la commission des douanes, n° 42 [31 janvier], p. 66.

5^o Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 13 janvier 1938 portant modification de la tarification douanière de divers produits. — Voir Table de 1938, p. 50. — M. Maroger dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 480 [22 juin], p. 599. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 décembre], p. 707.

6^o Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 31 janvier 1938 qui a modifié la tarification douanière de certains produits. — Voir Table de 1938, p. 50. — M. Elby dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 429 [13 juin], p. 528.

7^o Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 31 janvier 1938 portant modification de la tarification douanière de divers produits. Renvoi à la commission des douanes, n° 44 [31 janvier], p. 66.

8^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 31 janvier 1938 portant modification de la tarification douanière de divers produits (graphite, etc.). Renvoi à la commission des douanes, n° 60 [7 février], p. 88. — M. Ulysse Fabre dépose le rapport n° 320 [31 mars], p. 374. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 juin], p. 625. — Promulgation: Loi du 20 juillet 1939 (J. O. du 23 juillet, p. 9326).

9^o Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 31 janvier 1938 portant modification de la tarification douanière de divers produits. Renvoi à la commission des douanes, n° 154 [28 février], p. 208.

17 — **Réduction de droits et de taxes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier: 1^o le décret du 2 octobre 1936 portant réduction des droits de douane; 2^o le décret du 2 octobre 1936 portant réduction des taxes sur les importateurs de produits contingents; 3^o le décret du 2 octobre 1936 portant réduction de certains droits de douane. Renvoi à la commission des douanes, n° 9 [17 janvier], p. 28. — M. Rogé dépose le rapport n° 317 [31 mars], p. 374. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 juin], p. 528. — Promulgation: Loi du 5 juillet 1939 (J. O. du 7 juillet, p. 8598).

18 — **Buscs et ressorts pour corsets.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 18 novembre 1937 portant modification de la tarification douanière des buscs et ressorts pour corsets. Renvoi à la commission des douanes, n° 59 [7 février], p. 88.

19 — **Cuivre allié de zinc.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 23 décembre 1936 qui a modifié les droits

de douane applicables au cuivre allié de zinc, à l'exclusion du cuivre allié de zinc et de nickel (mallechort). Renvoi à la commission des douanes, n° 62 [7 février], p. 88. — M. Maroger dépose le rapport n° 482 [22 juin], p. 599.

20 — **Céramique et verrerie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 21 novembre 1937 portant modification de la tarification douanière de divers produits de l'industrie céramique et de la verrerie et celui, en date du même jour, portant modification de la tarification douanière de divers produits. Renvoi à la commission des douanes, n° 75 [10 février], p. 130. — M. Adrien Richard dépose le rapport n° 477 [22 juin], p. 599.

21 — **Futailles, ouvrages de tonnellerie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 9 décembre 1937 portant modification de la tarification des futailles, cuves, cuveaux, seaux et autres ouvrages de tonnellerie. Renvoi à la commission des douanes, n° 115 [21 février], p. 175.

22 — **Produits réfractaires.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 8 janvier 1938 portant modification de la tarification douanière des produits réfractaires. Renvoi à la commission des douanes, n° 116 [21 février], p. 175. — M. Elby dépose le rapport n° 359 [25 mai], p. 462. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 juin], p. 625. — Promulgation: Loi du 20 juillet 1939 (J. O. du 23 juillet, p. 9326).

23 — **Briques, tuiles, poteries.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 18 novembre 1937 portant relèvement des droits de douane applicables aux briques, aux tuiles et aux poteries communes du bâtiment. Renvoi à la commission des douanes, n° 117 [21 février], p. 175.

24 — **Tungstène et molybdène.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 14 décembre 1937 portant modification de la tarification douanière du tungstène et du molybdène en lingots, barres, fils ou poudre. Renvoi à la commission des douanes, n° 152 [28 février], p. 208.

25 — **Produits horticoles.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 30 janvier 1938 portant modification de la tarification douanière de certains produits horticoles. Renvoi à la commission des douanes, n° 204 [9 mars], p. 260.

26 — **Appareils photographiques.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 26 mai 1936 qui a modifié le régime douanier de certains éléments d'appareils photographiques et des appareils de projection fixe et d'agrandissement. — Voir Table de 1938, p. 50. — M. Serlin dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 215 [9 mars], p. 261. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [11 mai], p. 397. — Promulgation: Loi du 1^{er} juin 1939 (J. O. du 2 juin, p. 6950).

27 — **Linge de table.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 31 janvier 1938 portant modification de la tarification douanière du linge de table, etc. — Voir Table

de 1938, p. 50. — M. de Berny dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 227 [9 mars], p. 261. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mai], p. 415. — Promulgation: Loi du 10 juin 1939 (*J. O.* du 11 juin, p. 7414).

28 — **Bobines pour films photographiques.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 31 décembre 1937 portant relèvement des droits de douane afférents aux bobines servant à l'enroulement du film photographique. — Voir Table de 1938, p. 50. — M. Serlin dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 216 [9 mars], p. 261. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [11 mai], p. 397. — Promulgation: Loi du 1^{er} juin 1939 (*J. O.* du 2 juin, p. 6950).

29 — **Articles de ménage.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 3 décembre 1937 qui a modifié la tarification douanière de certains articles de ménage et de certains articles en fer, en acier ou en tôle noire non dénommés. — Voir Table de 1938, p. 50. — M. Maroger dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 248 [16 mars], p. 303. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mai], p. 415. — Promulgation: Loi du 10 juin 1939 (*J. O.* du 11 juin, p. 7414).

30 — **Cylindres pour l'impression.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 13 janvier 1938 portant modification de la tarification douanière des cylindres ou planches en bois pour l'impression. — Voir Table de 1938, p. 50. — M. Maroger dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 249 [16 mars], p. 303. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [16 mai], p. 415. — Promulgation: Loi du 10 juin 1939 (*J. O.* du 11 juin, p. 7414).

31 — **Huiles.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 9 août 1937 portant réduction des droits de douane afférents à certaines huiles essentielles. Renvoi à la commission des douanes, n° 272 [28 mars], p. 331.

32 — **Caroubes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 31 janvier 1938 portant relèvement des droits de douane afférents aux caroubes concassées, en grumeaux ou en farines. Renvoi à la commission des douanes, n° 286 [30 mars], p. 343.

33 — **Boîtiers de lampes électriques.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 8 janvier 1938 qui a modifié la tarification douanière des boîtiers de lampes électriques portatives. — Voir Table de 1938, p. 50. — M. Serlin dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 310 [31 mars], p. 363. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 juin], p. 528. — Promulgation: Loi du 30 juin 1939 (*J. O.* du 1^{er} juillet, p. 8343).

34 — **Tissus de soie et de rayonne.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 17 décembre 1937 qui a modifié la tarification douanière des tissus de soie et de rayonne. — Voir Table de 1938, p. 50. —

M. Serlin dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 316 [31 mars], p. 374. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 juin], p. 528. — Promulgation: Loi du 30 juin 1939 (*J. O.* du 1^{er} juillet, p. 8343).

35 — **Canots démontables.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 14 décembre 1937 portant modification de la tarification douanière des canots démontables et de leurs pièces détachées. — Voir Table de 1938, p. 50. — M. H. d'Andlau dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 318 [31 mars], p. 374. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [13 juin], p. 528. — Promulgation: Loi du 30 juin 1939 (*J. O.* du 1^{er} juillet, p. 8342).

36 — **Brais stéariques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier et à convertir en loi le décret du 29 novembre 1938 relatif à la tarification douanière des brais stéariques. Renvoi à la commission des douanes, n° 350 [23 mai], p. 441.

37 — **Produits textiles.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 14 décembre 1937 portant modification de la tarification douanière de divers produits textiles. Voir Table de 1938, p. 50. — M. Serlin dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 420 [8 juin], p. 510. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [29 décembre], p. 826.

38 — **Union économique belgo-luxembourgeoise. — Peaux de lapin. — Ecorces à tan. — Chaux.**

1^o Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant: 1^o à l'approbation des échanges de lettres du 28 décembre 1937 relatifs: a) à l'octroi à l'Union économique belgo-luxembourgeoise d'un contingent douanier de peaux de lapin à un droit réduit; b) à l'admission en franchise d'un contingent d'écorces à tan d'origine luxembourgeoise; 2^o à la ratification du décret du 13 janvier 1938 relatif à la tarification d'un certain contingent de peaux de lapin teintes et lustrées (n° 493 C du tarif douanier français). — Voir Table de 1938, p. 50. — M. Rogé dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 476 [22 juin], p. 599. — M. Albert Buisson dépose, au nom de la commission des affaires étrangères, l'avis n° 489 [22 juin], p. 600.

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 26 octobre 1938 relatif à la tarification douanière de la chaux ordinaire, originaire et en provenance de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. Renvoi à la commission des douanes, n° 432 [13 juin], p. 527.

TAXES

39 — **Importateurs de houille.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 30 juin 1936 modifiant le taux de la taxe perçue sur les importateurs de houille, des agglomérés de houille, de briquettes de lignite et de coke. Renvoi à la commission des douanes, n° 14 [17 janvier], p. 29.

40 — **Licences d'importation de conserves de sardines.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant rati-

fication du décret du 12 septembre 1935 supprimant la taxe sur les licences d'importation ou certificats de contingentement accompagnant les importations de conserves de sardines. — Voir Table de 1936, p. 82. — M. Gaston Rogé dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 462 [28 février], p. 220. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 mars], p. 344. — Promulgation: Loi du 8 juin 1939 (*J. O.* du 10 juin, p. 7335).

41 — **Importations de conserves de poissons.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 27 mars 1934 ayant pour objet la diminution du taux des taxes frappant les autorisations d'importation et les certificats de contingentement de conserves de poissons. — Voir Table de 1937, p. 59. — M. Gaston Rogé dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 163 [28 février], p. 220. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 mars], p. 344. — Promulgation: Loi du 8 juin 1939 (*J. O.* du 10 juin, p. 7334).

42 — **Taxe de licence. — Conserves de sardines et de crustacés.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 12 mars 1935 instituant une taxe de licences sur les conserves de sardines et les crustacés conservés et modifiant le taux de la taxe applicable aux conserves de poissons « autres ». — Voir Table de 1937, p. 59. — M. Rogé dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 178 [2 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [30 mars], p. 344. — Promulgation: Loi du 8 juin 1939 (*J. O.* du 10 juin, p. 7335).

DOUANES COLONIALES

43 — **Régime douanier colonial.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier un certain nombre de décrets et de délibérations, pris en exécution de la loi du 13 avril 1928, sur le régime douanier colonial (réglementation). Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 142 [23 février], p. 198.

44 — **Films cinématographiques.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 28 mai 1936 accordant la franchise des droits de douane aux films cinématographiques impressionnés dans les colonies du second groupe. — Voir Table de 1938, p. 51. — M. Serlin dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 217 [9 mars], p. 261. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 mai], p. 449. — Promulgation: Loi du 4 juillet 1939 (*J. O.* du 7 juillet, p. 8599). — *Rectificatif*: *J. O.* du 8 juillet 1939, p. 8662.

45 — **Afrique équatoriale française. — Mais.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 12 juillet 1937 accordant la franchise des droits de douane à l'entrée en France et en Algérie au maïs en grains originaire des territoires de l'Afrique équatoriale française soumis au régime du bassin conventionnel du Congo. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 26 [26 janvier], p. 41. — M. Gautron dépose le rapport n° 319 [31 mars], p. 374. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'ur-

gence. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} juin], p. 467. — Promulgation: Loi du 15 juin 1939 (*J. O.* du 18 juin, p. 7678).

46 — Afrique occidentale française. — Oléagineux, matières grasses et dérivés.

1^o Projet de loi adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 18 février 1936 portant approbation d'une délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Afrique occidentale française, en date du 12 octobre 1935, relative au régime douanier des oléagineux, matières grasses et leurs dérivés d'origine étrangère, importés dans les colonies du groupe à régime préférentiel. — Voir Table de 1938, p. 51. — M. Paul Bachelet dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 183 [2 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Avis de la commission des colonies, par M. Tournan. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 365. — Promulgation: Loi du 14 avril 1939 (*J. O.* des 17 et 18 avril, p. 4945).

2^o Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 6 avril 1936 portant approbation d'une délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Afrique occidentale française en date du 27 novembre 1935, tendant à modifier le régime douanier de certains produits naturels ou fabriqués (oléagineux, matières grasses et leurs dérivés) d'origine étrangère, importés dans les colonies du groupe à régime préférentiel. — Voir Table de 1938, p. 51. — M. Paul Bachelet dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 184 [2 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Avis de la commission des colonies, par M. Tournan. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 365. — Promulgation: Loi du 14 avril 1939 (*J. O.* des 17 et 18 avril, p. 4944).

47 — Afrique occidentale française. — Importation de filés, tissus et vêtements de coton.

1^o Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 6 février 1937 relatif à l'importation des filés, tissus et vêtements de coton d'origine étrangère en Afrique occidentale française. — Voir Table de 1938, p. 51. — M. de Berny dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 212 [9 mars], p. 261. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 366. — Promulgation: Loi du 1^{er} mai 1939 (*J. O.* du 4 mai, p. 5654).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 31 octobre 1936 relatif à l'importation des filés, tissus de coton, vêtements et lingerie d'origine étrangère dans les colonies de la Côte d'Ivoire et du Dahomey (Afrique occidentale française). Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 292 [30 mars], p. 343. — M. Serlin dépose le rapport n° 353 [25 mai], p. 448. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 juin], p. 600. — Promulgation: Loi du 4 juillet 1939 (*J. O.* du 7 juillet, p. 8599).

48 — Afrique occidentale française. — Fours de carbonisation. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 21 octobre 1938 relatif à la spécialisation au tarif douanier des fours de carbonisation et de

certaines appareils accessoires destinés à la fabrication des carburants pour l'alimentation des gazogènes, importés en Afrique occidentale française. Renvoi à la commission des douanes, et pour avis, à la commission des colonies, n° 289 [30 mars], p. 343.

49 — Afrique occidentale française. — Automobiles d'origine étrangère. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 30 juin 1938 relatif à l'importation des voitures automobiles d'origine étrangère en Afrique occidentale française. Renvoi à la commission des douanes, n° 490 [22 juin], p. 608.

50 — Cameroun. — Indication d'origine. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 21 décembre 1937 rejetant une délibération du conseil d'administration du Cameroun relative à l'indication d'origine de certains produits. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 29 [26 janvier], p. 41. — M. Léonus Bénard dépose le rapport n° 219 [9 mars], p. 261. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 mai], p. 449. — Promulgation: Loi du 15 juin 1939 (*J. O.* du 18 juin, p. 7678).

51 — Gabon. — Droits de douane. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 26 janvier 1939 portant majoration des droits de douane à percevoir sur les produits d'origine étrangère importés dans la partie du Gabon non comprise dans les limites du bassin conventionnel du Congo. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 577 [30 décembre], p. 843.

52 — Guadeloupe. — Plantes de pépinières. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 21 avril 1936 relatif au régime douanier à la Guadeloupe et dépendances des plantes vivantes de pépinières, arbres et arbustes fruitiers, forestiers, etc. (n° 170 F). — Voir Table de 1938, p. 51. — M. Tournan dépose l'avis de la commission des colonies, n° 79 [14 février], p. 139. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [3 mars], p. 243. — Promulgation: Loi du 13 mars 1939 (*J. O.* du 17 mars, p. 3470).

53 — Guadeloupe. — Produits pétroliers.

1^o Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 28 janvier 1936 relatif au régime douanier de certains produits pétroliers à la Guadeloupe et dépendances. — Voir Table de 1938, p. 51. — M. Tournan dépose l'avis de la commission des colonies, n° 158 [28 février], p. 209. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 280. — Promulgation: Loi du 27 mars 1939 (*J. O.* du 31 mars, p. 4198).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 30 mars 1937 relatif au régime douanier de certains produits pétroliers de la Guadeloupe et dépendances. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 24 [26 janvier], p. 41. — M. Eugène Chanal dépose le rapport n° 322 [31 mars], p. 374. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} juin], p. 468. — Promulgation: Loi du 15 juin 1939 (*J. O.* du 18 juin, p. 7680).

54 — Guadeloupe. — Bougies d'allumage. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 22 avril 1936 relatif au régime douanier des bougies d'allumage, des manches d'instruments agricoles en bois, des cordes harmoniques, du chlorure de sodium, des machines-outils, du brai stéarique pur ou mélangé, à la Guadeloupe et dépendances. — Voir Table de 1938, p. 51. — M. Ulysse Fabre dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 172 [2 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Avis de la commission des colonies, par M. Tournan. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 364. — Promulgation: Loi du 14 avril 1939 (*J. O.* du 18 avril, p. 4944).

55 — Guadeloupe. — Mais. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 9 avril 1936 fixant le régime douanier du maïs en grains à la Guadeloupe et dépendances. — Voir Table de 1938, p. 51. — M. Turbat dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 210 [9 mars], p. 261. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 mai], p. 448. — Promulgation: Loi du 15 juin 1939 (*J. O.* du 18 juin, p. 7679).

56 — Guadeloupe. — Chaussures de caoutchouc. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 29 octobre 1938 relatif à la tarification douanière des chaussures de caoutchouc, de divers produits textiles et des sacs importés pleins à la Guadeloupe et dépendances. Renvoi à la commission des douanes, n° 520 [27 juin], p. 628. — Renvoi, pour avis, à la commission des colonies [14 décembre], p. 706.

57 — Guyane. — Farine de froment. — Conserves de viandes. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 8 mai 1937 relatif au régime douanier de la farine de froment et des conserves de viandes en boîtes à la Guyane française. — Voir Table de 1938, p. 51. — M. Tournan dépose l'avis de la commission des colonies, n° 82 [14 février], p. 139. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 279. — Promulgation: Loi du 27 mars 1939 (*J. O.* du 31 mars, p. 4199).

58 — Guyane. — Pommes de terre. — Gas oils. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 27 août 1937 relatif au régime douanier des pommes de terre et des gas oils à la Guyane française. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 139 [23 février], p. 198.

59 — Inde française. — Conserves d'ananas. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 17 septembre 1936 admettant au bénéfice de la franchise douanière les conserves d'ananas originaires de Pondichéry. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 252 [16 mars], p. 303.

60 — Inde française. — Conserves de crevettes. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 5 mai 1938, accordant la franchise des droits de douane à l'entrée en France et en Algérie aux conserves de

crevettes originaires de Pondichéry. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 576 [30 décembre], p. 843.

61 — **Indochine. — Poissons d'eau douce.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 21 avril 1937 relatif au régime douanier des poissons d'eau douce frais en Indochine. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 28 [26 janvier], p. 41.

62 — **Indochine. — Corps gras.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 1^{er} octobre 1937 relatif à l'application en Indochine du décret du 31 décembre 1936 concernant la tarification douanière de certains corps gras et produits à base de corps gras. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 30 [26 janvier], p. 41. — M. Labbé dépose le rapport n° 323 [31 mars], p. 374. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} juin], p. 468. — Promulgation: Loi du 15 juin 1939 (*J. O.* du 18 juin, p. 7679).

63 — **Indochine. — Animaux vivants exportés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 27 mars 1937 relatif au tarif des droits de sortie applicable aux animaux vivants exportés de l'Indochine à destination de l'étranger. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 31 [26 janvier], p. 41. — M. Beaumont dépose le rapport n° 315 [31 mars], p. 374. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} juin], p. 467. — Promulgation: Loi du 15 juin 1939 (*J. O.* du 18 juin, p. 7678).

64 — **Indochine. — Admission temporaire.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 20 février 1937 relatif aux autorisations d'admission temporaire en Indochine. — Voir Table de 1938, p. 51. — M. Tournan dépose l'avis de la commission des colonies, n° 84 [14 février], p. 139. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 279. — Promulgation: Loi du 27 mars 1939 (*J. O.* du 31 mars, p. 4199).

65 — **Indochine. — Appareils photographiques.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier la délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine du 29 août 1936 relative à la non-application, dans cette colonie, du décret du 26 mai 1936 concernant la tarification douanière de certains éléments d'appareils photographiques et des appareils de projection fixe et d'agrandissement. — Voir Table de 1938, p. 51. — M. Tournan dépose l'avis de la commission des colonies, n° 85 [14 février], p. 139. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 279. — Promulgation: Loi du 27 mars 1939 (*J. O.* du 31 mars, p. 4199).

66 — **Indochine. — Graisses de poisson. — Graines et fruits oléagineux.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 28 janvier 1936 relatif au régime douanier des graisses de poisson, graines et fruits oléagi-

neux et huilés de sésame en Indochine. — Voir Table de 1938, p. 52. — M. Ulysse Fabre dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 88 [14 février], p. 139. — M. Tournan dépose l'avis de la commission des colonies, n° 282 [28 mars], p. 333. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [11 mai], p. 397. — Promulgation: Loi du 22 mai 1939 (*J. O.* du 25 mai, p. 6582).

67 — **Indochine. — Récipients métalliques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 1^{er} octobre 1937 exemptant des droits de douane les récipients métalliques importés pleins de road oil et brais mous, en Indochine. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 161 [16 février], p. 159.

68 — **Indochine. — Tarif douanier.**

1^o Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier la délibération du 5 juillet 1935 de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine, relative à la modification des droits affectant certains articles du tarif douanier indochinois. — Voir Table de 1937, p. 60. — M. Tournan dépose, au nom de la commission des colonies, l'avis n° 156 [28 février], p. 209. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 mars], p. 332. — Promulgation: Loi du 6 avril 1939 (*J. O.* du 9 avril, p. 4695).

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 1^{er} octobre 1937 relatif à l'application en Indochine du décret du 16 janvier 1937 portant fixation du tarif des douanes en conformité des articles 8 et 13 de la loi du 31 décembre 1936 sur la réforme fiscale. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 102 [16 février], p. 159.

69 — **Indochine. — Machines, accessoires de bureau.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 9 mars 1936 rejetant une délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine concernant l'indication d'origine des machines, appareils et accessoires de bureau. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 137 [23 février], p. 193.

70 — **Indochine. — Admission temporaire des farines.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 3 mars 1937 rejetant une délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine relative à l'admission temporaire des farines et semoules de blé dur. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 141 [23 février], p. 193.

71 — **Indochine. — Paraffine.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 21 avril 1936 relatif au régime douanier de la paraffine en Indochine. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 143 [23 février], p. 193.

72 — **Indochine. — Huiles minérales raffinées.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 28 janvier 1936 relatif au régime douanier des huiles minérales raffinées en Indochine. — Voir Table de 1938, p. 52. — M. Tournan dépose l'avis de la commission des colonies, n° 159 [28 février], p. 209. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 mars], p. 332. — Promulgation: Loi du 4 avril 1939 (*J. O.* du 9 avril, p. 4695).

73 — **Indochine. — Vêtements. — Lingerie.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 21 avril 1936 relatif au régime douanier, en Indochine, des vêtements, pièces de lingerie et autres articles accessoires du vêtement. — Voir Table de 1938, p. 51. — M. Tournan dépose l'avis de la commission des colonies, n° 161 [28 février], p. 209. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 280. — Promulgation: Loi du 27 mars 1939 (*J. O.* du 31 mars, p. 4199).

74 — **Indochine. — Réduction de droits.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 22 mai 1937 relatif à l'application en Indochine du décret du 2 octobre 1936 portant réduction des droits de douane dans la métropole. — Voir Table de 1938, p. 52. — M. Rogé dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 177 [2 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 364. — Promulgation: Loi du 14 avril 1939 (*J. O.* des 17 et 18 avril, p. 4944).

75 — **Indochine. — Chlorure de sodium.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 17 mai 1936 relatif au régime douanier du chlorure de sodium en Indochine. — Voir Table de 1938, p. 51. — M. Rogé dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 179 [2 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 365. — Promulgation: Loi du 14 avril 1939 (*J. O.* des 17 et 18 avril, p. 4945).

76 — **Indochine. — Pâtes et saumures de poissons.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 25 août 1937 portant suppression en Indochine des droits de sortie sur les pâtes et saumures de poissons. — Voir Table de 1938, p. 51. — M. Bettfert dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 180 [2 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 365. — Promulgation: Loi du 14 avril 1939 (*J. O.* des 17 et 18 avril, p. 4945).

77 — **Indochine. — Sacs, tissus de jute.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 21 juillet 1937 relatif à la suppression au régime de l'admission temporaire des sacs en Indochine et à la tarification douanière des tissus de jute dans cette colonie. — Voir Table de 1938, p. 51. — M. Henri Tasso dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 214 [9 mars], p. 261. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 mai], p. 449. — Promulgation: Loi du 15 juin 1939 (*J. O.* du 18 juin, p. 7679).

78 — **Indochine. — Mais.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 7 juillet 1938 relatif à la non-application, en Indochine, du décret du 3 décembre 1937 concernant l'admission temporaire des maïs en grains destinés à la fabrication de glucoses massés. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 287 [30 mars], p. 343.

79 — **Indochine. — Plants et semences sélectionnés.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 17 mars 1938 complétant le décret du 17 avril 1935 relatif à l'exportation à l'étranger des plants et semences de certaines plantes sélectionnées en Indochine. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 290 [30 mars], p. 343.

80 — **Indochine. — Exportations d'or.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 31 mai 1937 rejetant une délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine, tendant à prohiber les exportations d'or d'Indochine à destination des pays étrangers. — Voir Table de 1938, p. 52. — M. Paul Bachelet dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 483 [22 juin], p. 600.

81 — **Indochine. — Droits de sortie.**

1° Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier la délibération du conseil de gouvernement de l'Indochine du 6 décembre 1935, concernant la réduction des droits de sortie sur les pores exportés à l'étranger. — Voir Table de 1938, p. 51. — M. Paul Bachelet dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 484 [22 juin], p. 600.

2° Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 21 avril 1937 relatif au tarif des droits de sortie en Indochine. Renvoi à la commission des douanes, n° 517 [27 juin], p. 628. — Renvoi, pour avis, à la commission des colonies [14 décembre], p. 706.

82 — **Indochine. — Entrepôt fictif.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 11 septembre 1938 relatif à la réglementation du régime de l'entrepôt fictif en Indochine. Renvoi à la commission des douanes, n° 519 [27 juin], p. 628. — Renvoi, pour avis, à la commission des colonies [14 décembre], p. 706.

83 — **Indochine. — Jus de fruits et de légumes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 10 décembre 1937, rejetant une délibération de la commission permanente du conseil de gouvernement de l'Indochine, demandant la non-application, dans cette colonie, du décret du 9 mars 1937 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 20 avril 1932, en ce qui concerne l'indication d'origine des jus de fruits et des jus de légumes importés. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 573 [30 décembre], p. 843.

84 — **Indochine. — Fontes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 19 avril 1938 relatif à la non-application, en Indochine, du décret du 13 août 1937 modifiant le régime de l'admission tempo-

raire en franchise des fontes hématites d'affinage. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 574 [30 décembre], p. 843.

85 — **Indochine. — Amandes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 20 décembre 1937 relatif à l'admission temporaire en franchise des amandes amères et des amandes douces, avariées et non avariées, importées en Indochine en vue de l'extraction de l'huile fixe. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 575 [30 décembre], p. 843.

86 — **Madagascar. — Fruits et graines oléagineux.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 13 août 1937, approuvant une délibération de la commission permanente des délégations économiques et financières de Madagascar et dépendances demandant la non-application dans cette colonie du décret du 25 novembre 1936 portant modification des droits de douane sur les fruits et graines oléagineux. — Voir Table de 1938, p. 52. — M. Tourman dépose l'avis de la commission des colonies, n° 80 [14 février], p. 139. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [3 mars], p. 243. — Promulgation: Loi du 13 mars 1939 (J. O. du 17 mars, p. 3470).

87 — **Madagascar. — Huiles minérales.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier la délibération du 12 septembre 1935 de la commission permanente des délégations économiques et financières de Madagascar et dépendances, demandant la non-application, dans la colonie, du décret du 29 mai 1935 qui modifie la tarification douanière des huiles de pétrole, de schistes et autres huiles minérales raffinées. — Voir Table de 1938, p. 52. — M. Edouard Néron dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 130 [23 février], p. 188. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 363. — Promulgation: Loi du 14 avril 1939 (J. O. du 18 avril, p. 4943).

88 — **Madagascar. — Farines de froment.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 3 mars 1937 rejetant une délibération des délégations économiques et financières de Madagascar et dépendances tendant à modifier la tarification douanière des farines de froment d'origine étrangère importées dans cette colonie. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 136 [23 février], p. 198.

89 — **Madagascar. — Sacs de jute.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 25 août 1937 relatif au régime douanier des sacs de jute à Madagascar et dépendances. — Voir Table de 1938, p. 52. — M. Tournan dépose l'avis de la commission des colonies, n° 157 [28 février], p. 209. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 280. — Promulgation: Loi du 27 mars 1939 (J. O. du 31 mars, p. 4198).

90 — **Madagascar. — Machines-outils.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 19 avril 1936 relatif au régime douanier, à Madagascar et dépendances, de certains produits (machines-outils). — Voir Table

de 1938, p. 52. — M. Ulmo dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 199 [7 mars], p. 252. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 366. — Promulgation: Loi du 14 avril 1939 (J. O. des 17 et 18 avril, p. 4914).

91 — **Madagascar. — Tarif douanier.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 10 septembre 1937 rejetant partiellement une délibération de la commission permanente des délégations économiques et financières de Madagascar concernant le tarif douanier de Madagascar et dépendances. — Voir Table de 1938, p. 52. — M. Henri Tasso dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 213 [9 mars], p. 261. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 mai], p. 448. — Promulgation: Loi du 15 juin 1939 (J. O. du 18 juin, p. 7679). Rectificatif: J. O. des 19 et 20 juin, p. 7727.

92 — **Madagascar. — Défibreuseuses automatiques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 30 septembre 1936 relatif au régime douanier des défibreuseuses automatiques pour sisal, paka, coir et de leurs pièces détachées, à Madagascar et dépendances. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 288 [30 mars], p. 343.

93 — **Madagascar. — Bougies d'allumage.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 3 mars 1936, rejetant une délibération des délégations économiques et financières de Madagascar et dépendances du 16 octobre 1935 relative au régime douanier des bougies d'allumage importées dans la colonie. — Voir Table de 1938, p. 52. — M. Beaumont dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 356 [25 mai], p. 462. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 juin], p. 600. — Promulgation: Loi du 4 juillet 1939 (J. O. du 7 juillet, p. 8599).

94 — **Madagascar. — Fils de bourrette de soie.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 27 janvier 1938 relatif au régime douanier de certaines catégories de fils de bourrette de soie purs, d'origine étrangère, importés de Madagascar et dépendances. — Voir Table de 1938, p. 52. — M. Léonus Benard dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 358 [25 mai], p. 462. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Tournan, rapporteur, pour avis, de la commission des colonies; Edouard Néron, président de la commission des douanes. Adoption, après modification, de l'article unique du projet de loi [22 juin], p. 601.

95 — **Madagascar. — Réglementation douanière.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 11 mai 1937, qui rejette une délibération de la commission permanente des délégations économiques et financières de Madagascar du 17 décembre 1936 concernant la réglementation douanière dans la colonie de Madagascar et dépendances. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 467 [20 juin], p. 591.

96 — **Madagascar. — Admission temporaire.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 6 janvier 1937 relatif à la réglementation des autorisations d'ad-

mission temporaire dans la colonie de Madagascar et dépendances. Renvoi à la commission des douanes, n° 516 [27 juin], p. 628. — Renvoi, pour avis, à la commission des colonies [14 décembre], p. 706.

97 — **Madagascar. — Dattes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier la délibération du 17 janvier 1936 de la commission permanente des délégations économiques et financières de Madagascar et dépendances, demandant la non-application, à la colonie, du décret du 30 octobre 1935 qui modifie la tarification douanière applicable aux dattes propres à la consommation. Renvoi à la commission des douanes, n° 518 [27 juin], p. 628. — Renvoi, pour avis, à la commission des colonies [14 décembre], p. 706.

98 — **Martinique. — Tarif douanier.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier les délibérations du conseil général de la Martinique relatives à l'application, dans la colonie, des décrets du 2 octobre 1936 qui ont modifié le tarif douanier de certains produits. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 27 [26 janvier], p. 41. — M. Bettfert dépose le rapport n° 326 [31 mars], p. 374. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} juin], p. 468. — Promulgation: Loi du 15 juin 1939 (J. O. du 18 juin, p. 7679).

99 — **Martinique. — Essences de pétrole.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 28 mai 1936 relatif au régime douanier des essences de pétrole à la Martinique. — Voir Table de 1938, p. 52. — M. Tournan dépose l'avis de la commission des colonies, n° 160 [28 février], p. 209. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [28 mars], p. 332. — Promulgation: Loi du 6 avril 1939 (J. O. des 10, 11 et 12 avril, p. 4735.)

100 — **Martinique. — Futailles.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 16 mai 1937 relatif au régime douanier des futailles à la Martinique. — Voir Table de 1938, p. 52. — M. Elby dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 313 [31 mars], p. 374. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 mai], p. 449. — Promulgation: Loi du 15 juin 1939 (J. O. du 18 juin, p. 7679.)

101 — **Martinique. — Fourches et crocs.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 28 septembre 1937 relatif au régime douanier des fourches et crocs à la Martinique. — Voir Table de 1938, p. 52. — M. Ulysse Fabre dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 361 [25 mai], p. 462. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 juin], p. 601. — Promulgation: Loi du 4 juillet 1939 (J. O. du 7 juillet, p. 8599).

102 — **Martinique. — Essences pour moteurs.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 14 mai 1937 relatif au régime douanier des essences destinées à l'avitaillement des appareils aéronautiques de tourisme ainsi qu'aux embarcations à moteur de plaisance dans la colonie de la Martinique. — Voir Table de 1938, p. 52.

— M. de Berny dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 421 [8 juin], p. 510.

103 — **Nouvelle-Calédonie. — Régime douanier.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 1^{er} juillet 1937 relatif au régime douanier de certains produits importés en Nouvelle-Calédonie et dépendances. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 25 [26 janvier], p. 41. — M. Léonus Bénard dépose le rapport n° 324 [31 mars], p. 374. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} juin], p. 468. — Promulgation: Loi du 15 juin 1939 (J. O. du 18 juin, p. 7680.)

104 — **Nouvelle-Calédonie. — Service des douanes.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 13 février 1933 modifiant l'article 95 du décret du 18 mai 1931 qui réglemente le fonctionnement du service des douanes à la Nouvelle-Calédonie et dépendances. — Voir Table de 1938, p. 52. — M. Tournan dépose l'avis de la commission des colonies, n° 81 [14 février], p. 139. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 279. — Promulgation: Loi du 27 mars 1939 (J. O. du 31 mars, p. 4199.)

105 — **Nouvelle-Calédonie. — Indication d'origine.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 1^{er} février 1937 rejetant une délibération du 26 août 1936 de la commission coloniale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances relative à l'indication d'origine de certains produits étrangers. — Voir Table de 1938, p. 53. — M. Tournan dépose l'avis de la commission des colonies, n° 83 [14 février], p. 139. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 279. — Promulgation: Loi du 27 mars 1939 (J. O. du 31 mars, p. 4199.)

106 — **Nouvelle-Calédonie. — Prorogation de mesures douanières.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 15 février 1938 prorogeant certaines mesures douanières en Nouvelle-Calédonie et dépendances. — Voir Table de 1938, p. 53. — M. Léonus Bénard dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 221 [9 mars], p. 261. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [25 mai], p. 449. — Promulgation: Loi du 15 juin 1939 (J. O. du 18 juin, p. 7679).

107 — **Nouvelle-Calédonie. — Peaux.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 22 octobre 1937 relatif aux droits de sortie sur les peaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances. — Voir Table de 1938, p. 53. — M. Beaumont dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 357 [25 mai], p. 462. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [22 juin], p. 601. — Promulgation: Loi du 4 juillet 1939 (J. O. du 7 juillet, p. 8599).

108 — **Océanie. — Abeilles. — Savons.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 18 mars 1936 relatif au régime douanier des abeilles et des savons ordinaires dans les établissements français de l'Océanie. — Voir Table de 1938, p. 53. — M. Eugène

Chanal dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 211 [9 mars], p. 261. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 366. — Promulgation: Loi du 14 avril 1939 (J. O. des 17 et 18 avril, p. 4944).

109 — **Océanie. — Pneumatiques.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 14 août 1936, approuvant une délibération du conseil privé des établissements français de l'Océanie modifiant les droits de douane applicables aux pneumatiques, chambres à air, etc. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 251 [16 mars], p. 303. — M. Carré-Bonvalet dépose le rapport n° 321 [31 mars], p. 374. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [1^{er} juin], p. 468. — Promulgation: Loi du 15 juin 1939 (J. O. du 18 juin, p. 7680.)

110 — **Océanie. — Régime douanier.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier la délibération du conseil privé des établissements français de l'Océanie, du 28 novembre 1935, tendant à modifier le régime douanier de certains articles importés dans la colonie. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 468 [20 juin], p. 591.

111 — **Océanie. — Combustibles importés.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 30 novembre 1937 relatif au régime douanier de certains combustibles importés dans les établissements français de l'Océanie. — Voir Table de 1938, p. 53. — M. Eugène Chanal dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 475 [22 juin], p. 599.

112 — **Océanie. — Indication d'origine.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 9 février 1939 portant rejet d'une délibération du conseil privé des établissements français de l'Océanie relatif à l'indication d'origine en ce qui concerne certains produits étrangers. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 572 [30 décembre], p. 843.

113 — **Réunion (La). — Emballages en métal.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 6 novembre 1937 rejetant une délibération du conseil général de l'île de la Réunion, tendant à exempter des droits de douane les emballages en métal importés dans cette colonie pleins d'essence de pétrole. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 100 [16 février], p. 159.

114 — **Réunion (La). — Sacs de jute.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 10 mai 1937 approuvant une délibération du conseil général de l'île de la Réunion relative au régime douanier des sacs de jute. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 469 [20 juin], p. 591.

115 — **Saint-Pierre et Miquelon. — Menuiserie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 27 novembre 1937 relatif au régime douanier des portes, des fenêtres et des pièces de menuiserie, as-

semblées ou non, importées dans le territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 138 [23 février], p. 198.

116 — **Saint-Pierre et Miquelon. — Amendes et confiscations.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 20 novembre 1937 approuvant une délibération du 12 mai 1937 du conseil d'administration des îles Saint-Pierre et Miquelon relative à la répartition du produit des amendes et confiscations en matière de douane. Renvoi à la commission des douanes et, pour avis, à la commission des colonies, n° 140 [23 février], p. 198.

117 — **Togo. — Indication d'origine.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ratifier le décret du 30 janvier 1936 concernant une délibération du 19 septembre 1935 du conseil d'administration du territoire du Togo relative à l'indication d'origine de certains produits. — Voir Table de 1938, p. 53. — M. Maroger dépose, au nom de la commission des douanes, le rapport n° 173 [2 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 364. — Promulgation: Loi du 14 avril 1939 (J. O. des 17 et 18 avril, p. 4944).

Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 5 à 11, 16, 17, 25 à 27, 30, 35 à 38. — EMPLOIS RÉSERVÉS, 5, 6. — RÉSOLUTIONS, 6, 27.

DOUBLES IMPOSITIONS. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 4, 18.

DROIT DE CORRECTION PATERNELLE. — Voir CODE CIVIL, 1.

DUREE DU TRAVAIL. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 40.

E

ECHANGE DE LETTRES.

— avec la **Finlande.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 11.

— avec le **Japon.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 25.

— avec le **Luxembourg.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 30.

— avec les **Pays-Bas.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 6, 7.

— avec l'**Union belgo-luxembourgeoise.** — Voir DOUANES, 38.

ECHANGES INTERNATIONAUX. — Voir INTERPELLATIONS, 25. — RÉSOLUTIONS, 26.

EGHELLES DU LEVANT ET DE BARBARIE. — Voir CRIMES ET DÉLITS.

ECOLE POLYTECHNIQUE. — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS, 2.

ECONOMIE NATIONALE. — Voir INTERPELLATIONS, 18, 29. — RÉSOLUTIONS, 25, 26.

EGORGE A TAN. — Voir DOUANES, 38.

EDUCATION DES ENFANTS ANORMAUX. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Philip sur l'éducation des enfants

anormaux. Renvoi à la commission de l'enseignement, n° 372 [1^{er} juin], p. 467. — Renvoi, pour avis, à la commission des finances [15 juin], p. 550.

EFFETS DE COMMERCE.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification: 1° du décret du 30 juillet 1937 relatif aux échéances et aux protêts des effets de commerce; 2° du décret du 31 août 1937 relatif aux échéances des effets de commerce. Renvoi à la commission du commerce, n° 96 [16 février], p. 159.

2 — Proposition de loi tendant à compléter la loi du 7 juillet 1925 relative au report de l'échéance des effets de commerce. — Voir Table de 1937, p. 61. — Vote de la question préalable [16 février], p. 159.

EGYPTE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 3.

ELECTION DES DEPUTES.

1 — **Vote obligatoire.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henry Bourdeaux tendant à instituer le vote obligatoire dans les élections législatives, cantonales et municipales et à l'assortir du vote par correspondance. Renvoi à la commission relative à l'élection des députés, n° 3 [17 janvier], p. 28.

2 — Représentation proportionnelle.

1° Dépôt d'une proposition de loi de M. Mireaux sur la réforme électorale tendant à réaliser la représentation proportionnelle. Renvoi à la commission relative à l'élection et à la durée du mandat des députés (nommée le 3 juillet 1924), n° 56 [7 février], p. 88.

2° Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'élection des députés. Renvoi à la commission relative à l'élection et à la durée du mandat des députés, nommée le 3 juillet 1924, n° 530 [2 septembre], p. 640.

3 — **Attribution d'un député à la Nouvelle-Calédonie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à attribuer un député à la Nouvelle-Calédonie. Renvoi à la commission relative à l'élection et à la durée du mandat des députés, nommée le 3 juillet 1924 et, pour avis, à la commission des colonies, n° 336 [16 mai], p. 421.

4 — **Régime électoral.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux, relative au régime électoral. Renvoi à la commission relative à l'élection et à la durée du mandat des députés, nommée le 3 juillet 1924, n° 551 [14 décembre], p. 706.

ELECTIONS SENATORIALES. — M. Achille Naudin dépose et lit les rapports sur les élections sénatoriales: 1° du département de l'Ain. Admission de MM. ALBERT FOUILLOUX, TONY RÉVILLON, EUGÈNE CHANAL; 2° du département de l'Aisne. Admission de MM. HACHETTE, RILLART DE VERNEUIL, DESJARDINS, EMILE ROUSSEL; 3° du département de l'Allier. Admission de MM. ALBERT PEYRONNET, BÉAUMONT, MARX DORMOY. — M. Louis Gros dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département des Basses-Alpes. Admission de MM. DE COURTOIS, ANDRÉ HONNORAT. — M. Even dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département des Hautes-Alpes.

Admission de M. TOY-RIONT. — M. Antoine Borrel dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département des Alpes-Maritimes. Admission de MM. JEAN MÉDECIN, LOUIS LOUIS-DREYFUS. — M. Manuel Fourcade dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de l'Ardèche. Admission de MM. PAVIN DE LAFARGE, PIERRE LAUTIER, MARCEL ASTIER. — M. Paul Fleuret dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département des Ardennes. Admission de MM. LEGUET, HANNOTIN, LABBÉ. — M. Turlier dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de l'Ariège. Admission de MM. PAUL LAFFONT, J.-P. RAMBAUD. — M. Dormann dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de l'Aube. Admission de MM. ARMBRUSTER, CONVERSEY, MONSACRÉ. — M. Caillier dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de l'Aude. Admission de MM. JACQUES GUILHEM, CLÉMENT RAYNAUD, ALBERT SARRAUT. — M. Georges Maurice dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de l'Aveyron. Admission de MM. COUCOUREUX, MONSSERVIN, MAROGER. — M. Ulysse Fabre dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département des Bouches-du-Rhône. Admission de MM. DELPUECH, SCHRAMMECK, HENRI TASSO, LÉON BON. — M. Mireaux dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Calvados. Admission de MM. BOIVIN-CHAMPEAUX, CAUTRU, D'HARCOURT. — M. Jacquy dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Cantal. Admission de MM. DAUZIER, STANISLAS DE CASTELLANE. — M. René Héry dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Charente. Admission de MM. BABAUD-LACROZE, RENÉ GOUNIN, JAMES HENNESSY. — M. Guilhem dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Charente - Inférieure. Admission de MM. WILLIAM BERTRAND, MAURICE PALMADE, CHAPSAL, CARRÉ-BONVALET. — M. Léopold Robert dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Cher. Admission de MM. PLAISANT, LAUDIER, ANDRÉ BRETON. — M. Léon Béard dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Corrèze. Admission de MM. HENRI QUEUILLE, FRANÇOIS LABROUSSE, DE CHAMMARD. — M. Drivet dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Corse. Admission de MM. PITTI-FERRANDI, GIACOBBI, LEDERLIN. — M. Le Pelletier dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Côte-d'Or. Admission de : MM. EMILE VINCENT, JOSSOT, CHAUVEAU. — M. Chassaing dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département des Côtes-du-Nord. Admission de MM. BETFERT, YVES BOUGUEN, PIERRE MICHEL, DE KERGARIOU, EVEN. — M. Alfred Brard dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Creuse. Admission de MM. CAMILLE FERRAND, AUGUSTE CHAMBONNET, HENRI ALHÉRIÈRE. — M. Dépierra dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Dordogne. Admission de MM. GADAUD, BELS, SIRBYJOL, MARCEL MICHEL. — M. Sénès dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Doubs. Admission de MM. JEAN FABRY, MAURICE BAUFLE, GEORGES PERNOT. — M. Robert Belmont dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de la Drôme. Admission de MM. PERDRIX, FRANÇOIS EYnard, FÉLIX ROZIER. — M. Georges Uïmo dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département de l'Eure. Admission de MM. JOIN-LAMBERT, LÉON LAUVRAY, JOSSE. — M. Serlin dépose et lit le rapport sur les

élections sénatoriales du département d'Eure-et-Loir. Admission de MM. VALADIER, GAUTRON, GILBERT. — M. Bourdeaux dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Finistère. Admission de MM. QUEINNEC, LE JEUNE, LE GORGEU, DU FRÉTAY, LANCIEU. — M. Taurines dépose et lit le rapport sur les élections sénatoriales du département du Gard. Admission de MM. GASTON BAZILE, MOURIER, BRUGUIER. — M. de La Grandière dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale de la Guadeloupe. Admission de M. HENRY BÉRENGER. — M. Hachette dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale de la Réunion. Admission de M. LÉONUS BÉNARD [11 janvier], p. 5 à 16. — M. Even dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département des Hautes-Alpes. Admission de M. DE ROTHSCHILD [31 janvier], p. 64. — M. Achille Naudin dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département des Vosges. Admission de M. GAILLEMIN [2 mars], p. 229. — M. René Hachette dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département d'Alger [1^{er} juin], p. 466. Admission de M. ANDRÉ MALLARMÉ [8 juin], p. 511. — M. André-J.-L. Breton dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de l'Oise. Admission de M. WARUSFEL. — M. Béluet dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département du Jura. Admission de M. POINTAIRE [1^{er} décembre], p. 684. — M. Babaud-Lacroze dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale du département de l'Hérault. Admission de M. ALBERTINI [7 décembre], p. 701.

ELEVAGE NATIONAL. — Voir INTERPELLATIONS, 5.

EMBALLAGES EN METAL. — Voir DOUANES, 113.

EMBLEME DE LA CROIX-ROUGE. — Voir CROIX-ROUGE.

EMISSIONS POLITIQUES RADIODIFFUSES. — Voir RÉOLUTIONS, 8.

EMPLOIS RESERVES.

1 — **Travaux publics.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier le tableau annexé à la loi du 30 janvier 1923, modifiée et complétée par la loi du 21 juillet 1927, en ce qui concerne les emplois ressortissant à l'administration des travaux publics. — Voir Table de 1938, p. 54. — Promulgation: Loi du 6 janvier 1939 (J. O. du 7 janvier, p. 410).

2 — **Ecole polytechnique.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à substituer l'emploi d'adjoint au comptable du matériel de l'école polytechnique à celui de comptable du matériel de ladite école, dans le tableau A annexé à la loi du 30 janvier 1923 réservant des emplois aux anciens militaires pensionnés pour infirmités de guerre ainsi qu'aux veuves et aux orphelins de guerre. — Voir Table de 1938, p. 54. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [19 janvier], p. 35. — Promulgation: Loi du 25 janvier 1939 (J. O. du 28 janvier, p. 1354).

3 — **Grande chancellerie de la Légion d'honneur.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier le mode de recrutement du chef surveillant des hommes de services de l'administration centrale de la grande

chancellerie de la Légion d'honneur. — Voir Table de 1938, p. 54. — M. Maroselli dépose, au nom de la commission de l'hygiène, le rapport n° 52 [2 février], p. 79. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 mars], p. 280. — Promulgation: Loi du 24 mars 1939 (J. O. du 26 mars, p. 3926).

4 — **Gardiens de bureau.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier la proportion des emplois réservés aux gardiens de bureau. Renvoi à la commission de l'armée, n° 99 [16 février], p. 158.

5 — **Préposé des douanes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à classer dans la troisième catégorie l'emploi réservé de préposé des douanes, actuellement rangé en quatrième catégorie. Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 148 [28 février], p. 208.

6 — **Dame dactylographe des douanes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ajouter au tableau F annexé à la loi du 30 janvier 1923 l'emploi de dame dactylographe des services extérieurs des douanes. Renvoi à la commission de l'hygiène et, pour avis, à la commission des finances, n° 333 [16 mai], p. 414. — M. Maurice Dormann dépose le rapport n° 448 [15 juin], p. 551.

7 — **Recettes buralistes de 2^e classe.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à élever de 400 à 2.500 fr. le revenu annuel des recettes buralistes de 2^e classe pour lesquelles un droit spécial de préférence est accordé par l'article 5, paragraphe 6, de la loi du 30 janvier 1923, modifiée par celle du 21 juillet 1928, aux invalides de guerre domiciliés dans la commune. Renvoi à la commission des finances, n° 233 [14 mars], p. 281. — M. Abel Gardey dépose le rapport n° 285 [30 mars], p. 343. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 384. — Promulgation: Loi du 4 avril 1939 (J. O. du 6 avril, p. 4511). — Rectificatif: J. O. du 7 avril, p. 4544.

8 — **Recrutement dans les administrations et services de l'Etat.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. André-J.-L. Breton, relative à la priorité à accorder aux candidats aux emplois réservés inscrits dans les listes de classement en vue du recrutement à titre temporaire dans les administrations, services et établissements de l'Etat, pendant la durée des hostilités. Renvoi à la commission de l'armée, n° 556 [15 décembre], p. 713.

Voir ALGÉRIE, 4.

ENFANTS. — Voir CODE DU TRAVAIL, 3. — CODE PÉNAL, 3, 4. — CONVENTIONS ET TRAITÉS, 1, 2. — EDUCATION DES ENFANTS ANORMAUX. — PROTECTION DE L'ENFANCE.

ENGRAIS COMPOSES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 31 août 1937 tendant à réglementer la fabrication et le commerce des engrais composés. — Voir Table de 1938, p. 54. — Promulgation: Loi du 21 janvier 1939 (J. O. du 24 janvier, p. 1194).

ENQUETE SUR LA GESTION DU MINISTERE DES POSTES. — Voir INTERPELLATIONS, 3.

ENREGISTREMENT. — Voir ACTES SOUS SEINGS PRIVÉS. — AÉRONEFS.

ENSEIGNEMENT.

1 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, portant création d'une caisse de solidarité pour les membres de l'enseignement bénéficiaires de la loi du 30 avril 1921, article 71 (n° 283, année 1930). — Vote de la question préalable [2 mars], p. 230.

2 — Projet de loi portant modification du régime des internes fixé par la loi du 21 décembre 1880 concernant l'enseignement secondaire des jeunes filles (n° 429, année 1935). — Voir Table de 1935, p. 60. — Vote de la question préalable [2 mars], p. 230.

3 — Proposition de loi tendant à organiser des cours complémentaires ruraux (n° 340, année 1932). — Vote de la question préalable [2 mars], p. 230.

4 — Projet de loi organisant un enseignement post-scolaire agricole annexé aux cours complémentaires (n° 473, année 1931). — Vote de la question préalable [2 mars], p. 230.

Voir INTERPELLATIONS, 12, 15. — RÉOLUTIONS, 10, 24.

ENTREPOT FICTIF. — Voir DOUANES, 82.

EQUATEUR. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 37.

EQUIHEN (Pas-de-Calais). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ériger en commune distincte la section de la plage d'Equihen qui dépend actuellement de la commune d'Outreau (département du Pas-de-Calais). — Voir Table de 1937, p. 63. — M. des Rotours dépose, au nom de la commission d'administration, le rapport n° 185 [2 mars], p. 238. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [14 mars], p. 280. — Promulgation: Loi du 4 avril 1939 (J. O. du 5 avril, p. 4470).

ESPAGNE. — Voir CRÉDITS, 7. — INTERPELLATIONS, 1, 16.

ESSENCES.

-- de pétrole. — Voir DOUANES, 99.

-- pour moteurs. — Voir DOUANES, 102.

ETABLISSEMENTS PUBLICS. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter la loi du 8 janvier 1905 supprimant l'autorisation nécessaire aux communes et aux établissements publics pour ester en justice, et à subordonner l'exercice des actions judiciaires contre les établissements publics au dépôt d'un mémoire préalable. Renvoi à la commission de l'administration, n° 168 [2 mars], p. 228.

ETRANGERS. — Voir FILS D'ETRANGERS NÉS EN FRANCE. — ETRANGERS LOGEURS EN GARNI.

-- combattants. — Voir NATURALISATION, 3.

-- travaillant en France. — Voir ARMÉE, 7.

ETRANGERS LOGEURS EN GARNI. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boivin-Champeaux ayant pour objet de soumettre au régime de l'autorisation les étrangers en garni. Renvoi à la commission de l'administration, n° 331 [11 mai], p. 397.

EXECUTANTS DU SPECTACLE. — Voir CAISSE DE RETRAITES.

EXECUTIONS JUDICIAIRES. — Proposition de loi tendant à suspendre les exécutions judiciaires jusqu'au 31 décembre 1937. — Voir Table de 1937, p. 66. — Vote de la question préalable [16 février], p. 159.

EXPORTATIONS. — Voir DOUANES, 8 à 12, 63, 76, 79, 80, 81, 107.

EXPOSITION DE 1937. — Voir INTERPELLATIONS, 10.

EXPOSITION INTERNATIONALE DE 1948. — Voir RÉSOLUTIONS, 19.

EXPOSITIONS (Fermeture hebdomadaire). — Voir CODE DU TRAVAIL, 1.

EXPROPRIATION.

1 — Proposition de loi tendant à compléter l'article 28 de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (n° 586, année 1930). — Vote de la question préalable [16 février], p. 159.

2 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Antoine Borrel concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique. Renvoi à la commission de législation, n° 228 [9 mars], p. 270.

EXTRACTIONS DE MATERIAUX DANS LE LIT DES COURS D'EAU. — Voir AGENTS COMMUNAUX ET DÉPARTEMENTAUX.

F

FAMILLE NOMBREUSE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maulion, relative à la protection des familles nombreuses et à la reprise de la construction par l'allocation familiale-logement. Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 439 [15 juin], p. 551. — Renvoi, pour avis, à la commission des finances [27 juin], p. 624.

Voir RÉSOLUTIONS, 14.

FAMILLE PAYSANNE. — Voir RÉSOLUTIONS, 2.

FARINE. — Voir DOUANES, 57, 70, 88.

FEMMES. — Proposition de loi tendant à permettre aux femmes l'accès aux professions de notaire et d'avoué. — Voir Table de 1929, p. 376. — Vote de la question préalable [16 février], p. 159.

Voir COLONIES, 1, 4, 5. — DIVORCE. — MARIAGE. — NATIONALITÉ, 1.

FERMETURE HEBDOMADAIRE. — Voir CODE DU TRAVAIL, 1.

FERRAILLES. — Voir DOUANES, 8.

FETE NATIONALE DU 14 JUILLET. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, portant ouverture d'un crédit pour la célébration de la fête du 14 juillet. — Voir Table de 1937, p. 56. — Vote de la question préalable [19 janvier], p. 34.

FIÈVRE APTEUSE. — Voir INTERPELLATIONS, 5.

FILES DE COTON. — Voir DOUANES, 47.

FILMS CINÉMATOGRAPHIQUES. — Voir DOUANES, 44.

FILMS ÉDUCATIFS. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 39.

FILS DE BOURRETTE DE SOIE. — Voir DOUANES, 94.

FILS D'ÉTRANGERS NÉS EN FRANCE ET RESIDANT EN TUNISIE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 17 juin 1938 relatif à la condition des fils d'étrangers nés en France et résidant en Tunisie. Renvoi à la commission de législation, n° 413 [6 juin], p. 496. — Renvoi, pour avis, à la commission des affaires étrangères [8 juin], p. 510.

FINLANDE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 11.

FONCTIONNAIRES.

1 — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Join-Lambert et Coucoureux, tendant à rendre plus rapide l'avancement des fonctionnaires chargés de famille. Renvoi à la commission de l'administration, n° 35 [26 janvier], p. 41.

2 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à instituer: 1° un statut général des fonctionnaires; 2° un statut des fonctionnaires des administrations centrales et locales. Renvoi à la commission de l'administration, n° 191 [3 mars], p. 242.

Voir PENSIONS, 1.

FONTES. — Voir DOUANES, 84.

FOURCHES ET GROCS. — Voir DOUANES, 101.

FOURNITURE DE MATÉRIEL AUX LABORATOIRES D'ENSEIGNEMENT. — Voir RÉSOLUTIONS, 18.

FOURS DE CARBONISATION. — Voir DOUANES, 48.

FRAIS DE JUSTICE EN MATIÈRE PRUD'HOMMALE. — Voir ALSACE ET LORRAINE, 5.

FRANÇAIS.

— **blessé en Ethiopie.** — Voir PENSIONS, 3.

— **de Russie.** — Voir SINISTRÉS FRANÇAIS DE RUSSIE.

— **d'Espagne.** — Voir CRÉDITS, 7.

FRANCE. — Voir ATTEINTES À L'INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE NATIONAL.

FRAUDE (Vente des objets en écaille et en ivoire). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à réprimer les fraudes dans la vente des objets en écaille et en ivoire. — Voir Table de 1938, p. 55. — M. Edouard Rousseau dépose, au nom de la commission du commerce, le rapport n° 170 [2 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [31 mars], p. 383. — Promulgation: Loi du 21 avril 1939 (J. O. du 22 avril, p. 5199.)

FUTAILLES. — Voir DOUANES, 24, 100.

G

GABON. — Voir DOUANES, 51.

GAMBETTA. — Voir CRÉDITS, 1.

GARDIENS DE BUREAU. — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS, 4.

GAS OILS. — Voir DOUANES, 58.

GELEES DE DÉCEMBRE 1938. — Voir CALAMITÉS AGRICOLES. — RÉSOLUTIONS, 3.

GESTION DU MINISTÈRE DES POSTES. — Voir INTERPELLATIONS, 3.

GRACE AMNISTIANTE. — Voir AMNISTIE, 2.

GRAISSES DE POISSON. — Voir DOUANES, 66.

GRANDE-BRETAGNE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 16 à 18.

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGIION D'HONNEUR. — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS, 3.

GRAPHITE. — Voir DOUANES, 16.

GRECE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 5.

GUADELOUPE. — Voir COLONIES, 3 à 5. — DOUANES, 52 à 56.

GUERRE. — Voir ARMÉE. — CAISSE AUTONOME DE GESTION. — CRÉDITS, 4. — LOYERS ET FERMAGES, 6. — ORGANISATION JUDICIAIRE, 3. — POUVOIRS EXCEPTIONNELS AU GOUVERNEMENT, 2. — VICTIMES D'OPÉRATIONS DE GUERRE.

GUINGAMP (Dépôt de remonte de). — Voir INTERPELLATIONS, 4.

GUYANE. — Voir DOUANES, 57, 58.

H

HABITATIONS À BON MARCHÉ. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Thoumyre, tendant à la refonte et à la codification de la législation sur les habitations à bon marché. Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 441 [15 juin], p. 551.

HAYE-PESNEL (Canton de la) (Manche). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à rattacher à l'arrondissement d'Avranches le canton de la Haye-Pesnel qui dépend actuellement de l'arrondissement de Coutances (département de la Manche). Renvoi à la commission de l'administration, n° 471 [22 juin], p. 599.

HEURE LÉGALE. — Voir RÉSOLUTIONS, 32.

HONGRIE. — Voir CRÉANCES SUR LES LIQUIDATIONS DE BIENS HONGROIS.

HOTELIERS. — Voir CODE PÉNAL, 1. — LOYERS ET FERMAGES, 5.

HOTELS MEUBLES. — Voir CODE PÉNAL, 1. — LOYERS ET FERMAGES, 5. — OBJETS CHARGÉS.

HOUILLE. — Voir DOUANES, 39.

HUILES.

— essentielles. — Voir DOUANES, 31.

— de pétrole. — Voir DOUANES, 87.

— raffinées. — Voir DOUANES, 71.

HYGIENE ET PROPHYLAXIE MENTALES.

— Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de prévenir des délits et des crimes par des mesures d'hygiène mentale et de prophylaxie criminelle. Renvoi à la commission de législation, n° 55 [7 février], p. 88. — Renvoi, pour avis, à la commission de l'hygiène [16 février], p. 158.

I

IMMATRICULATION DES BATEAUX. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 34.

IMMEUBLES.

1 — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maulion, relative aux attributions des pouvoirs publics en vue d'assurer l'assainissement des immeubles et la reprise de la construction. Renvoi à la commission de l'administration, n° 22 [26 janvier], p. 41. — M. Maulion dépose le rapport n° 492 [22 juin], p. 608.

2 — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Fernand Monsacré, Maurice Baufle et Ulysse Fabre tendant à soumettre à la prescription de deux ans les actions en nullité des ventes d'immeubles mal lotis. Renvoi à la commission de législation civile et criminelle, n° 558 [26 décembre], p. 746.

IMMIGRATION. — Voir INTERPELLATIONS, 20.

IMMUNITES DES NAVIRES D'ETAT. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 41.

IMPORTATIONS. — Voir DOUANES, 1 à 7, 39 à 42, 44 à 47, 49, 51, 59, 60, 67.

INCENDIE DU PAQUEBOT « PARIS ». — Voir INTERPELLATIONS, 22.

INCORPORATION DES ETRANGERS TRAVAILLANT EN FRANCE. — Voir ARMÉE, 7.

INDE FRANÇAISE. — Voir DOUANES, 59, 60.

INDES NEERLANDAISES. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 6, 7.

INDICATION D'ORIGINE. — Voir DOUANES, 50, 69, 105, 112, 117.

INDOCHINE. — Voir DOUANES, 61 à 85.

INSERTIONS LEGALES ET JUDICIAIRES.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Dormann, ayant pour objet de réglementer les insertions légales et judiciaires. Renvoi à la commission de législation, n° 440 [15 juin], p. 551.

INSPECTION DE LA NAVIGATION DE LA SEINE. — Voir SERVICE D'INSPECTION DE LA NAVIGATION.

INSTITUT PASTEUR. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 7.

INTERPELLATIONS.

1 — **Politique extérieure du Gouvernement.** — Demandes d'interpellation:

1° De M. Marcel Cachin sur les affaires d'Espagne et la politique extérieure du Gouvernement;

2° De M. Henry Bérenger sur la politique extérieure du Gouvernement;

3° De M. Marcel Plaisant sur la politique extérieure du Gouvernement [17 janvier], p. 26, 27;

4° De M. Charles Reibel sur la politique extérieure du Gouvernement, et en particulier sur les raisons pour lesquelles, seule ou presque seule de toutes les nations européennes, la France n'a pas encore de représentant auprès du général Franco. Fixation de la discussion des interpellations ci-dessus au 7 février [26 janvier], p. 41. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Retrait de l'interpellation de M. Henry Bérenger. MM. Marcel Cachin, Marcel Plaisant, Charles Reibel, Henry Lémery, Paul-Boncour, Georges Bonnet, *ministre des affaires étrangères*; Alexandre Millerand, Jean Taurines. Vote de la clôture. Ordre du jour de M. Joseph Caillaux et plusieurs de ses collègues: M. Edouard Daladier, *président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre*. Explications de vote MM. Hachette, le comte Louis de Blois. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Joseph Caillaux et plusieurs de ses collègues [7 février], p. 89, 104;

5° Demande d'interpellation de M. Charles Reibel à M. le ministre des affaires étrangères sur la nécessité pour le Parlement d'être renseigné officiellement, avec précision et exactitude, sur la politique extérieure de la France et, en particulier, sur la date à laquelle seront publiés, d'une part, les documents relatifs aux négociations qui ont précédé et suivi l'accord de Munich, et, d'autre part, la note italienne du 17 décembre 1938 et la réponse française qui y a été faite. Fixation ultérieure de la date de discussion [28 mars], p. 331.

2 — **Marine marchande.** — Demande d'interpellation: 1° de M. Hachette à M. le ministre de la marine marchande sur la situation de la marine marchande française. Fixation de la discussion au 14 février; 2° de M. Rio sur la situation de la marine marchande et les moyens d'assurer son exploitation et son développement. Jonction de la discussion de l'interpellation à celle de M. Hachette [17 janvier], p. 26. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. — MM. René Hachette, Rio, Louis Louis-Dreyfus, Farjon. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [14 février], p. 139, 149. — Suite de la discussion: MM. Mario Roustan, de Chappedelaine, *ministre de la marine marchande*, James Hennessy, Rio, Josse. Ordre du jour de M. Hachette et plusieurs de ses collègues. Adoption [16 février], p. 160.

3 — **Gestion du ministère des postes.** — Interpellation de MM. Babaud-Lacroze et Jean Philipp sur les conclusions de la commission d'enquête, instituée au Sénat le 27 janvier 1937, sur les abus qui s'étaient produits dans l'administration des postes et les sanctions qu'ils comportent. — Voir Table de 1938, p. 57. — Rappel de l'interpellation. Jonction de la discussion à celle des conclusions du rapport de M. Paul Laffont sur le ministère des postes [17 jan-

vier], p. 27. — Fixation de la discussion au 21 mars [19 janvier], p. 34. — Renvoi à une date ultérieure de la discussion; MM. Paul Laffont, Babaud-Lacroze [5 mars], p. 262. — Fixation de la discussion au 25 mai [11 mai], p. 397. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. MM. Paul Laffont, *rapporteur de la commission du commerce*; Jean Philip, Babaud-Lacroze. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [25 mai], p. 450. — Suite de la discussion. MM. Victor Lourties, *vice-président de la commission du commerce*; Lefas, Albert Peyronnet, Alexandre Bachelet, Léon Perrier, Emile Bender, *président de la commission du commerce*; Jules Julien, *ministre des postes, télégraphes et téléphones*; Paul Laffont, *rapporteur*. Ordres du jour: 1° de MM. Jean Philip et Babaud-Lacroze; 2° de MM. Loubat, Bender, Peyronnet et Lourties. Observation de M. Jean Philip. Vote de l'ordre du jour de MM. Loubat, Bender, Peyronnet et Lourties [1^{er} juin], p. 469, 479.

4 — **Dépôt de remonte de Guingamp (Achats de chevaux).** — Interpellation de M. Thibault sur les raisons qui ont pu empêcher M. le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, de répondre à une lettre qu'il lui avait adressée à la date du 12 juillet, dans laquelle il lui demandait de bien vouloir lui adresser la liste de tous les régiments d'artillerie et d'infanterie où ont été affectés depuis le début de 1938 les chevaux achetés par le dépôt de remonte de Guingamp, à seule fin qu'il puisse, en usant de son droit de parlementaire, inspecter et établir un rapport faisant ressortir les erreurs commises dans l'achat d'un certain nombre de chevaux au détriment du budget de la défense nationale. — Voir Table de 1938, p. 57. — Fixation de la discussion au 26 janvier [17 janvier], p. 27. — Discussion. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. MM. Albert Thibault, Lancien, Henri Queuille, *ministre de l'agriculture*; Daniel-Vincent, *président de la commission de l'armée*. Clôture de l'incident [26 janvier], p. 49.

5 — **Élevage national. — Fièvre aphteuse.** — Interpellation de M. Beaumont sur les moyens nettement insuffisants mis à la disposition des éleveurs pour lutter contre les maladies des animaux, et plus spécialement contre la fièvre aphteuse qui a infligé des pertes désastreuses à notre élevage national. — Voir Table de 1938, p. 56. — Fixation de la discussion au 26 janvier [17 janvier], p. 27. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. MM. Beaumont, Louis Linÿer, Edouard Néron, de La Grandière, Henri Queuille, *ministre de l'agriculture*. Ordre du jour de MM. Beaumont, Borgeot et Carré-Bonvalet. Adoption [26 janvier], p. 41.

6 — **Accord d'Alexandrette. — Politique avec la Turquie.** — Interpellation de M. Gautherot sur l'accord d'Alexandrette et l'ensemble de notre politique avec la Turquie. — Voir Table de 1938, p. 57. — Fixation de la discussion au 26 janvier [17 janvier], p. 27.

7 — **Décrets-lois.** — Interpellation de M. Manuel Fourcade sur les décrets-lois pris en vertu de la loi du 13 avril 1938. — Voir Table de 1938, p. 57. — Fixation ultérieure de la date de discussion [17 janvier], p. 27.

8 — **Aviation militaire. — Production aéronautique.** — Interpellation de M. Maroselli sur l'état de notre aviation militaire en général et, en particulier, sur les me-

sures que le ministre de l'air compte prendre pour remédier à l'insuffisance de notre production aéronautique. — Voir Table de 1938, p. 57. — Fixation ultérieure de la date de discussion [17 janvier], p. 27.

9 — **Commerce de détail.** — Interpellation de M. Victor Constant sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer le salut du commerce de détail. — Voir Table de 1938, p. 57. — Rappel de l'interpellation [17 janvier], p. 26. — Fixation de la discussion au 21 février [31 janvier], p. 64. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. MM. Victor Constant, François-Saint-Maur, Fernand Gentin, *ministre du commerce*; Raymond Patenôtre, *ministre de l'économie nationale*. Ordre du jour de M. Victor Constant et plusieurs de ses collègues. Adoption [21 février], p. 176.

10 — **Légion d'honneur.** — **Exposition de 1937.** — Interpellation de M. Jean Philip sur la manière dont a été préparée et établie la promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur à l'occasion de l'exposition de 1937. — Voir Table de 1938, p. 57. — Fixation ultérieure de la date de discussion [17 janvier], p. 27.

11 — **Politique coloniale du Gouvernement.** — Interpellation de M. Mario Rouston sur la politique coloniale du Gouvernement. Voir Table de 1938, p. 57. — Fixation ultérieure de la date de discussion [17 janvier], p. 27.

12 — **Enseignements du 1^{er} et du 2^e degré.** — Interpellation de M. Léon Bérard sur l'organisation des enseignements dits du 1^{er} et du 2^e degré et sur les réformes qui ont été réalisées en cette matière par voie d'arrêtés et de décrets. — Voir Table de 1938, p. 57. — Fixation de la discussion au 16 février [17 janvier], p. 27. — Fixation de la discussion au 23 mars [7 mars], p. 252. — Fixation ultérieure de la date de discussion. Observations de M. Léon Bérard et Jean Zay, *ministre de l'éducation nationale* [27 juin], p. 624.

13 — **Mise en état des sorties de Paris en cas d'évacuation.** — Demande d'interpellation de M. André Morizet à M. le ministre des travaux publics sur les travaux qu'il est nécessaire d'entreprendre immédiatement pour mettre les sorties de Paris en état de rendre possible, le cas échéant, une évacuation rapide. Fixation ultérieure de la date de discussion [2 février], p. 79. — Fixation de la discussion au 23 février [7 février], p. 88. — Discussion. Demande, par M. de Monzie, *ministre des travaux publics*, de la jonction des interpellations inscrites à l'ordre du jour. Adoption. Désignation de commissaires du Gouvernement. M. André Morizet. Observations de M. de Monzie, *ministre des travaux publics*, et de M. le président. Décision du Sénat de ne joindre que les interpellations relatives à la coordination du rail et de la route. Suite de la discussion de l'interpellation de M. André Morizet: MM. Antoine Borrel, Auguste Mounié, Albert Sarraut, *ministre de l'intérieur*; de Monzie, *ministre des travaux publics*. Clôture de l'incident [23 février], p. 189.

14 — **Coordination des moyens de transport.**

1^o Demande d'interpellation de M. Robert Thoumyre à M. le ministre des travaux publics sur la politique suivie par le Gouvernement en matière de coordination des moyens de transport et sur les résultats qu'en obtient la Société nationale des chemins de fer français. Fixation de la discussion au 23 février [7 février], p. 88.

2^o Demande d'interpellation de M. Guérin à M. le ministre des travaux publics sur les conditions dans lesquelles s'effectue, dans certains départements, la coordination du rail et de la route. Fixation de la discussion au 23 février [14 février], p. 138.

3^o Demande d'interpellation de M. Henri Maupoil à M. le ministre des travaux publics en vue de connaître: 1^o les raisons qui ont motivé les suppressions totales ou partielles des trains sur certaines lignes de chemins de fer et de services d'autocars; 2^o les organismes, les collectivités ou les personnes consultés pour avis en vue d'opérer ces suppressions, faites de façons inconsidérées, sans tenir compte de l'intérêt des usagers ni du sort des nombreux agents brusquement déplacés; 3^o quelles mesures le ministre compte prendre pour assurer le transport des voyageurs et des marchandises dans ces régions complètement isolées par ces suppressions hâtives et par trop rigoureuses. Fixation de la discussion au 23 février [16 février], p. 158. — Discussion des interpellations. M. Robert Thoumyre, de Monzie, *ministre des travaux publics*. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [23 février], p. 198. — Suite de la discussion. MM. Guérin, Henri Maupoil, Anatole de Monzie, *ministre des travaux publics*; Beaumont, Maurice Bauffe, René Converset. Renvoi de la suite de la discussion à une prochaine séance [28 février], p. 209, 221. — Suite de la discussion. MM. François-Saint-Maur, Paul Lafont, A. de Monzie, *ministre des travaux publics*; Paul Fleurot, Georges Maurice, Jean Valadier, Robert Thoumyre, Jules Wolff. Ordres du jour: 1^o de M. Robert Thoumyre; 2^o de M. Guérin. Vote de l'ordre du jour pur et simple [2 mars], p. 231.

15 — **Vacances dans l'enseignement public.** — Demande d'interpellation de M. François Labrousse à M. le ministre de l'éducation nationale sur les raisons qui ont motivé le décret du 14 février 1939 relatif à l'extension des jours de vacances dans l'enseignement public. Fixation ultérieure de la date de discussion [16 février], p. 158.

16 — **Décret du gouvernement espagnol.** — Demande d'interpellation de M. Charles Reibel à M. le ministre des affaires étrangères sur le point de savoir si le décret récemment publié par le gouvernement espagnol comme pris à l'ambassade d'Espagne à Paris est authentique ou s'il constitue un faux et quelles mesures a prises ou compte prendre le Gouvernement français, soit pour protester contre ce faux, soit, au cas où le document serait authentique, pour empêcher que s'institue en France une sorte de Coblenze à rebours aussi contraire à nos intérêts nationaux qu'au principe de la non-intervention. Fixation ultérieure de la date de discussion [21 février], p. 174.

17 — **Poursuites contre les agriculteurs.** — Demande d'interpellation de M. Veysière sur les poursuites exercées contre les agriculteurs qui préparent eux-mêmes la farine nécessaire à leur consommation familiale. Observation de M. Veysière. Fixation ultérieure de la date de discussion [21 février], p. 174.

18 — **Relèvement de l'économie nationale.** — Demande d'interpellation de M. Provost-Dumarchais sur les moyens que le Gouvernement compte prendre pour relever les prix des denrées agricoles et rendre au paysan le pouvoir d'achat, seul

moyen de relèvement de l'économie nationale. Fixation ultérieure de la date de discussion [28 février], p. 208.

19 — **Lois sociales dans l'agriculture.** — Demande d'interpellation de M. Cassez sur l'application dans l'agriculture des lois sociales et de mutualité. Fixation ultérieure de la date de discussion [3 mars], p. 242.

20 — **Immigration et naturalisation.** — Demande d'interpellation de M. Louis Linÿer à M. le président du conseil, à l'effet de savoir, en présence de la dénatalité française, du grand nombre d'étrangers résidant en France et de l'importance des demandes de naturalisation, quelle est la politique du Gouvernement en matière d'immigration et de naturalisation, en vue de sauvegarder les qualités essentielles de la nation et de la civilisation française. Fixation ultérieure de la date de discussion 19 mars [14 mars], p. 261. — Fixation de la discussion au 30 mars [14 mars], p. 278. — Renvoi à une date ultérieure de la discussion [28 mars], p. 331.

21 — **Allocations familiales.** — Demande d'interpellation de M. Harent à M. le président du conseil, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement en vue de procéder d'urgence à la refonte complète de la législation sur les allocations familiales. Fixation ultérieure de la date de discussion [9 mars], p. 262.

22 — **Incendie du paquebot « Paris ».** — Demande d'interpellation de M. Hachette à M. le ministre de la marine marchande sur les causes de l'incendie du paquebot *Paris* et sur les raisons qui veulent que, périodiquement, la marine marchande française se trouve privée d'une de ses plus belles unités. Fixation de la discussion au 23 mai [11 mai], p. 396. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. MM. René Hachette, de Chappedelaine, *ministre de la marine marchande*; Rio, *président de la commission de la marine*. Vote de l'ordre du jour pur et simple [23 mai], p. 427.

23 — **Administration de la ville de Marseille.** — Demande d'interpellation de M. Henri Tasso sur le décret-loi du 21 mars 1939 pris à l'égard de l'administration de la ville de Marseille. Fixation ultérieure de la date de discussion [14 mai], p. 396.

24 — **Retraite des vieux travailleurs.** — Demande d'interpellation de MM. Marcel Cachin et Clamamus à M. le ministre du travail et à M. le ministre des finances: « sur la manière dont le Gouvernement entend assurer le financement du projet de loi créant des allocations de solidarité en faveur des travailleurs exclus des assurances sociales et instituant une assurance obligatoire en cas de vieillesse en faveur des travailleurs indépendants, financement qui doit être préalablement réglé pour que le vote d'une retraite en faveur des vieux puisse être acquis avant la fin de la présente session ». Fixation ultérieure de la date de discussion [25 mai], p. 462. — Fixation ultérieure de la date de discussion [1^{er} juin], p. 488.

25 — **Echanges internationaux.** — Demande d'interpellation de M. Victor Boret au Gouvernement sur les mesures qu'il compte proposer aux gouvernements des pays alliés et sympathisants pour faciliter les échanges internationaux, faire cesser la guerre économique et enlever ainsi aux autres pays tout prétexte de recours à la force. Fixation ultérieure de la date de discussion [1^{er} juin], p. 467. — Fixation

de la discussion au 30 juin [20 juin], p. 591.

26 — **Pacte germano-italien.** — Demande d'interpellation de M. Jacques Bardeux à M. le ministre des affaires étrangères sur le pacte germano-italien du 22 mai, sur la manière dont le Gouvernement l'interprète et sur les moyens diplomatiques qu'il envisage pour maintenir l'équilibre et pour assurer la paix. Fixation ultérieure de la date de discussion [6 juin], p. 495.

27. — **Application de décrets-lois aux commerçants et industriels.** — Demande d'interpellation de M. Victor Constant à M. le ministre des finances sur les moyens auxquels il compte recourir pour adapter aux ressources contributives des commerçants, artisans et industriels auxquels viennent d'être demandés de nouveaux et importants sacrifices certains décrets-lois modifiant la fiscalité ou édictant des taxes nouvelles. Fixation ultérieure de la date de discussion [20 juin], p. 572.

28 — **Naturalisations.** — Demande d'interpellation de M. Maurice Baufle à M. le ministre de la justice: 1° sur les mesures qu'il compte prendre en vue de liquider le stock des dossiers de naturalisation actuellement en souffrance tant à la Chancellerie qu'aux divers échelons administratifs de transmission; 2° sur les modifications qu'il pense apporter à la procédure actuelle de naturalisation, dont les résultats lamentables sont de nature à rebuter les meilleures volontés [30 novembre], p. 667. — Discussion. Décret désignant des commissaires du Gouvernement. MM. Maurice Baufle, Brom, Lefas, André Lebert, Louis Louis-Dreyfus, de Courtois, *président de la commission de législation*; Georges Bonnet, *garde des sceaux, ministre de la justice*. Ordre du jour de MM. Henry Merlin, Edmond Hannotin, Maurice Baufle, Giacobbi et André-J.-L. Breton. Adoption [7 décembre], p. 692.

29 — **Politique économique. — Commerce extérieur.**

1° Demande d'interpellation de M. René Hachette à M. le président du conseil sur les résultats déjà obtenus et ceux à attendre de l'application des principes qui ont présidé à l'organisation économique du pays en temps de guerre et sur les dispositions que le Gouvernement compte prendre pour adapter la vie nationale aux circonstances actuelles [30 novembre], p. 667.

2° Demande d'interpellation de M. Caillier sur les mesures que compte prendre le Gouvernement et la politique qu'il entend suivre, une fois strictement satisfaits les besoins de la défense nationale et ceux du ravitaillement général, pour sauvegarder en temps de guerre nos débouchés commerciaux extérieurs, et même pour les élargir, dans toute la mesure où les circonstances internationales le permettront. Jonction à l'interpellation de M. René Hachette précédemment déposée. Fixation ultérieure de la date de discussion [7 décembre], p. 692. — Fixation de la date de discussion des interpellations. Observations de MM. René Hachette, Caillier et Gentin, *ministre du commerce*. Renvoi de la fixation de la date de discussion au début de la session ordinaire de 1940 [14 décembre], p. 707.

ISOLACCIO (Corse). — Voir SAN-GAVINO-DI-FIUMORBO.

INVALIDES. — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS, 7. — RÉSOLUTIONS, 15.

J

JAPON. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 25.

JEUX OLYMPIQUES D'HELSINKI. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la participation de la France aux jeux olympiques d'Helsinki en 1940. Renvoi à la commission des finances, n° 150 [28 février], p. 208. — M. Jean Philip dépose le rapport n° 209 [9 mars], p. 261 — Discussion. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mars], p. 385. — Promulgation: Loi du 12 avril 1939 (*J. O.* du 13 avril, p. 4766).

JEUX UNIVERSITAIRES NORVEGE-ALLEMAGNE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la participation de la France aux VIII^{es} jeux universitaires 1939 Norvège-Allemagne. Renvoi à la commission des finances, n° 151 [28 février], p. 208. — M. Jean Philip dépose le rapport n° 473 [22 juin], p. 599. — Demande de discussion immédiate. Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [27 juin], p. 625, 628.

JUS DE FRUITS ET DE LEGUMES. — Voir DOUANES, 83.

L

LABORATOIRES D'ENSEIGNEMENT. — Voir RÉSOLUTIONS, 18.

LAINES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à protéger la dénomination « laine ». — Voir Table de 1938, p. 57. — M. Edouard Roussel dépose, au nom de la commission du commerce, le rapport n° 169 [2 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [31 mars], p. 382. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, modifiée par la Chambre des députés, tendant à protéger la dénomination « laine ». Renvoi à la commission du commerce, n° 462 (urgence déclarée) [20 juin], p. 571. — M. Edouard Roussel dépose le rapport n° 470 [20 juin], p. 591. — Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 1^{er}. Adoption. Articles 2 à 11 non modifiés par la Chambre des députés. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [27 juin], p. 631. — Promulgation: Loi du 20 juillet 1939 (*J. O.* des 24 et 25 juillet, p. 9382).

LEGION D'HONNEUR. — Voir INTERPELLATIONS, 10. — RÉCOMPENSES NATIONALES, 1, 4, 5, 6, 7, 8. — RÉSOLUTIONS, 29.

LEGUMES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 31 août 1937 relatif à la standardisation des pommes de terre, des légumes et des fruits. — Voir Table de 1938, p. 57. — M. Turbat dépose, au nom de la commission de l'agriculture, le rapport n° 364 [1^{er} juin], p. 466. — 1^{re} dé-

libération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [27 juin], p. 627. — Promulgation: Loi du 21 juillet 1939 (*J. O.* du 22 juillet, p. 9286).

Voir DOUANES, 83.

LETTONIE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 9.

LETTRES RECOMMANDEES. — Voir OBJETS CHARGÉS.

LIMITE D'ÂGE DES MAGISTRATS DE LA COUR DE CASSATION. — Voir ORGANISATION JUDICIAIRE, 1.

LINGE DE TABLE. — Voir DOUANES, 27.

LINGERIE. — Voir DOUANES, 73.

LITHUANIE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 10.

LIVRET DE FAMILLE. — Proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, tendant à la délivrance obligatoire d'un livret de famille lors de la célébration du mariage. — Voir Table de 1936, p. 91. — M. Hanmotin dépose, au nom de la commission de législation, un deuxième rapport n° 239 [16 mars], p. 295.

LIVRET DE SANTE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à instituer un « livret de santé ». Renvoi à la commission de l'hygiène, n° 39 [31 janvier], p. 64.

LOGEMENT DES TRAVAILLEURS AGRICOLES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 17 juin 1938 relatif à l'amélioration du logement des travailleurs agricoles. Renvoi à la commission du commerce, n° 511 [27 juin], p. 624.

LOCATIONS EN MEUBLE. — Voir LOYERS ET FERMAGES, 5.

LOGEURS EN GARNI. — Voir ÉTRANGERS LOGEURS EN GARNI.

LOI DU 14 AVRIL 1832. — Voir ARMÉE, 3.

LOI DU 30 JUIN 1838. — Voir ALIÉNÉS.

LOI DU 3 MAI 1841. — Voir EXPROPRIATION.

LOI DU 20 JUILLET 1895. — Voir CAISSES D'ÉPARGNE.

LOI DU 9 AVRIL 1898. — Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL.

LOI DU 8 JANVIER 1905. — Voir ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

LOI DU 30 AVRIL 1921. — Voir CRÉDITS, 2, 3, 5, 8.

LOI DU 31 MARS 1928. — Voir ARMÉE, 1.

LOI DU 1^{er} AVRIL 1930. — Voir ARMÉE, 4.

LOI DU 4 JUILLET 1931. — Voir ARMÉE, 1.

LOI DU 17 MARS 1936. — Voir ARMÉE, 1.

LOI DU 19 AOUT 1936. — Voir PRIX.

LOI DU 31 DECEMBRE 1936. — Voir DOUANES, 68.

LOI DU 31 DECEMBRE 1937. — Voir PENSIONS, 4.

LOI DU 13 AVRIL 1938. — Voir INTERPELLATIONS, 7.

LOTISSEMENTS DEFECTUEUX. — Voir CAISSE DÉPARTEMENTALE. — IMMEUBLES.

LOYERS ET FERMAGES.

1 — Décrets-lois des 16 juillet et 8 août 1935. — Réduction de 10 p. 100.

1° Proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 1^{er} du décret-loi du 16 juillet 1935 portant réduction de 10 p. 100 sur les loyers. — Voir Table de 1936, p. 92.

2° Proposition de loi tendant à abroger : 1° le décret du 8 août 1935 portant réduction de 10 p. 100 du montant du prix des baux à ferme; 2° le décret du 16 juillet 1935 portant réduction de 10 p. 100 du montant des intérêts des dettes hypothécaires; 3° le décret du 8 août 1935 portant réduction de 10 p. 100 de certaines créances privilégiées. — Voir Table de 1938, p. 58. — Vote de la question préalable sur les deux propositions de loi [16 février], p. 159.

2 — Droit à la propriété de la valeur culturale. — Baux à ferme.

1° Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à instituer, en faveur des fermiers, le droit à la propriété de la valeur culturale. — Voir Table de 1937, p. 61.

2° Proposition de loi de M. Veyssièrre et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 1763, 1766 et 1769 du code civil (régime des baux à ferme). — Voir Table de 1938, p. 58. — M. Clément Raynaud dépose, au nom de la commission de législation, le rapport collectif n° 365 [1^{er} juin], p. 466.

3 — Propriété commerciale. — Révision de la loi du 30 juin 1926. — Transmission

d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, adoptée avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifiée de nouveau par la Chambre des députés, ayant pour objet la révision générale de la loi du 30 juin 1926 modifiée par les lois des 22 avril 1927, 13 juillet 1933 et 2 février 1937, réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel. Renvoi à la commission de législation et, pour avis, à la commission du commerce, n° 188 (urgence déclarée) [2 mars], p. 238. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport n° 374 [1^{er} juin], p. 478. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: MM. Jean Boivin-Champeaux, *rapporteur de la commission de législation*. Avis de la commission du commerce, par M. Caillier. Suite de la discussion générale: MM. Clamamus, Victor Constant, Paul Marchandean, *garde des sceaux, ministre de la justice*; Manuel Fourcade, *vice-président de la commission de législation*. Article unique (modifications de certains articles de la loi du 30 juin 1926, modifiée par les lois des 22 avril 1927, 13 juillet 1933 et 2 février 1937). Art. 2: MM. Emile Ben-

der, *président de la commission du commerce*; Jean Boivin-Champeaux, *rapporteur*. Amendement de M. Emile Bender: MM. Gasnier-Duparc, Jean Boivin-Champeaux, *rapporteur*; Georges Pernot. Rejet. Amendement de M. Georges Pernot. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 2. Art. 3: demande, par MM. Clamamus et Marcel Cachin, de l'adoption du texte voté par la Chambre des députés: MM. Clamamus, Jean Boivin-Champeaux, *rapporteur*. Rejet. Adoption des trois premiers alinéas. 4^e alinéa: amendement de M. Georges Pernot: M. Georges Pernot. Adoption (devenant le 4^e alinéa). Adoption du 5^e alinéa. Amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: MM. Clamamus, Rogé, Alexandre Bachelet, Pierre Chaumié, Jean Boivin-Champeaux, *rapporteur*. Rejet. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article 3. Art. 4: adoption. Art. 5: alinéa 7: amendement de M. Robert Belmont: MM. Robert Belmont, Jean Boivin-Champeaux, *rapporteur*; Victor Constant, Paul Marchandean, *garde des sceaux, ministre de la justice*; Manuel Fourcade, *vice-président de la commission de législation*; James Hennessy, Clamamus, Emile Bender, *président de la commission du commerce*; Gasnier-Duparc. Rejet, au scrutin. Adoption de l'alinéa. Amendement de M. Victor Constant: MM. Victor Constant, Jean Boivin-Champeaux, *rapporteur*; Paul Marchandean, *garde des sceaux, ministre de la justice*. Retrait. Adoption de la fin et de l'ensemble de l'article 5. Art. 8: adoption. Art. 13: amendement de MM. Clamamus et Marcel Cachin: M. Clamamus. Rejet. Adoption de l'article. Art. 17: amendement de M. Louis Linyer: MM. Louis Linyer, Gasnier-Duparc, Jean Boivin-Champeaux, *rapporteur*; Paul Marchandean, *garde des sceaux, ministre de la justice*. Retrait. Adoption de l'article 17. Amendement de M. Victor Constant. Adoption (devenant l'article 18). Art. 22, 23 et 23 bis: adoption. Adoption de l'ensemble de l'article unique de la proposition de loi [20 juin], p. 574.

4 — Révision du prix des baux commerciaux contenant une clause d'échelle mobile. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Giacobbi, Jean Boivin-Champeaux et Edmond Hannotin, ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en révision du prix de leur loyer lorsque, par le jeu d'une clause d'échelle mobile fondée sur les indices du coût de la vie, ce prix se trouvera modifié de plus du quart. Renvoi à la commission de législation, n° 376 [1^{er} juin], p. 479. — M. Boivin-Champeaux dépose le rapport n° 382 [6 juin], p. 495. — Ajournement de la 1^{re} délibération [20 juin], p. 591. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Jean Boivin-Champeaux, *rapporteur*. Art. 1^{er}: MM. Lefas, Jean Boivin-Champeaux, *rapporteur*; Alexandre Bachelet, Pierre de Courtois, *président de la commission de législation*; Georges Pernot. Adoption. Art. 2 à 4: adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [27 juin], p. 625.

5 — Locations en meublé.

1° Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 1717 du code civil et à réglementer les locations et sous-locations en meublé consenties en dehors de l'exercice de la profession d'aubergiste ou d'hôtelier. — Voir Table de 1936, p. 64 (*code civil*). — M. Boivin-Champeaux dépose, au nom de la commission de législation, le rapport n° 276 [28 mars], p. 332.

2° Dépôt d'une proposition de loi de M. Boivin-Champeaux ayant pour objet d'abroger l'article 8 de la loi du 1^{er} avril 1926 modifiée par les lois du 22 juin 1929 et du 31 décembre 1937. Renvoi à la commission de législation, n° 330 [11 mai], p. 397.

3° Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de proroger la loi du 20 juillet 1924, modifiée par les lois des 1^{er} avril 1926 et 29 juin 1929, prohibant le changement de destination des locaux affectés à l'habitation et réglementant les locations en meublé. Renvoi à la commission de législation, n° 499 [27 juin], p. 623.

6 — Moratoire aux mobilisés. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à accorder aux mobilisés un moratoire pour le paiement du montant de leur loyer. Renvoi à la commission de législation, n° 461 [20 juin], p. 571.

VOIR BAUX A COMPLANT. — COLONIES, 8. — ETRANGERS LOGEURS EN GARNI. — MÉTAYAGE.

LUXEMBOURG (Grand-Duché de). — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 30. — DOUANES, 38.

M

MACHINES. — Voir DOUANES, 69.

— à fabriquer le papier. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 11.

— outils. — Voir DOUANES, 90.

MADAGASCAR. — Voir DOUANES, 86 à 97.

MAGASINS A PRIX UNIQUE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour but de proroger la loi du 22 mars 1936 interdisant l'ouverture de nouveaux magasins à prix unique. Renvoi à la commission du commerce, n° 230 [14 mars], p. 278. — Demande de discussion immédiate. M. Caillier dépose et lit le rapport n° 256. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [16 mars], p. 304. — Promulgation: Loi du 18 mars 1939 (*J. O.* du 19 mars, p. 3582).

MAIN-D'ŒUVRE NATIONALE. — Voir RÉ-SOLUTIONS, 21, 25.

MAIS. — Voir DOUANES, 45, 55, 78.

MAITRES-ARTISANS. — Voir ARTISANAT.

MALADIE, DECES, ACCIDENT DES GENS DE MER. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 22.

MANIFESTATION DE SOLIDARITE FRANCO-BRITANNIQUE. — Voir TURQUIE.

MARCHANDISES ETRANGERES. — Voir DOUANES, 3.

MARCHES D'AVANT-GUERRE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henry Lémery, relative aux marchés à livrer et autres contrats commerciaux conclus avant la guerre. Renvoi à la commission de législation, n° 555 [15 décembre], p. 712. Renvoi, pour avis, à la commission du commerce [26 décembre], p. 733.

MARCHES DU MINISTRE DE LA GUERRE. — Dépôt de l'état sommaire des marchés de 150.000 fr. et au-dessus passés par le département de la guerre au cours de l'exercice 1938 [11 mai], p. 396.

MARIAGE.

1 — **Régimes matrimoniaux.** — Projet de loi portant modification des textes du code civil relatifs aux régimes matrimoniaux (n° 594, année 1932). — M. René Renoult dépose, au nom de la commission de législation, le rapport n° 305 [30 mars], p. 353. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. René Renoult, *rapporteur*; Georges Pernot, de Courtois, *président de la commission de législation*. Vote du passage à la discussion des articles. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [6 juin], p. 500. — Suite de la discussion. Observations de M. René Renoult, *rapporteur*. Nouvelle rédaction de la commission. Art. 1^{er} (art. 1388, 1391 et 1393 du code civil): Art. 1388 et 1391. Adoption. Art. 1393: MM. René Coty, René Renoult, *rapporteur*; Georges Pernot. Demande de renvoi à la commission, proposée par M. René Coty. Rejet. Adoption de l'article 1393. Sur l'ensemble de l'article 1^{er}: MM. François-Saint-Maur, René Renoult, *rapporteur*; Manuel Fourcade, Edmond Hanotin. Adoption de l'ensemble de l'article 1^{er}. Art. 2 (chap. II et III du titre V du livre III du code civil): Art. 1399 et 1400. Sans changement. Art. 1401 à 1413. Adoption. Art. 1414 à 1418. Abrogation. Art. 1419. Adoption. Art. 1420. Sans changement. Art. 1421. Adoption. Art. 1422: MM. René Coty, René Renoult, *rapporteur*; Manuel Fourcade. Amendement de M. René Coty: MM. René Renoult, *rapporteur*; Georges Pernot. Art. 1422 réservé. Art. 1423 à 1425. Adoption. Art. 1426: Amendement de M. Manuel Fourcade: M. Manuel Fourcade. Adoption. Sur l'article: MM. René Coty, René Renoult, *rapporteur*; Georges Pernot. Adoption de l'article. Art. 1427 et 1428. Adoption. Art. 1429 à 1431. Sans changement. Art. 1432 à 1438. Adoption. Art. 1439 et 1440. Sans changement. Art. 1441 et 1442. Adoption. Art. 1443 à 1448. Sans changement. Art. 1449 et 1450. Adoption. Art. 1451. Sans changement. Art. 1452. Adoption. Art. 1453 à 1456. Sans changement. Art. 1457 et 1458. Adoption. Art. 1459 à 1467. Sans changement. Art. 1468 et 1469. Adoption. Art. 1470 à 1491. Sans changement. Art. 1492 et 1493. Adoption. Art. 1494 à 1496. Sans changement. Art. 1422 précédemment réservé: Nouvelle rédaction, proposée par M. Georges Pernot, pour le premier alinéa. — M. René Coty. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 1422. Art. 1497 à 1502. Adoption. Art. 1503. Sans changement. Art. 1504 à 1510. Adoption. Art. 1511. Sans changement. Art. 1512. Réserve. Art. 1513 à 1516. Sans changement. Art. 1517. Adoption. Art. 1518 à 1527. Sans changement. Art. 1528. Adoption. Art. 1529. Sans changement. Art. 1530. Adoption. Art. 1531. Abrogation. Art. 1532 à 1536. Sans changement. Art. 1537. Adoption. Art. 1538. Abrogation. Art. 1539. Adoption. Art. 1540 et 1541. Sans changement. Art. 1542. Adoption. Art. 1543 à 1554. Sans changement. Art. 1555 et 1556. Adoption. Art. 1557. Sans changement. Art. 1558. Adoption. Art. 1559 à 1574. Sans changement. Art. 1575 et 1576. Adoption. Art. 1577 à 1580. Sans changement. Art. 1581. Adoption. Art. 1512, précédemment réservé. Sans changement. Observations de MM. René Renoult, *rapporteur*; Manuel Fourcade. Adoption de l'ensemble de l'article 2. Art. 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [13 juin], p. 529.

2 — **Article 75 du code civil.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier le premier alinéa de l'article 75 du code civil. — Voir Table

de 1938, p. 59. — M. François-Saint-Maur dépose, au nom de la commission de législation, le rapport n° 129 [23 février], p. 188. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 mars], p. 230. — Promulgation: Loi du 15 décembre 1939 (J. O. du 17 décembre, p. 13994).

Voir COLONIES, 4, 5.

MARINE MARCHANDE (Arrêt inconsidéré des paquebots). — Proposition de loi de M. Rio tendant à empêcher l'arrêt inconsidéré de nos paquebots et à sanctionner la montée à bord de personnes étrangères au navire. — Voir Table de 1938, p. 59. — Renvoi, pour avis, à la commission de législation [14 février], p. 138. — M. Rio dépose, au nom de la commission de la marine, le rapport n° 105 [16 février], p. 159. — M. Armand Calmel dépose l'avis n° 419 [8 juin], p. 510.

Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 21 à 23. — INTERPELLATIONS, 2, 22. — PÊCHES MARITIMES. — PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES MARITIMES.

MAROC (Comptes définitifs. — Exercices 1932 à 1936).

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 19 août 1920, le compte du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1932. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 393 [6 juin], p. 496.

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 16 mars 1914, complétée par la loi du 25 mars 1916, le compte du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1932. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 394 [6 juin], p. 496.

3 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 22 mars 1928, le compte du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1932. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 395 [6 juin], p. 496.

4 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 27 avril 1932, le compte du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1932. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 396 [6 juin], p. 496.

5 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 16 mars 1914, complétée par la loi du 25 mars 1916, le compte du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1933. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 397 [6 juin], p. 496.

6 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 19 août 1920, le compte du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1933. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 398 [6 juin], p. 496.

7 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 22 mars 1928, le compte du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exer-

cice 1933. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 399 [6 juin], p. 496.

8 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 27 avril 1932, le compte du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc, pour l'exercice 1933. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 400 [6 juin], p. 496.

9 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 27 avril 1932, le compte du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1934. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 401 [6 juin], p. 496.

10 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 22 mars 1928, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1934. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 402 [6 juin], p. 496.

11 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1934. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 403 [6 juin], p. 496.

12 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 16 mars 1914, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1934. Renvoi à la commission des comptes définitifs n° 404 [6 juin], p. 496.

13 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 27 avril 1932, le compte du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1935. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 405 [6 juin], p. 496.

14 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 22 mars 1928, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1935. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 406 [6 juin], p. 496.

15 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1935. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 407 [6 juin], p. 496.

16 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 16 mars 1914, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1935. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 408 [6 juin], p. 496.

17 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du

16 mars 1914, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1936. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 423 [13 juin], p. 527.

18 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1936. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 424 [13 juin], p. 527.

19 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 22 mars 1928, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1936. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 425 [13 juin], p. 527.

20 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 27 avril 1932, le compte du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1936. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 426 [13 juin], p. 527.

Voir VINS MAROCAINS.

MARSEILLE. — Voir INTERPELLATIONS, 23.

MARTINIQUE. — Voir COLONIES, 3 à 5. — DOUANES, 98 à 102.

MATERIELS REFORMES. — Voir RÉSOLUTIONS, 18.

MATERNITE. — Voir PROTECTION DE L'ENFANCE.

MEDAILLE COLONIALE. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 9.

MEDAILLE D'HONNEUR (Sociétés musicales). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 24 juillet 1924 concernant la médaille d'honneur des sociétés musicales et chorales. Renvoi à la commission de l'enseignement, n° 268 [28 mars], p. 330. — M. Robert Bellanger dépose le rapport n° 368 [1^{er} juin], p. 467. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [8 juin], p. 521. — Promulgation: Loi du 27 juin 1939 (J. O. du 30 juin, p. 8246).

MEDECINE (Exercice de la).

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 17 juin 1938 relatif à l'exercice de la médecine et de la pharmacie. Renvoi à la commission de l'enseignement, n° 509 [27 juin], p. 624.

2 — Proposition de loi de M. Henri Sellier et un grand nombre de ses collègues, relative à la répression du charlatanisme médical et pharmaceutique, à l'exercice illégal de la médecine et à la réglementation de la publicité. — Voir Table de 1937, p. 46. — M. Henri Sellier dépose, au nom de la commission de l'hygiène, le rapport n° 307 [30 mars], p. 353.

MENUISERIE. — Voir DOUANES, 115.

MERITE MARITIME (Ordre du). — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 3.

MESSAGE DE SYMPATHIE A LA NATION TURQUE. — Voir TURQUIE.

MESSAGES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

1 — M. Camille Chautemps, *vice-président du conseil*, donne lecture d'un message de M. Albert Lebrun, Président de la République française, n° 328 [11 mai], p. 394.

2 — M. Camille Chautemps, *vice-président du conseil*, donne lecture d'un message de M. Albert Lebrun, Président de la République française, n° 528 [2 septembre], p. 638.

METAYAGE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur le statut du métayage. Renvoi à la commission de législation et, pour avis, à la commission de l'agriculture, n° 392 [6 juin], p. 496.

METIERS A TULLE. — Voir DOUANES, 10.

MICHELET. — Voir RÉSOLUTIONS, 11.

MILITAIRES APPELES OU ENGAGES DU 28 FEVRIER 1933 AU 31 DECEMBRE 1937. — Voir PENSIONS 4.

MINES DE CHARBON. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 40.

MINISTRE DU 10 AVRIL 1938 (3^e cabinet Edouard Daladier). — *Remaniement du 13 septembre 1939*: M. Edouard Daladier, député, président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, est nommé ministre des affaires étrangères, en remplacement de M. Georges Bonnet, démissionnaire. — M. Georges Bonnet, député, est nommé garde des sceaux, ministre de la justice, en remplacement de M. Paul Marchandeu, démissionnaire. — M. Yvon Delbos, député, est nommé ministre de l'éducation nationale, en remplacement de M. Jean Zay, démissionnaire. — M. Georges Pernot, sénateur, est nommé ministre du blocus. — M. Rio, sénateur, est nommé ministre de la marine marchande, en remplacement de M. de Chappeleine, démissionnaire. — M. René Basse, député, est nommé ministre des anciens combattants et pensionnés, en remplacement de M. Champetier de Ribes, démissionnaire. — M. Raoul Dautry est nommé ministre de l'armement. — M. Hippolyte Ducos, député, est nommé sous-secrétaire d'Etat au ministère de la défense nationale et de la guerre. — M. Champetier de Ribes est nommé sous-secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères (J. O. du 14 septembre, p. 11398). — *Remaniement du 15 septembre 1939*: Le ministère de l'économie nationale est supprimé. M. Daniel Serruys, directeur honoraire au ministère du commerce, exercera les fonctions de haut commissaire à l'économie nationale (J. O. du 16 septembre, p. 11502). — M. Jean Giraudoux est nommé commissaire général à l'information (J. O. du 30 juillet 1939, p. 9626).

MINISTRE DES COLONIES. — Voir CRÉDITS, 6.

MINISTRE DES POSTES, TELEGRAPHES, TELEPHONES. — Enquête ordonnée le 26 janvier 1937 et relative à la gestion du ministère des postes. Jonction de la discussion des conclusions du rapport de M. Paul Laffont à celle de l'interpellation de MM. Jean Philip et Babaud-Lacroze. — Voir INTERPELLATIONS, 3.

Voir aussi RÉCOMPENSES NATIONALES, 6.

MIROITERIE. — Voir DOUANES, 6.

MISES A LA RETRAITE PAR ANCIENNETE. — Voir RÉSOLUTIONS, 23.

MISSION LAIQUE FRANÇAISE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant autorisation au ministre des affaires étrangères d'allouer pendant quinze ans une subvention à la mission laïque française. Renvoi à la commission des finances, n° 379 [6 juin], p. 495. — Renvoi, pour avis, à la commission des affaires étrangères [8 juin], p. 510. — Demande de discussion immédiate. M. Mario Roustan dépose et lit le rapport n° 494. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. François-Saint-Maur, Mario Roustan, *rapporteur*. Avis de la commission des affaires étrangères, par M. Marcel Plaisant. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [22 juin], p. 599, 609. — Promulgation: Loi du 5 juillet 1939 (J. O. du 7 juillet, p. 8598).

MOBILISES. — Voir ARMÉE, 3. — LOYERS ET FERMAGES, 6.

MŒURS. — Voir OUTRAGES AUX BONNES MŒURS.

MONACO. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 20.

MONUMENT COMMEMORATIF DES ETATS-GENERAUX DE 1789. — Voir RÉSOLUTIONS, 12.

MORATOIRE AUX MOBILISES. — Voir LOYERS ET FERMAGES, 6.

MUSIQUES MILITAIRES. — Voir ARMÉE, 8.

MUSULMANS D'ALGERIE (Accession au Parlement). — Voir RÉSOLUTIONS, 16.

MUTATIONS D'AERONEFS. — Voir AÉRONEFS.

MUTATIONS IMMOBILIERES INFERIEURES A 5.000 FRANCS. — Voir ACTES SOUS SEINGS PRIVÉS.

N

NATIONALITE.

1 — **Françaises mariées à des étrangers.** — Proposition de loi de M. Charles Dumont et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet la réintégration dans la nationalité française des femmes ayant perdu cette nationalité par suite de leur mariage avec un étranger. — Voir Table de 1938, p. 61. — M. Pernot dépose, au nom de la commission de législation, le rapport supplémentaire, n° 71 [10 février], p. 130. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [30 mars], p. 354.

2 — **Article 4 de la loi du 10 août 1927.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Reibel ayant pour objet la modification de l'article 4 de la loi du 10 août 1927 sur la nationalité. Renvoi à la commission de législation, n° 36 [27 janvier], p. 59.

NATURALISATION.

1 — **Protégés et anciens protégés français.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la naturalisa-

tion des protégés et anciens protégés français. — Voir Table de 1938, p. 61. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Avis de la commission des affaires étrangères, par M. René Renoult. Discussion générale: M. Georges Maurice, *rapporteur*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [19 janvier], p. 35. — Promulgation: Loi du 3 février 1939 (*J. O.* du 5 février, p. 4690).

2 — **Accession des naturalisés à certaines fonctions.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à excepter de l'application de la loi du 19 juillet 1934, modifiant et complétant la loi du 10 août 1927 sur l'accession des naturalisés à certaines fonctions, les naturalisés originaires des pays de protectorat relevant du ministère des affaires étrangères et du ministère des colonies. — Voir Table de 1938, p. 61. — M. Caillier dépose, au nom de la commission de législation, le rapport n° 245 [16 mars], p. 303. — M. le comte de Leusse dépose, au nom de la commission des affaires étrangères, l'avis n° 298 [30 mars], p. 344. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [31 mars], p. 385. — Promulgation: Loi du 25 avril 1939 (*J. O.* du 27 avril, p. 5422).

3 — **Etrangers combattants.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Louis-Dreyfus et plusieurs de ses collègues tendant à la naturalisation des étrangers servant ou ayant servi dans les unités combattantes françaises ou alliées. Renvoi à la commission de législation, n° 546 [7 décembre], p. 700.

Voir COLONIES, 7. — INTERPELLATIONS 20, 28.

NAVIGATION.

— **aérienne.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 43.

— **intérieure.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 33.

Voir aussi SERVICE D'INSPECTION DE LA NAVIGATION.

NAVIRES D'ETAT. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 41.

NICARAGUA. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 26.

NON REPRESENTATION D'ENFANT. — Voir CODE PÉNAL, 4.

NOUVELLE-CALÉDONIE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 6. — DOUANES, 103 à 107. — ELECTION DES DÉPUTÉS, 3.

NOYER. — Voir DOUANES, 9.

O

OBJETS CHARGÉS ET LETTRES RECOMMANDÉES. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la distribution des objets chargés et des lettres recommandées, destinés à des personnes séjournant dans des hôtels ou adressés dans des agences de voyages. — Voir Table de 1937, p. 74. — M. Amat dépose, au nom de la commission du commerce, le rapport n° 459 [20 juin], p. 571.

OBJETS EN ECAILLE ET EN IVOIRE. — Voir FRAUDE.

OCEANIE. — Voir DOUANES, 108 à 112.

ŒUVRES DE BIENFAISANCE. — Voir RÉ-
SOLUTIONS, 14.

OFFICE DES MUTILES. — Voir ACCESSION
A LA PROPRIÉTÉ DES VICTIMES DE LA GUERRE.

OFFICE DES PÊCHES MARITIMES (Exercice 1933). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation du compte administratif de l'office scientifique et technique des pêches maritimes pour l'exercice 1933. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 16 [19 janvier], p. 35.

Voir PÊCHES MARITIMES.

OFFICE NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (Exercices 1935 à 1937).

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des comptes de l'office national de la propriété industrielle pour l'exercice 1935. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 454 [20 juin], p. 571.

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des comptes de l'office national de la propriété industrielle pour l'exercice 1936. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 455 [20 juin], p. 571.

3 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation des comptes de l'office national de la propriété industrielle pour l'exercice 1937. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 456 [20 juin], p. 571.

OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DU BLE. — Voir RÉ-
SOLUTIONS, 9.

OLEAGINEUX. — Voir DOUANES, 46, 66, 86.

OPERA ET OPERA-COMIQUE. — Voir CAIS-
SES DE RETRAITES.

OR (Exportations d'Indochine). — Voir
DOUANES, 80.

ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA NATION POUR LE TEMPS DE GUERRE (Modification de l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938). — Voir POUVOIRS EXCEPTIONNELS AU GOUVERNEMENT, 2.

ORGANISATION JUDICIAIRE.

1 — **Cour de cassation.**

1^o Dépôt d'une proposition de loi de M. Hannotin et plusieurs de ses collègues édictant de nouvelles dispositions transitoires pour l'application aux magistrats de la cour de cassation de la limite d'âge prévue par l'article 2 de la loi du 18 août 1936. Renvoi à la commission de législation, n° 354 [25 mai], p. 449. — M. Edmond Hannotin dépose le rapport n° 367 [1^{er} juin], p. 467. — 1^{re} délibération. Observations de MM. Delthil, de Courtois, *président de la commission de législation*; Edmond Hannotin, *rapporteur*. Renvoi de la délibération à une séance ultérieure [8 juin], p. 520. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Edmond Hannotin, *rapporteur*; Delthil, Paul Marchandeaup, *garde des sceaux, ministre de la justice*; Armand Calmel, *vice-président de la commission de législation*. Déclaration de l'urgence. Passage à la discussion des articles. Scrutin. Pointage. Adoption. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [15 juin], p. 552;

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ra-

tification: 1^o du décret du 17 juin 1938 relatif à l'organisation de la cour de cassation; 2^o du décret du 12 novembre 1938 modifiant le décret du 17 juin 1938 relatif à l'organisation de la cour de cassation. Renvoi à la commission de législation, n° 453 [20 juin], p. 571.

2 — **Cours d'appel de Colmar et de Metz.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à déterminer le nombre respectif de conseillers à affecter aux trois chambres de la cour d'appel de Colmar et à celle de Metz. Renvoi à la commission de législation et, pour avis, à la commission des finances, n° 418 [8 juin], p. 510.

3 — **Fonctionnement des cours et tribunaux pendant la guerre.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au fonctionnement des cours et tribunaux pendant la guerre. Renvoi à la commission de législation, n° 554 [15 décembre], p. 711. — M. André-J.-L. Breton dépose le rapport n° 564 [27 décembre], p. 805. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles: Art. 1^{er}: M. André-J.-L. Breton, *rapporteur*. Adoption. Art. 2 à 7. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 décembre], p. 837, 838.

ORGANISATION MUNICIPALE. — Voir COLONIES, 3.

OS BRUTS DE BÉTAIL. — Voir DOUANES, 12.

OUTRAGES AUX BONNES MŒURS. — Projet de loi ayant pour objet la répression des outrages aux bonnes mœurs, (n° 277, année 1930). — M. Pierre Chaumié dépose, au nom de la commission de législation, le rapport n° 182 [2 mars], p. 229. — Ajournement de la 1^{re} délibération [28 mars], p. 332. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. de Courtois, *président de la commission de législation*; Pierre Chaumié, *rapporteur*; Sigrist. Art. 1^{er} et 2. Adoption. Art. 3: Amendement de M. Edmond Hannotin: M. Edmond Hannotin. — Adoption (se substituant à l'article 3). Alinéa nouveau proposé par MM. Sigrist, François-Saint-Maur et Brogly. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Art. 4 à 6. Adoption. Art. 7: MM. Delthil, Georges Pernot. Adoption du premier alinéa. Demande, par M. François-Saint-Maur, de la suppression du deuxième alinéa: MM. François-Saint-Maur, Pierre Chaumié, *rapporteur*; Paul Marchandeaup, *garde des sceaux, ministre de la justice*; de Courtois, *président de la commission de législation*. Adoption. Demande, par M. Delthil, de la suppression du troisième alinéa: MM. Georges Pernot, Delthil, Paul Marchandeaup, *garde des sceaux, ministre de la justice*. Scrutin. Pointage. Résultat du scrutin, après pointage, sur la disjonction du 3^e alinéa de l'article 7. Rejet. Amendement de M. Georges Pernot. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 7. Art. 8. Adoption. Art. 9. Adoption. Alinéa nouveau proposé par M. Georges Pernot. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 9. Art. 10 et 11. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 mars], p. 346, 353.

OUTREAU (Pas-de-Calais). — Voir EQUI-
HEN.

OUVRIERS MINEURS (Reconstitution des régions dévastées). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à accorder un nouveau délai de deux années aux bénéficiaires de la loi du

29 décembre 1933, relative aux ouvriers mineurs occupés aux travaux de reconstitution des régions dévastées. — Voir Table de 1938, p. 61. — M. Elby dépose, au nom de la commission des mines, le rapport n° 186 [2 mars], p. 238. — M. François Milan dépose, au nom de la commission des finances, l'avis n° 296 [30 mars], p. 344. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [23 mai], p. 440. — Promulgation: Loi du 14 juin 1939 (*J. O.* du 16 juin, p. 7598).

Voir CAISSE AUTONOME DE RETRAITE DES OUVRIERS MINEURS.

OUVRIERS POUDESIERS. — Voir VEUVES DES OUVRIERS POUDESIERS.

P

PACTE

— de la Société des nations. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 32.

— germano-italien. — Voir INTERPELLATIONS, 26.

PAILLES DE MILLET A BALAIS. — Voir RÉSOLUTIONS, 6.

PAQUEBOTS (Arrêt inconsideré des). — Voir MARINE MARCHANDE.

PARAFFINE. — Voir DOUANES, 71.

« **PARIS** » (Incendie du paquebot). — Voir INTERPELLATIONS, 22.

PARIS (Mise en état des sorties de). — Voir INTERPELLATIONS, 13.

PAYS-BAS. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 6 à 8.

PAYS DE PROTECTORAT. — Proposition de loi de M. Tournan tendant à obtenir la mise en vigueur dans les pays de protectorat des dispositions des lois applicables aux colonies (n° 824, année 1932). — M. Boivin-Champeaux dépose, au nom de la commission des affaires étrangères, le rapport n° 488 [22 juin], p. 600.

PEAUX. — Voir DOUANES, 38, 107.

PECHES MARITIMES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 24 mai 1938 tendant à faciliter la réorganisation des pêches maritimes. Renvoi à la commission de la marine, n° 411 [6 juin], p. 496.

Voir OFFICE DES PÊCHES MARITIMES.

PENSIONS

1 — **Fonctionnaires du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la validation en vue du droit à pension de services accomplis antérieurement à leur entrée dans les cadres, par certains fonctionnaires en exercice dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. — Voir Table de 1938, p. 62. — Promulgation: Loi du 21 janvier 1939 (*J. O.* du 25 janvier, p. 1226).

2 — **Veuves des militaires de l'armée de l'air retraités.** — Projet de loi, adopté par

la Chambre des députés, tendant à étendre aux veuves des militaires de l'armée de l'air retraités en vertu du décret du 25 juin 1934 les dispositions du décret du 30 juin 1934 relatif à l'application de l'article 23 de la loi du 14 avril 1924. — Voir Table de 1938, p. 62. — M. Maroselli dépose, au nom de la commission de l'hygiène, le rapport, n° 17 [19 janvier], p. 35. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Avis de la commission des finances, par A. de La Grange. Adoption de l'article unique du projet de loi [2 mars], p. 230. — Promulgation: Loi du 5 mars 1939 (*J. O.* du 9 mars, p. 3102).

3 — **Pension à un Français blessé en Ethiopie.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à accorder une pension à un Français blessé en participant à la défense de la légation de France en Ethiopie. Renvoi à la commission des finances, n° 510 [27 juin], p. 624.

4 — **Pensions militaires.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter l'article 150 de la loi du 31 décembre 1937 portant fixation du budget général de l'exercice 1938, en vue de faire bénéficier des dispositions dudit article, sans effet rétroactif, les militaires appelés ou engagés du 28 février 1933 au 31 décembre 1937. Renvoi à la commission des finances, n° 371 [1^{er} juin], p. 467.

PERMISSIONS DE DETENTE. — Voir RÉSOLUTIONS, 30.

PETITION. — Transmission du dossier d'une pétition à la Chambre des députés [10 février], p. 129.

PETROLE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Odin tendant à assurer la protection des stocks de réserve des produits pétroliers contre les bombardements aériens. Renvoi à la commission de l'armée, n° 15 [19 janvier], p. 34.

Voir DOUANES, 53, 87, 99.

PHARMACIE (Exercice de la). — Voir MÉDECINE.

« **PHENIX** » (Perte du sous-marin). — Hommage aux victimes de la catastrophe du sous-marin *Phenix*: allocutions de M. le président du Sénat et de M. le président du conseil [20 juin], p. 570.

PIE XI. — Hommage à Sa Sainteté Pie XI. Allocutions de M. le président et de M. Georges Bonnet, ministre des affaires étrangères. — Séance levée en signe de deuil [10 février], p. 127.

PLAN-DE-CUQUES (Bouches-du-Rhône). — Proposition de loi de M. Schrameck, tendant à modifier la loi du 23 février 1937 érigeant en commune distincte la section de Plan-de-Cuques qui dépendait de la commune d'Allauch (Bouches-du-Rhône). — Voir Table de 1938, p. 62. — Promulgation: Loi du 25 février 1939 (*J. O.* du 28 février, p. 2750).

PLANTES.

— de pépinière. — Voir DOUANES, 52.

— fourragères. — Voir CALAMITÉS AGRICOLES, 1. — RÉSOLUTIONS, 3.

— sélectionnées. — Voir DOUANES, 79.

PNEUMATIQUES. — Voir DOUANES, 109.

POISSONS. — Voir DOUANES, 2, 41, 61, 66, 76.

POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 24.

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT.

— coloniale. — Voir INTERPELLATIONS, 11.

— économique. — Voir INTERPELLATIONS, 18, 29.

— en matière d'immigration. — Voir INTERPELLATIONS, 20.

— extérieure. — Voir INTERPELLATIONS, 1 6.

POMMES DE TERRE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 30. — DOUANES, 58. — LÉGUMES.

PONDICHERY. — Voir DOUANES, 59, 60.

PORT DE STRASBOURG. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à approuver un deuxième avenant à la convention intervenue le 20 mai 1923 entre l'Etat et la ville de Strasbourg, relative à la constitution du port rhénan de Strasbourg en port autonome et à l'exécution des travaux d'extension de ce port. — Voir Table de 1938, p. 66. — M. Delpuech dépose; au nom de la commission des travaux publics, le rapport n° 226 [9 mars], p. 261. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 mai], p. 441. — Promulgation: Loi du 14 juin 1939 (*J. O.* du 17 juin, p. 7630).

POUVOIRS EXCEPTIONNELS AU GOUVERNEMENT.

1 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux. Renvoi à la commission des finances, n° 258. Demande de discussion immédiate applicable à ce projet de loi. M. Abel Gardey dépose et lit le rapport n° 262. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation de commissaires du Gouvernement. Discussion générale: MM. Paul Fleurôt, Alexandre Bachelet, Joseph Caillaux, *président de la commission des finances*; Edouard Daladier, *président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre*; Marcel Michel. Article unique. — Adoption. Disposition additionnelle proposée par M. Bouilly et plusieurs de ses collègues: MM. Georges Bouilly, Edouard Daladier, *président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre*. — Rejet, au scrutin. Explications de vote: MM. Marcel Cachin, le comte Louis de Blois, Louis Linyer, André Morizet, Henri Laudier. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'article unique du projet de loi [19 mars], p. 314. — Promulgation: Loi du 19 mars 1939 (*J. O.* du 20 mars, p. 3646).

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre. Renvoi à la commission de l'armée et, pour avis, à la commission des finances, n° 538. Demande, par le Gouvernement, de la discussion immédiate. M. Jean Fabry dépose et lit le rapport n° 543. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la commission des finances, par M. Abel Gardey, *rapporteur général de la commission des finances*. Article unique: MM. Edouard Daladier, *président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre*, et des

affaires étrangères; Joseph Caillaux, président de la commission des finances; le comte Louis de Blois et André Morizet. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [1^{er} décembre], p. 684, 685. — Promulgation: Loi du 8 décembre 1939 (J. O. du 10 décembre, p. 13834).

PREFECTURE DE LA SEINE. — Voir SERVICE D'INSPECTION DE LA NAVIGATION.

PREFECTURE DE POLICE. — Voir SERVICE D'INSPECTION DE LA NAVIGATION.

PRELEVEMENT DE 10 p. 100 SUR LES DEPENSES PUBLIQUES. — Voir RÉSOLUTIONS, 1.

PREPOSE DES DOUANES. — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS, 5.

PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES MARITIMES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de faire passer dans la législation française les dispositions de la convention de Bruxelles sur les privilèges et hypothèques maritimes. Renvoi à la commission de la marine, n° 280 [28 mars], p. 331. — Renvoi, pour avis, à la commission des affaires étrangères [30 mars], p. 353.

PRIX.

1 — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à compléter la loi du 19 août 1936, tendant à réprimer la hausse injustifiée des prix en vue d'assurer la stabilisation des prix. — Voir Table de 1937, p. 65. — Vote de la question préalable [16 février], p. 159.

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification: 1° du décret du 1^{er} juillet 1937 tendant à prévenir et à réprimer toutes augmentations illégitimes des prix; 2° du décret du 21 juillet 1937 modifiant le décret du 1^{er} juillet 1937 relatif à la prévention et à la répression de toutes augmentations illégitimes des prix; 3° du décret du 26 août 1937 modifiant et complétant le décret du 1^{er} juillet 1937 relatif à la prévention et à la répression de toutes augmentations illégitimes des prix. — Voir Table de 1938, p. 30. — Vote de la question préalable [16 février], p. 159.

Voir ALGÉRIE, 2. — COMITÉ CONSULTATIF DE SURVEILLANCE DES PRIX.

PRODUCTION AERONAUTIQUE. — Voir INTERPELLATIONS, 8.

PRODUITS

— contre les parasites. — Voir RÉSOLUTIONS, 22.

— divers. — Voir DOUANES, 1, 16.

— étrangers. — Voir DOUANES, 3, 105, 112.

— horticoles. — Voir DOUANES, 25.

— naturels ou fabriqués. — Voir DOUANES, 46.

— pétroliers. — Voir DOUANES, 53, 87, 99.

— pétrolifères. — Voir PÉTROLE.

— réfractaires. — Voir DOUANES, 22.

— textiles. — Voir DOUANES, 37.

PRODUITS POUR L'ALIMENTATION DES ANIMAUX. — Projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des députés, tendant à réglementer le commerce des produits destinés à l'alimentation des animaux. — Voir Table de 1938, p. 63. — M. Beaumont dépose, au

nom de la commission de l'agriculture, le rapport n° 261 [19 mars], p. 314. — Discussion. Observation de M. Emile Bender, président de la commission du commerce. Renvoi de la discussion à une séance ultérieure [8 juin], p. 521. — Discussion. Désignation de commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: MM. Beaumont, rapporteur de la commission de l'agriculture; Caillier, rapporteur, pour avis, de la commission du commerce; Marcel Donon, président de la commission de l'agriculture. Art. 1^{er}: amendement de M. Caillier. Adoption. Adoption de l'article 1^{er} modifié. Art. 2: demande, par M. Caillier, de la suppression du dernier alinéa de l'article. Adoption. Adoption de l'article 2 modifié. Art. 2 bis: demande de suppression de l'article, par M. Caillier: MM. Caillier, rapporteur, pour avis, de la commission du commerce; Marcel Donon, président de la commission de l'agriculture; Harent. Rejet. Adoption de l'article. Art. 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [15 juin], p. 557.

PROMESSE DE VENTE. — Voir CODE CIVIL, 4.

PROPHYLAXIE CRIMINELLE. — Voir HYGIÈNE ET PROPHYLAXIE MENTALES.

PROPRIÉTÉ COMMERCIALE. — Voir LOYERS ET FERMAGES, 3.

PROPRIÉTÉ DE LA VALEUR CULTURALE. — Voir LOYERS ET FERMAGES, 2.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 29. — OFFICE NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

PROTECTION CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Voir CODE DU TRAVAIL, 2.

PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE. — Voir CONSEIL SUPÉRIEUR D'HYGIÈNE PUBLIQUE.

PROTECTION DE L'ENFANCE.

1 — Projet de loi relatif au renforcement de la protection de la maternité et de l'enfance. — Voir Table de 1938, p. 63. — M. Gaudaud dépose, au nom de la commission de l'hygiène, le rapport n° 37 [27 janvier], p. 59.

2 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la tutelle et à la protection des enfants naturels et tendant à modifier les articles 57, 62, 331, 389, 420, 446, 479 du code civil et à compléter les articles 3 et 23 de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés. Renvoi à la commission de législation, n° 149 [28 février], p. 208.

Q

QUESTION PRÉALABLE. — Vote de la question préalable, proposée par la commission des finances, sur: 1° la proposition de loi tendant à éviter l'inflation en vue de sauvegarder et de restaurer le crédit de l'Etat (n° 372, année 1933); 2° la proposition de loi ayant pour objet de fixer l'interprétation de l'article 1^{er} du décret du 28 décembre 1926 codifiant la taxe sur le chiffre d'affaires (n° 161, année 1934); 3° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant organisation

du sous-secrétariat des sports et loisirs (n° 704, année 1936); 4° la proposition de résolution tendant à reviser: 1° le décret-loi du 16 juillet 1935 en tant qu'il a institué un prélèvement de 10 p. 100 sur les dépenses publiques; 2° l'article 54 de la loi de finances du 31 décembre 1936 (n° 118, année 1937); 3° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, portant ouverture d'un crédit pour la célébration de la fête du 14 juillet (n° 461, année 1937); 4° la proposition de loi tendant à doter de ressources permanentes la caisse de crédit aux départements et aux communes (n° 648, année 1937); 5° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'assainissement du marché des vins marocains (n° 262, année 1938) [19 janvier], p. 34. — Vote de la question préalable, proposée par la commission de législation, sur: 1° la proposition de loi tendant à permettre aux femmes l'accession aux professions de notaire et d'avoué (n° 351, année 1929); 2° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter les articles 401, 405, 408 du code pénal (n° 364, année 1920); 3° la proposition de loi tendant à compléter l'article 28 de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (n° 586, année 1930); 4° la proposition de loi tendant à conférer aux tribunaux, dans des cas exceptionnellement favorables et quand il s'agit de délinquants qui n'ont jamais été condamnés, le droit d'absolution pénale (n° 26, année 1931); 5° la proposition de loi tendant à soumettre aux pénalités prévues par les articles 309, 310, 311, 319 et 320 du code pénal, selon les distinctions qui y sont contenues, la communication des maladies vénériennes (n° 367, année 1935); 6° la proposition de loi tendant à supprimer le bénéfice des circonstances atténuantes pour certains délits commis contre les enfants et prévus par l'article 312 du code pénal (n° 516, année 1935); 7° la proposition de loi tendant à modifier les articles 375, 376, 377, 378, paragraphe 2, et 379 du code civil relatifs au droit de correction paternelle (n° 661, année 1935); 8° la proposition de loi relative aux pouvoirs des commissaires des comptes et aux annexes de leurs rapports dans les affaires comportant de nombreuses participations ou filiales (n° 269, année 1936); 9° la proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 1^{er} du décret-loi du 16 juillet 1935 portant réduction de 10 p. 100 sur les loyers (n° 911, année 1936); 10° la proposition de loi tendant à compléter la loi du 7 juillet 1925 relative au report de l'échéance des effets de commerce (n° 38, année 1937); 11° la proposition de loi tendant à suspendre les exécutions judiciaires jusqu'au 31 décembre 1937 (n° 87, année 1937); 12° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à compléter la loi du 19 août 1936 tendant à réprimer la hausse injustifiée des prix en vue d'assurer la stabilisation des prix (n° 132, année 1937); 13° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier la composition du comité national de surveillance des prix prévu par la loi du 19 août 1936 (n° 133, année 1937); 14° la proposition de loi tendant à abroger: 1° le décret du 8 août 1935 portant réduction de 10 p. 100 du montant du prix des baux à ferme; 2° le décret du 16 juillet 1935 portant réduction de 10 p. 100 du montant des intérêts des dettes hypothécaires; 3° le décret du 8 août 1935 portant réduction de 10 p. 100 de certaines créances privilégiées (n° 34, année 1938); 15° le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification: 1° du décret du

1^{er} juillet 1937 tendant à prévenir et à réprimer toutes augmentations illégitimes des prix; 2^o du décret du 21 juillet 1937 modifiant le décret du 1^{er} juillet 1937 relatif à la prévention et à la répression de toutes augmentations illégitimes des prix; 3^o du décret du 26 août 1937 modifiant et complétant le décret du 1^{er} juillet 1937 relatif à la prévention et à la répression de toutes augmentations illégitimes des prix (n^o 246, année 1938) [16 février], p. 159. — Vote de la question préalable, proposée par la commission de l'enseignement, sur: 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, portant création d'une caisse de solidarité pour les membres de l'enseignement bénéficiaires de la loi du 30 avril 1921, article 71 (n^o 283, année 1930); 2^o le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la création d'une caisse nationale des arts (n^o 88, année 1931); 3^o le projet de loi organisant un enseignement post scolaire agricole annexé aux cours complémentaires (n^o 473, année 1931); 4^o la proposition de loi tendant à organiser des cours complémentaires ruraux (n^o 340, année 1932); 5^o la proposition de résolution sur l'avancement des vacances scolaires (n^o 145, année 1935); 6^o la proposition de résolution tendant au transfert des cendres de Michelet, de Quinet et de Renan au Panthéon (n^o 368, année 1935); 7^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de compléter les articles 9 et 11 de la loi du 27 février 1880 relative au conseil supérieur de l'instruction publique et aux conseils académiques (n^o 390, année 1935); 8^o le projet de loi portant modification, du régime des internats fixé par la loi du 21 décembre 1880 concernant l'enseignement secondaire des jeunes filles (n^o 429, année 1935); 9^o la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'application, d'une part, de la loi du 17 août 1879 préservant l'érection à Versailles d'un monument commémoratif des Etats Généraux de 1789 et, d'autre part, de celle du 29 juillet 1881 comprenant l'ouverture des crédits nécessaires à la réalisation de la loi de 1879 (n^o 862, année 1936); 10^o l'article 40 A du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1938 (article disjoint et renvoyé à la commission de l'enseignement le 31 décembre 1937) (n^o 704, année 1937) [2 mars], p. 230. — Vote de la question préalable, proposée par la commission de l'hygiène, sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (n^o 251, année 1930); la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à la modification de l'article 20 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (n^o 177, année 1931); la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier certains taux maxima des rentes allouées aux victimes d'accidents du travail (n^o 548, année 1931); le projet de loi modifiant l'article 26 de la loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales (n^o 581, année 1931); le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de l'article 22 de la loi du 20 juillet 1886 relatif à l'emploi des fonds de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse (n^o 673, année 1931); la proposition de loi tendant à modifier

l'article 9 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par les lois du 5 août 1929 et du 30 avril 1930, sur les assurances sociales (n^o 7, année 1932); la proposition de loi tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois du 5 août 1929 et du 30 avril 1930 (n^o 180, année 1932); la proposition de résolution invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant les lois du 5 avril 1928 et du 30 avril 1930 sur les assurances sociales et en suspendant provisoirement l'effet obligatoire pour les salariés de l'agriculture (n^o 689, année 1932); la proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois du 5 août 1929, du 30 avril 1930 et du 28 juillet 1931 (n^o 875, année 1932); la proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales (n^o 72, année 1933); la proposition de loi tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois du 5 août 1929, du 30 avril 1930 et du 28 juillet 1931 (n^o 222, année 1933); la proposition de résolution invitant le Gouvernement à codifier les textes administratifs qui régissent l'application de la loi des assurances sociales (n^o 251, année 1933); le projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (n^o 390, année 1933); la proposition de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels (n^o 594, année 1933); la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant l'introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de certaines dispositions concernant l'assistance médicale gratuite et notamment de celles visant les tuberculeux (n^o 671, année 1933); la proposition de loi tendant à modifier le régime de l'assurance-vieillesse prévu par la loi du 30 avril 1930 (n^o 572, année 1934); le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier les articles 29, paragraphe 5, et 68, paragraphe 6, de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par la loi du 30 avril 1930 (n^o 5, année 1935); la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à soumettre au plus tôt au Parlement un projet complet de réorganisation des assurances sociales en vue d'en simplifier le fonctionnement et d'en alléger les charges (n^o 141, année 1935); la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois subséquentes (n^o 422, année 1935); le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier et à compléter l'article 64 de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par des lois subséquentes (n^o 424, année 1935); le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de l'accord sur l'assistance réciproque aux chômeurs, conclu entre la France et la Tchécoslovaquie (n^o 130, année 1937); le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à élever le taux des bonifications de pensions susceptibles d'être accordées aux déposants de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse atteints d'une incapacité absolue de travailler (n^o 369, année 1937 [6 juin], p. 496. — Vote de la question préalable, proposée par la commission du commerce, sur 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à interdire l'admission au travail des enfants de moins de quatorze ans, portant modification des articles

2, 4, 56, 58 et 88 du livre II du code du travail et suppression de l'article 3 du même livre (n^o 68, année 1936); 2^o la proposition de loi tendant à étendre les pouvoirs exceptionnels conférés au Gouvernement en matière de différends collectifs du travail par l'article 15, paragraphe 2, de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936 (n^o 901, année 1936); 3^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à assurer aux jeunes soldats libérés du service militaire leur réadmission dans leur emploi (n^o 48, année 1937); 4^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet d'assurer à tous les travailleurs les congés auxquels ils ont droit, au moyen de caisses départementales (n^o 514, année 1937); 5^o la proposition de résolution sur l'organisation des congés payés (n^o 530, année 1937); 6^o le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les conventions collectives de travail (n^o 116, année 1938); 7^o la proposition de résolution relative à l'application de la loi du 10 août 1932 protégeant la main-d'œuvre nationale (n^o 119, année 1938); 8^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 16 juillet 1925 et à l'abrogation des arrêtés ministériels pris en application de la loi du 17 mars 1934 ayant modifié l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1925 (définitions des maîtres artisans) (n^o 235, année 1938); 9^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet d'obliger les groupements d'acheteurs à se transformer ou à se constituer en sociétés coopératives de consommation (n^o 286, année 1938) [8 juin], p. 511.

QUINET. — Voir RÉSOLUTIONS, 11.

R

RACINE (Tricentenaire de la naissance de). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la célébration du tricentenaire de la naissance de Racine, en 1939. Renvoi à la commission des finances, n^o 498. Demande de discussion immédiate. M. Jean Philip dépose et lit le rapport n^o 522. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Desjardins, Jean Zay, ministre de l'éducation nationale; François-Saint-Maur. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 juin], p. 624, 625, 630. — Promulgation: Loi du 12 juillet 1939 (J. O. du 14 juillet, p. 8958).

RAYONNE. — Voir DOUANES, 4, 34.

RECETTES BURALISTES DE 2^e CLASSE. — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS, 7.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE. — Voir RÉSOLUTIONS, 28.

RECIPIENTS.

— **isothermiques.** — Voir RÉSOLUTIONS, 27.

— **métalliques.** — Voir DOUANES, 67.

RECOMPENSES NATIONALES.

1 — **Légion d'honneur. — Combattants volontaires de la guerre 1914-1918.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à mettre à la disposition du ministre de l'air un nouveau contingent de croix de la Légion d'honneur en faveur des combattants volontaires de la guerre 1914-1918. — Voir Table de 1938, p. 63. — Promulgation: Loi du 14 janvier 1939 (*J. O.* du 18 janvier, p. 898).

2 — **Légion d'honneur. — Armée de l'air (active).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la création de contingents de décorations avec traitement destinés à récompenser le personnel de l'armée de l'air (active). Renvoi à la commission des récompenses nationales (nommée le 23 mars 1926) et, pour avis, à la commission des finances, n° 57 [7 février], p. 88. — M. Maurice Dormann dépose le rapport n° 146 [23 février], p. 204. — M. Dentu dépose l'avis n° 167 [2 mars], p. 229. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Dentu, *rapporteur*, pour avis, de la commission des finances. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [2 mars], p. 230. — Promulgation: Loi du 3 mars 1939 (*J. O.* du 8 mars, p. 3054).

3 — **Ordre du mérite maritime.**

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 4 de la loi du 9 février 1930 instituant un ordre du mérite maritime. Renvoi à la commission des récompenses nationales (nommée le 23 mars 1926) et, pour avis, à la commission de la marine, n° 115 [21 février], p. 175. — M. Maurice Dormann dépose le rapport n° 208 [9 mars], p. 261.

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant un contingent spécial dans l'ordre du mérite maritime. Renvoi à la commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, et, pour avis, à la commission de la marine, n° 193 [3 mars], p. 242. — M. Maurice Dormann dépose le rapport n° 347 [23 mai], p. 427.

4 — **Légion d'honneur. — 100^e anniversaire de la Société des gens de lettres.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre de l'éducation nationale d'un contingent spécial dans la Légion d'honneur à l'occasion de la commémoration du centième anniversaire de la fondation de la société des gens de lettres. Renvoi à la commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, n° 237 [16 mars], p. 295. — M. Beaumont dépose le rapport n° 345 [23 mai], p. 426. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Observations de MM. Josse, Beaumont, *rapporteur*: le général Stuhl. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juin], p. 497. — Promulgation: Loi du 22 juin 1939 (*J. O.* du 24 juin, p. 7918).

5 — **Légion d'honneur. — 150^e anniversaire de la Révolution française.**

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à attribuer aux ministres du travail et de l'agriculture, à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la Révolution française, un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur en faveur des vieux ouvriers, vieux employés, vieux artisans et vieux agriculteurs. Renvoi à la commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, n° 303 [30 mars], p. 353. —

M. Monsservin dépose le rapport n° 351 [23 mai], p. 441. — Décret portant retrait du projet de loi, n° 409 [6 juin], p. 500.

2^o Dépôt d'un projet de loi tendant à accorder un contingent de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la Révolution française. Renvoi à la commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, n° 410 [6 juin], p. 500. — M. Monsservin dépose le rapport n° 430 [13 juin], p. 528. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [15 juin], p. 550, 557.

6 — **Légion d'honneur. — Ministère des postes.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à augmenter le contingent de croix de la Légion d'honneur fixé par le décret-loi du 17 juin 1938, en ce qui concerne le ministère des postes, télégraphes et téléphones. Renvoi à la commission des récompenses nationales nommée le 23 mars 1926, n° 308 [31 mars], p. 363. — M. Lancien dépose le rapport n° 348 [23 mai], p. 427. — 1^{re} délibération. Désignation d'un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Henry Merlin, Paul Marchandeu, *garde des sceaux*, ministre de la justice; Josse, Lancien, *rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [6 juin], p. 498. — Promulgation: Loi du 18 juin 1939 (*J. O.* des 19 et 20 juin, p. 7727).

7 — **Légion d'honneur. — Cinquantenaire de l'Institut Pasteur.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant attribution au ministère de la santé publique d'un contingent spécial exceptionnel dans l'ordre national de la Légion d'honneur, à l'occasion du cinquantenaire de l'Institut Pasteur. Renvoi à la commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, n° 378 [1^{er} juin], p. 488. — M. Lancien dépose le rapport n° 415 [6 juin], p. 495. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 juin], p. 552. — Promulgation: Loi du 7 juillet 1939 (*J. O.* du 8 juillet, p. 8662).

8 — **Légion d'honneur. — Aviation civile.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à accorder annuellement au ministre de l'air un contingent spécial de distinctions dans l'ordre national de la Légion d'honneur en vue de récompenser l'aviation civile. Renvoi à la commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, n° 502 [27 juin], p. 623.

9 — **Médaille coloniale.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'attribution de la médaille coloniale sans agrafe. Renvoi à la commission de l'armée et, pour avis, à la commission des colonies, protectorats et possessions ressortissant au ministère des colonies, n° 548 [7 décembre], p. 700.

Voir INTERPELLATIONS, 10. — RÉSOLUTIONS, 29.

REDEVANCE COMMUNALE SUR LE CHARBON. — Voir CHARBON.**REDUCTIONS DE 10 p. 100 SUR LES LOYERS.** — Voir COLONIES, 8. — LOYERS ET FERMAGES, 1.**REFORME ELECTORALE.** — Voir ELECTION DES DÉPUTÉS, 2.**REFUGIES ESPAGNOLS.** — Voir CRÉDITS, 7.**REGIME DE PAIX ECONOMIQUE.** — Voir RÉSOLUTIONS, 26.**REGIME DOUANIER COLONIAL.** — Voir DOUANES, 43.**REGIME ELECTORAL.** — Voir ELECTION DES DÉPUTÉS, 4.**REGIMES MATRIMONIAUX.** — Voir MARIAGE.

REGISTRE DU COMMERCE. — Proposition de loi de M. Moïse Lévy tendant à l'inscription, en marge de l'acte de naissance, de l'immatriculation au registre du commerce. — Voir Table de 1937, p. 80. — M. Moïse Lévy dépose, au nom de la commission du commerce, le rapport n° 166 [28 février], p. 221. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. Nouvel intitulé: « Proposition de loi tendant à compléter la loi du 18 mars 1919 et la loi du 1^{er} juin 1923. » [16 mai], p. 419.

RENAN. — Voir RÉSOLUTIONS, 11.**REPRESENTATION PROPORTIONNELLE.** — Voir ELECTION DES DÉPUTÉS, 2.**RESERVOIRS.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 7.**RESOLUTION (Propositions de).**

1 — **Prélèvement de 10 p. 100 sur les dépenses publiques.** — Proposition de résolution tendant à reviser: 1^o le décret-loi du 16 juillet 1935 en tant qu'il a institué un prélèvement de 10 p. 100 sur les dépenses publiques; 2^o l'article 54 de la loi de finances du 31 décembre 1936 (n° 118, année 1937). — Voir Table de 1937, p. 80. — Vote de la question préalable [19 janvier], p. 34.

2 — **Famille paysanne.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Pernot et d'un grand nombre de ses collègues, invitant le Gouvernement à provoquer les mesures législatives propres à assurer l'amélioration du sort de la famille paysanne. Renvoi à la commission de l'agriculture, n° 19 [26 janvier], p. 41. — M. Maurice Dormann dépose le rapport n° 207 [9 mars], p. 261. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Maurice Dormann, *rapporteur*; Georges Pernot. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [22 juin], p. 603.

3 — **Aide aux agriculteurs de l'Ouest.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Linver et d'un certain nombre de ses collègues, invitant le Gouvernement à accorder une aide collective aux agriculteurs des régions de l'Ouest, dans lesquelles les plantes fourragères d'automne et d'hiver ont été détruites par les gelées. Renvoi à la commission des finances, n° 21 [26 janvier], p. 41.

4 — **Crédits routiers.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Antoine Borrel tendant à attirer l'attention du Gouvernement sur les conséquences de la réduction des crédits routiers. Renvoi à la commission des travaux publics, n° 45 [31 janvier], p. 66. — M. Antoine Borrel dépose le rapport, n° 70 [10 février], p. 130.

5 — Règlement du Sénat. — Commissions.

1^o Proposition de résolution de M. Mario Roustan et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 17 et 17 bis du règlement du Sénat (Nomination de la commission des colonies). — Voir Table de 1938, p. 64.

2^o Dépôt d'une proposition de résolution de M. Beaumont et d'un certain nombre de ses collègues tendant à modifier le règlement du Sénat en ce qui concerne la nomination de commissions. Renvoi à la commission du règlement du Sénat, n^o 69 [10 février], p. 129. — M. André J.-L. Breton dépose le rapport collectif, n^o 224 [9 mars], p. 261. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution. Modification du libellé de l'intitulé de la résolution. Nouvel intitulé: « *Résolution modifiant le règlement du Sénat en ce qui concerne la nomination de commissions* » [30 mars], p. 345.

3^o Dépôt d'une proposition de résolution, présentée par M. Josse et plusieurs de ses collègues, tendant à augmenter le nombre des commissaires dans les commissions générales. Renvoi à la commission du règlement du Sénat, nommée le 19 décembre 1924, n^o 542 [1^{er} décembre], p. 685. — M. Léon Perrier dépose le rapport n^o 570 [30 décembre], p. 837.

6 — Pailles de millet à balais. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ulysse Fabre tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux des droits de douane applicables aux pailles de millet à balais. Renvoi à la commission des douanes, n^o 90 [14 février], p. 149. — M. Turbat dépose le rapport n^o 241 [16 mars], p. 295. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [16 mai], p. 415.

7 — Allocations familiales.

1^o Proposition de résolution de M. Harent tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue de procéder à une refonte complète de la législation sur les allocations familiales, aux fins d'assurer le traitement de tous les chefs de famille sur un pied d'égalité absolue quelle que soit la profession. — Voir Table de 1938, p. 64. — M. François-Saint-Maur dépose, au nom de la commission de l'hygiène, le rapport n^o 104 [16 février], p. 159. — Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture des conclusions du rapport ci-dessus [23 février], p. 188.

2^o Proposition de résolution de M. François-Saint-Maur tendant à inviter le Gouvernement à hâter le dépôt d'un projet de loi sur la généralisation des allocations familiales en agriculture. — Voir Table de 1938, p. 64. — Renvoi, pour avis, à la commission de l'hygiène [23 février], p. 188.

8 — Emissions politiques radiodiffusées.

— Dépôt d'une proposition de résolution de MM. René Coty, Veyssièrre, Robert Thoumyre, Lavoine et Thureau-Dangin tendant à rendre effectif le contrôle du Parlement sur les émissions politiques radiodiffusées par les postes d'Etat. Renvoi à la commission du commerce, n^o 144 [23 février], p. 198. — M. Amat dépose le rapport n^o 460 [20 juin], p. 571.

9 — Office du blé. — Proposition de résolution de M. Borgeot, tendant à inviter le Gouvernement à faire compléter la loi du 15 août 1936 sur l'office national interprofessionnel du blé par des dispositions

assurant la résorption des excédents. — Voir Table de 1938, p. 61. — M. Borgeot dépose, au nom de la commission de l'agriculture, le rapport n^o 181 [2 mars], p. 229 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Borgeot, *rapporteur de la commission de l'agriculture*. Article unique: amendement de MM. Sénès et Guilhem: MM. Sénès, Borgeot, *rapporteur*, Guilhem, Marcel Donon, *président de la commission de l'agriculture*; Chassaing, Patizel. — Retrait. Adoption de l'article unique. Disposition additionnelle proposée par MM. Sénès et Guilhem: MM. le colonel Josse, Goré. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article unique de la proposition de résolution [31 mars], p. 366.

10 — Vacances scolaires. — Proposition de résolution sur l'avancement des vacances scolaires (n^o 145, année 1935). — Vote de la question préalable [2 mars], p. 230.

11 — Transfert des cendres de Michelet, de Quinet et de Renan. — Proposition de résolution tendant au transfert des cendres de Michelet, de Quinet et de Renan au Panthéon (n^o 368, année 1935). — Vote de la question préalable [2 mars], p. 230.

12 — Monument commémoratif des Etats-Généraux de 1789. — Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'application, d'une part, de la loi du 17 août 1879 prescrivant l'érection à Versailles d'un monument commémoratif des Etats-Généraux de 1789 et, d'autre part, de celle du 29 juillet 1881, comprenant l'ouverture des crédits nécessaires à la réalisation de la loi de 1879 (N^o 862, année 1936). — Voir Table de 1936, p. 108. — Vote de la question préalable [2 mars], p. 230.

13 — Sucre pour les confitures. — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Ulysse Fabre et Marcel Astier tendant à exonérer des taxes intérieures le sucre employé dans la fabrication des confitures. Renvoi à la commission des finances, n^o 263 [19 mars], p. 322. — Renvoi, pour avis, à la commission de l'agriculture [28 mars], p. 330.

14 — Familles nombreuses. — Œuvres de bienfaisance. — Proposition de résolution de M. François-Saint-Maur et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant modification du décret-loi du 16 juillet 1935 en ce qui concerne son application aux familles nombreuses et aux œuvres de bienfaisance. — Voir Table de 1938, p. 65. — M. Le Pelletier dépose, au nom de la commission de l'hygiène, le rapport n^o 360 [25 mai], p. 462. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. François-Saint-Maur, Even, *président de la commission de l'hygiène*. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [22 juin], p. 608.

15 — Invalides et vieillards assistés à domicile. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Sellier tendant à ce que le Gouvernement prenne les mesures dont l'urgence ne saurait comporter de retard, en faveur des invalides et des vieillards assistés à domicile. Renvoi à la commission des finances et, pour avis, à la commission de l'hygiène, n^o 377 [1^{er} juin], p. 479.

16 — Musulmans d'Algérie. — Accession au Parlement. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tournan et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire modifier l'octroi de la

citoyenneté aux musulmans d'Algérie en vue de leur accession au Parlement. Renvoi à la commission de l'Algérie, n^o 381 [6 juin], p. 495.

17 — Assurances sociales.

1^o Proposition de résolution invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant les lois du 5 avril 1928 et du 30 avril 1930 sur les assurances sociales et en suspendant provisoirement l'effet obligatoire pour les salariés de l'agriculture (n^o 689, année 1932). — Vote de la question préalable [6 juin], p. 497.

2^o Proposition de résolution invitant le Gouvernement à codifier les textes administratifs qui régissent l'application de la loi des assurances sociales. — Voir Table de 1933, p. 83. — Vote de la question préalable [6 juin], p. 497.

3^o Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à soumettre au plus tôt au Parlement un projet complet de reorganisation des assurances sociales en vue d'en simplifier le fonctionnement et d'en alléger les charges. — Voir Table de 1935, p. 78. — Vote de la question préalable [6 juin], p. 497.

18 — Laboratoires d'enseignement. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André J.-L. Breton invitant le Gouvernement à assurer aux laboratoires d'enseignement et de recherche la fourniture de certains matériels réformés par les services publics. Renvoi à la commission de l'enseignement, n^o 416 [8 juin], p. 510.

19 — Exposition internationale en 1948. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André J.-L. Breton tendant à inviter le Gouvernement à préparer l'organisation, en 1948, dans l'agglomération parisienne, d'une exposition internationale. Renvoi à la commission de l'enseignement, n^o 417 [8 juin], p. 510.

20 — Congés payés. — Proposition de résolution sur l'organisation des congés payés. — Voir Table de 1937, p. 81. — Vote de la question préalable [8 juin], p. 511.

21 — Main-d'œuvre nationale. — Proposition de résolution relative à l'application de la loi du 10 août 1932 protégeant la main-d'œuvre nationale. — Voir Table de 1938, p. 64. — Vote de la question préalable [8 juin], p. 511.

22 — Contrôle des produits contre les parasites. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Astier tendant à instituer un contrôle officiel obligatoire d'efficacité pour tous les produits mis au commerce et destinés à lutter contre les parasites animaux et végétaux, destructeurs des récoltes et des plantes cultivées. Renvoi à la commission de l'agriculture, n^o 438 [13 juin], p. 545.

23 — Mises à la retraite par ancienneté. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Armand Calmel et plusieurs de ses collègues concernant la révision de la loi du 18 août 1936 sur les mises à la retraite par ancienneté et des décrets successifs qui en ont réglé l'application. Renvoi à la commission de l'administration, n^o 464 [20 juin], p. 572.

24 — Fonctionnement de l'école primaire prolongée. — Proposition de résolution de MM. Bouilly, Jossot, Aimé Berthod et Georges Maurice, invitant le Gouvernement à inscrire au budget les crédits nécessaires au fonctionnement de l'école primaire prolongée, en application de la loi du 9 août 1936. — Voir Table de 1938, p. 64. —

M. Bouilly dépose, au nom de la commission de l'enseignement, le rapport n° 472 [22 juin], p. 599.

25 — **Utilisation de la main-d'œuvre.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Victor Boret, tendant à inviter le Gouvernement à prévoir, dès la fin de la tension internationale, l'utilisation de la main-d'œuvre actuellement employée dans les usines de guerre et la transformation des dites usines en vue de la production des biens de consommation. Renvoi à la commission du commerce et, pour avis, à la commission des finances, n° 506 [27 juin], p. 623.

26 — **Régime de paix économique.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Victor Boret, tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à l'étude les moyens propres à rétablir des relations économiques normales entre les nations et à instituer un régime de paix économique. Renvoi à la commission des affaires étrangères et, pour avis, à la commission des finances, n° 507 [27 juin], p. 624.

27 — **Droit de douane sur les bouteilles isolantes.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Maroger et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à relever les droits de douane sur les bouteilles isolantes et autres récipients isothermiques ainsi que leurs parties et pièces détachées. Renvoi à la commission des douanes, n° 521 [27 juin], p. 628.

28 — **Inventionis. — Recherches scientifiques.** — Dépôt par M. J.-L. Breton d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la coordination des différents services d'inventions, de recherches scientifiques, d'études et d'expériences techniques. Renvoi à la commission de l'enseignement, n° 536 [30 novembre], p. 668.

29 — **Légion d'honneur. — Maires.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coucoureux et plusieurs de ses collègues, tendant au maintien des promotions dans la Légion d'honneur en faveur des maires. Renvoi à la commission des récompenses nationales, nommée le 23 mars 1926, n° 540 [1^{er} décembre], p. 684.

30 — **Permissions de détente.** — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. André-J.-L. Breton et Georges Bouilly, tendant à inviter le Gouvernement à permettre l'augmentation de la durée des permissions de détente des officiers, sous-officiers et soldats pères de famille. Renvoi à la commission de l'armée, n° 547 [7 décembre], p. 700.

31 — **Tourisme.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Antoine Borrel tendant à la réorganisation des services officiels du tourisme. Renvoi à la commission des travaux publics, n° 561 [26 décembre], p. 733.

32 — **Avance de l'heure.** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coucoureux et plusieurs de ses collègues, tendant à l'avance de l'heure légale à partir du mois de février. Renvoi à la commission de l'administration, n° 565 [29 décembre], p. 826.

RESPONSABILITE CIVILE DES HOTELIERS. — Voir CODE PÉNAL, 1.

RESSORTS POUR CORSETS. — Voir DOUANES, 18.

RETRAIT DE PROJETS DE LOI.

1 — Retrait du projet de loi (n° 38, année 1935), adopté par la Chambre des députés, portant modification de certaines dispositions du code des assurances sociales du 19 juillet 1911, en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, relatives à l'assurance-accidents, n° 259 [19 mars], p. 314.

2 — Retrait du projet de loi (n° 303, année 1939), adopté par la Chambre des députés, tendant à attribuer aux ministres du travail et de l'agriculture, à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la Révolution française, un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur en faveur des vieux ouvriers, vieux employés, vieux artisans et vieux agriculteurs, n° 409 [6 juin], p. 500.

RETRAITE DES VIEUX TRAVAILLEURS.

1 — Proposition de loi de M. Henri Sellier et d'un grand nombre de ses collègues, relative à l'organisation de la solidarité nationale en faveur des Français que leur invalidité ou leur âge, empêchent de se procurer par le travail, le minimum vital de ressources. — Voir Table de 1937, p. 85 (*Vieillards*).

2 — Proposition de loi de M. Georges Portmann et d'un grand nombre de ses collègues, tendant à assurer une retraite aux vieux travailleurs. — Voir Table de 1937, p. 81.

3 — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, créant des allocations de solidarité en faveur des travailleurs exclus des assurances sociales en raison de leur âge, modifiant les dispositions de la législation des assurances sociales relatives à l'assurance-vieillesse et instituant une assurance obligatoire en cas de vieillesse en faveur des travailleurs indépendants. Renvoi à la commission de l'hygiène et, pour avis, à la commission des finances, n° 250 [16 mars], p. 303. — M. Le Gorgeu dépose, au nom de la commission de l'hygiène, le rapport collectif n° 447 [15 juin], p. 551. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Observation de M. Joseph Caillaux, *président de la commission des finances* [27 juin], p. 627.

Voir INTERPELLATIONS, 24.

REUNION (La). — Voir COLONIES, 3 à 6. — DOUANES, 113, 114.

REVOLUTION FRANÇAISE (150^e anniversaire). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet la célébration par une commémoration nationale du cent cinquantième anniversaire de la Révolution française, en 1939. Renvoi à la commission des finances, n° 236 [16 mars], p. 295. — M. Jean Philip dépose le rapport n° 295 [30 mars], p. 343. — Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Jean Philip, Henry-Haye, Jean Zay, *ministre de l'éducation nationale*; Joseph Caillaux, *président de la commission des finances*. Vote du passage à la discussion des articles. Art. 1^{er}. Adoption. Art. 2 et dernier. Adoption. Amendement de M. Henry-Haye. Rejet au scrutin. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mars], p. 363, 371. — Promulgation: Loi du 14 avril 1939 (*J. O.* du 18 avril, p. 4943).

Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 5.

ROUMANIE. — Voir CRÉDITS, 8.

S

SACS DE JUTE. — Voir DOUANES, 77, 89, 114.

SAINT-FELIX (Lot). — Proposition de loi de MM. J. Loubet, Fontanille et Garrigou, tendant à diviser en deux communes distinctes la commune de Saint-Félix. — Voir Table de 1938, p. 65. — Promulgation: Loi du 27 janvier 1939 (*J. O.* du 1^{er} février, p. 1482).

SAINT-PIERRE ET MIQUELON. — Voir DOUANES, 115, 116

SALARIES.

— **des entreprises agricoles.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 12, 14.

— **des entreprises industrielles et commerciales.** — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 13, 15

SALONS DE COIFFURE.

1 — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'homologation d'un tarif minimum vital applicable dans les salons de coiffure. Renvoi à la commission du commerce, n° 267 [28 mars], p. 330.

2 — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à protéger les entreprises et salons de coiffures pour hommes et dames. — Voir Table de 1936, p. 82. — Rejet de la proposition de loi [28 mars], p. 332.

SANCOINS (Cher). — Voir CHAUMONT.

SAN-GAVINO-DI-FIUMORBO (Corse). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à ériger en commune distincte le hameau de San-Gavino-di-Fiumorbo, dépendant de la commune d'Isolaccio (Corse). — Voir Table de 1938, p. 65. — Promulgation: Loi du 27 janvier 1939 (*J. O.* du 1^{er} février, p. 1482).

SANTE PUBLIQUE. — Voir CONSEIL SUPÉRIEUR D'HYGIÈNE DE FRANCE.

SARDINES. — Voir DOUANES, 40, 42.

SAVONS. — Voir DOUANES, 108.

SECOURS AUX SINISTRES FRANÇAIS DE RUSSIE. — Voir SINISTRÉS FRANÇAIS DE RUSSIE.

SEGMENTS DE PISTON. — Voir DOUANES, 15.

SEISME D'ANATOLIE. — Voir TURQUIE.

SEMENCES. — Voir BLÉ. — DOUANES, 79.

SENAT (Règlement du budget de 1938. — Budget de 1940). — Dépôt d'un rapport de M. René Héry, au nom de la commission de comptabilité sur: 1^o le projet de résolution portant, pour l'exercice 1938: a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat; b) règlement définitif du budget alimenté par les retenues effectuées sur l'indemnité parlementaire (buvette et chemins de fer); c) règlement définitif du compte des recettes et dépenses des caisses des retraites des anciens sénateurs et du personnel du

Sénat; d) approbation du compte de gestion; 2° le projet de résolution portant fixation du budget des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1940, et évaluation du budget alimenté par les retenues effectuées sur l'indemnité parlementaire (buvette et chemins de fer), des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle du personnel du Sénat pour le même exercice, n° 545 [7 décembre], p. 692. Discussion. Adoption des projets de résolution [15 décembre], p. 712.

Voir RÉSOLUTIONS, 5.

SERVICE DE SANTE. — Voir ARMÉE, 6. — DOUANES, 11.

SERVICE D'INSPECTION DE LA NAVIGATION. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'abrogation du décret-loi du 8 août 1935 qui a transféré le service d'inspection de la navigation de la préfecture de police à la préfecture de la Seine. Renvoi à la commission de l'administration, n° 38 [31 janvier], p. 64.

SERVITUDES DE VUES. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier les articles 676 et 677 du code civil. — Voir Table de 1938, p. 66. — M. Coucoureux dépose, au nom de la commission de législation, le rapport n° 457 [20 juin], p. 571.

SESSION ORDINAIRE. — M. Damecour, *président d'âge*, déclare ouverte la session ordinaire [10 janvier], p. 1. — M. Edouard Daladier, *président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre*, donne lecture du décret portant clôture de la session ordinaire, n° 526 [27 juin], p. 632.

SESSIONS EXTRAORDINAIRES. — M. le président donne lecture du décret convoquant le Sénat et la Chambre des députés en session extraordinaire, n° 527 [2 septembre], p. 637. — Décret portant clôture de la session extraordinaire (J. O. du 5 octobre, p. 12018). — M. le président donne lecture du décret convoquant le Sénat et la Chambre des députés, en session extraordinaire, n° 534 [30 novembre], p. 663. — M. Yvon Delbos, *ministre de l'éducation nationale*, donne lecture du décret portant clôture de la 2° session extraordinaire, n° 584 [30 décembre], p. 860.

SINISTRÉS FRANÇAIS DE RUSSIE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés portant création d'une caisse de secours en faveur des sinistrés français de Russie. — Voir Table de 1938, p. 37 (*Caisse de secours*). — M. Abel Gardey dépose, au nom de la commission des finances, le rapport n° 34 [26 janvier], p. 41. — Ajournement de la 1^{re} délibération [7 mars], p. 255. — 1^{re} délibération. Désignation de commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Abel Gardey, *rapporteur général de la commission des finances*; Charles Dumont, *rapporteur, pour avis, de la commission des affaires étrangères*; Ulysse Fabre, Chassaing. Article 1^{er}: M. François-Saint-Maur. Adoption. Adoption de l'article 2. Art. 3: M. Chassaing. Adoption. Art. 4 à 6 et dernier. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé du projet de loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi tendant à l'attribution de secours aux personnes physiques françaises qui étaient fixées en Russie avant la guerre.* » [14 mars], p. 231. —

Promulgation: Loi du 25 mai 1939 (J. O. du 27 mai, p. 6702).

SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES. — Voir RÉCOMPENSES NATIONALES, 4.

SOCIÉTÉ DES NATIONS (Pacte de la). — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 32.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER. — Voir INTERPELLATIONS, 14.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet d'obliger les groupements d'acheteurs à se transformer ou à se constituer en sociétés coopératives de consommation. — Voir Table de 1938, p. 66. — Vote de la question préalable [8 juin], p. 511.

SOCIÉTÉS DE CRÉDIT FONCIER ET IMMOBILIER. — Voir ALSACE ET LORRAINE, 2.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

1° Proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (n° 251, année 1930). — Vote de la question préalable [6 juin], p. 496.

2° Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à la modification de l'article 20 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (n° 177, année 1931). — Vote de la question préalable [6 juin], p. 496.

3° Proposition de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels. Voir Table de 1933 (*session extraordinaire*), p. 32. — Vote de la question préalable [6 juin], p. 497.

SOCIÉTÉS MUSICALES. — Voir MÉDAILLES D'HONNEUR.

SOLDATS LIBÉRÉS (Réadmission dans leur ancien emploi). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à assurer aux jeunes soldats libérés du service militaire leur réadmission dans leur emploi. — Voir Table de 1937, p. 83. — Vote de la question préalable [8 juin], p. 511.

SORTIES DE PARIS. — Voir INTERPELLATIONS, 13.

SOUFRE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 3.

SOUS-SECRETARIAT DES SPORTS ET LOISIRS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant organisation du sous-secrétariat des sports et loisirs. — Voir Table de 1936, p. 112. — Vote de la question préalable [19 janvier], p. 34.

SPECTACLE (Exécutants du). — Voir CAISSE DE RETRAITES.

STANDARDISATION DES LÉGUMES. — Voir LÉGUMES.

STATIONS HYDROMINÉRALES CLIMATIQUES ET DE TOURISME. — Voir TAXES SPÉCIALES.

STRASBOURG. — Voir PORT DE STRASBOURG.

SUCCESSIONS. — Voir CODE CIVIL, 3.

SUCRE. — Voir: CONVENTIONS ET TRAITÉS, 19. — RÉSOLUTIONS, 13.

T

TARIF DOUANIER. — Voir DOUANES, 13 à 38, 43, 44, 52, 69, 75, 92, 99.

TAXES D'USAGE SUR LES CANAUX. — Voir ALSACE ET LORRAINE, 1.

TAXES SPÉCIALES DES STATIONS HYDROMINÉRALES, CLIMATIQUES ET DE TOURISME. — Dépôt par MM. Léon Perrier, Serlin et Guyonnet d'une proposition de loi sur les taxes spéciales des stations hydrominérales, climatiques et de tourisme. Renvoi à la commission de législation, n° 53 [2 février], p. 80.

TCHÉCOSLOVAQUIE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 27, 28.

THÉÂTRES LYRIQUES NATIONAUX. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant réorganisation des théâtres lyriques nationaux. — Voir Table de 1938, p. 66. — Promulgation: Loi du 14 janvier 1939 (J. O. du 21 janvier, p. 1074).

Voir CAISSES DES RETRAITES DE L'OPÉRA ET DE L'OPÉRA-COMIQUE.

TIMBRES-POSTE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la ratification du décret du 15 août 1937 relatif à la validité des timbres-poste. Renvoi à la commission du commerce, n° 97 [16 février], p. 159. — M. Georges Ulmo dépose le rapport n° 218 [9 mars], p. 261.

TISSUS.

— de coton. — Voir DOUANES, 47.

— de jute. — Voir DOUANES, 77.

— de rayonne. — Voir DOUANES, 4, 34.

— de soie. — Voir DOUANES, 34.

TOGO. — Voir COLONIES, 7. — DOUANES, 117.

TONNELLERIE. — Voir DOUANES, 21.

TOURISME. — Voir RÉSOLUTIONS, 31. — TAXES SPÉCIALES.

TRAITÉS. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS.

TRANSFERT AU PANTHEON DES CENDRES DE MICHELET, DE QUINET ET DE RENAN. — Voir RÉSOLUTIONS, 11.

TRANSPORTS. — Voir INTERPELLATIONS, 14. — RÉSOLUTIONS, 4.

TRAVAIL (Législation du). — Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL. — ALLOCATIONS FAMILIALES. — ARMÉE, 6. — ASSURANCES SOCIALES. — BOULANGERIES. — CODE DU TRAVAIL. — COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL. — CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL. — CONGÉS ANNUELS PAYÉS. — CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL. — CONVENTIONS COLLECTIVES DU TRAVAIL. — CONVENTIONS ET TRAITÉS, 1, 2, 12 à 15, 21 à 23, 28, 29, 31, 40, 44. — DOMAINE-RETRAITE. — INTERPELLATIONS, 24. — LOGEMENT DES TRAVAILLEURS AGRICOLES. — OUVRIERS MINEURS. — RETRAITE DES VIEUX TRAVAILLEURS. — SALONS DE COIFFURE. — TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.

TRAVAILLEURS. — Voir CONGÉS ANNUELS PAYÉS. — DOMAINE-RETRAITE. — INTERPELLATIONS, 24. — LOGEMENT. — RETRAITE DES VIEUX TRAVAILLEURS.

TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE PASSIVE. — Voir DÉFENSE PASSIVE.

TRAVAUX PUBLICS. — Voir EMPLOIS RÉSERVÉS, 1.

TRESORERIE DES DEPARTEMENTS ET DES COMMUNES. — Proposition de loi de M. Maurice Viollette tendant à créer une trésorerie indépendante de celle de l'Etat aux départements et aux communes. — Voir Table de 1938, p. 49 (*Départements*). — Renvoi, pour avis, à la commission de l'administration [10 février], p. 129.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. — Proposition de loi de M. Lefas tendant à la création de deux registres nouveaux au greffe des tribunaux de commerce. — Voir Table de 1936, p. 113. — M. Moïse Lévy dépose, au nom de la commission du commerce, le rapport n° 165 [28 février], p. 221.

TRICENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE RACINE. — Voir RACINE.

TUNGSTENE. — Voir DOUANES, 24.

TUNISIE.

1 — **Conseils de prud'hommes.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant institution de conseils de prud'hommes en Tunisie. — Voir Table de 1938, p. 67. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [28 mars], p. 332. — Promulgation: Loi du 19 avril 1939 (*J. O.* du 21 avril, p. 5118).

2 — **Comptes définitifs (Exercices 1934 et 1935).**

1^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie pour l'exercice 1934. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 269 [28 mars], p. 331;

2^o Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 19 août 1920, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat français en Tunisie, pour l'exercice 1935. Renvoi à la commission des comptes définitifs, n° 270 [28 mars], p. 331.

TURQUIE. — Tremblement de terre en Turquie. Hommage à la nation turque: M. le président et M. Edouard Daladier, *président du conseil*, *ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères* [29 décembre], p. 826. — Tremblement de terre d'Anatolie. Manifestation de solidarité franco-britannique: M. Edouard Daladier, *président du conseil*,

ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et M. le président [30 décembre], p. 836.

Voir INTERPELLATIONS, 6.

TUYAUX EN AMIANTE-CIMENT. — Voir DOUANES, 14.

U

UNION BELGO-LUXEMBOURGEOISE. — Voir DOUANES, 38.

UNION DES REPUBLIQUES SOVIETIQUES SOCIALISTES. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 38.

UTILISATION DES EFFECTIFS. — Voir ARMÉE, 8.

V

VACANCES SCOLAIRES. — Voir INTERPELLATIONS, 15. — RÉSOLUTIONS, 10.

VENDEURS DE MACHINES. — Voir CODE DE TRAVAIL, 2.

VENTE DITE DE LA « BOULE DE NEIGE ». — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à interdire le procédé de vente dite de la « boule de neige ». Renvoi à la commission du commerce, n° 76 [14 février], p. 438. — M. Escande dépose le rapport n° 389 [6 juin], p. 495.

VENTE PAR CAMIONS-BAZARS. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à proroger les dispositions du décret du 30 octobre 1935 réglementant la vente par camions-bazars. Renvoi à la commission du commerce, n° 229 [14 mars], p. 278. — Demande de discussion immédiate. M. Caillier dépose et lit le rapport n° 255. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [16 mars], p. 304. — Promulgation: Loi du 18 mars 1939 (*J. O.* du 19 mars, p. 3582).

VENTES AVEC PRIMES. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Béluel tendant à interdire toutes ventes avec primes, timbres-primes, carnets de bonis et ristournes cumulées sous toute forme. Renvoi à la commission du commerce, n° 508 [27 juin], p. 623.

VENTES D'IMMEUBLES. — Voir IMMEUBLES.

VERIFICATION DE POUVOIRS. — Voir ELECTIONS SÉNATORIALES.

VERRERIE. — Voir DOUANES, 20.

VETEMENTS. — Voir DOUANES, 47, 73.

VEUVES DES MILITAIRES DE L'ARMÉE DE L'AIR. — Voir PENSIONS, 2.

VEUVES DES OUVRIERS POUSSIERS. — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à accorder des avantages spéciaux aux veuves, orphelins et ascendants des ouvriers poussières tués dans l'exercice de leur profession. — Voir Table de 1938, p. 67. — M. Pierre Chammié dépose, au nom de la commission de l'armée, le rapport n° 350 [15 juin], p. 557.

VICTIMES DE LA GUERRE. — Voir ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ DES VICTIMES DE LA GUERRE.

VICTIMES D'OPÉRATIONS DE GUERRE. — Dépôt d'un projet de loi, relatif aux militaires, marins et civils décédés, victimes de la guerre. Renvoi à la commission de législation, n° 562 [26 décembre], p. 733. — M. Hannotin dépose le rapport n° 563 [27 décembre], p. 805. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi. Modification de l'intitulé de la loi. Nouvel intitulé: « *Projet de loi relatif aux actes de décès des personnes présumées victimes d'opérations de guerre* ». [30 décembre], p. 837.

VIEILLARDS ET INCURABLES. — Voir RÉSOLUTIONS, 15. — RETRAITE DES VIEUX TRAVAILLEURS.

VIEUX TRAVAILLEURS. — Voir RETRAITE DES VIEUX TRAVAILLEURS.

VINS MAROCAINS. — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'assainissement du marché des vins marocains. — Voir Table de 1938, p. 67. — Vote de la question préalable [19 janvier], p. 34.

VOIES FERREES. — Voir ALGÉRIE, 3. — CHEMINS DE FER.

VOTE OBLIGATOIRE ET PAR CORRESPONDANCE. — Voir ELECTION DES DÉPUTÉS, 1.

VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A LONDRES. — Voir CRÉDITS, 9.

VOYAGEURS ET REPRESENTANTS DE COMMERCE. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gustave Guérin, tendant à compléter la loi du 18 juillet 1937 sur le statut professionnel des voyageurs, représentants et placiers du commerce et de l'industrie. Renvoi à la commission du commerce, n° 20 [26 janvier], p. 41. — M. Rogé dépose le rapport n° 187 [2 mars], p. 238.

Y

YUGOSLAVIE. — Voir CONVENTIONS ET TRAITÉS, 36.